

---

---

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

---

### COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 387

[C — 2001/21066]

Arrêt n° 3/2001 du 25 janvier 2001

*Numéros du rôle : 1747, 1750 et 1751*

En cause : les recours en annulation partielle des articles 45, 89 et 102 de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats, introduits par F. Bailly et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges P. Martens, A. Arts, R. Henneuse, M. Bossuyt et E. De Groot, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet des recours*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 juillet 1999 et parvenue au greffe le 2 août 1999, un recours en annulation partielle des articles 45 et 89 de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats (publiée au *Moniteur belge* du 2 février 1999) a été introduit par F. Bailly, demeurant à 6900 Marche-en-Famenne, Pré du Chanoine 28, J. Boxus, demeurant à 5100 Jambes, rue Mazy 125, D. Colinet, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue d'Orbaix 16, G. De Reytere, demeurant à 5500 Dinant, rue Cousen 11, L. Désir, demeurant à 4300 Waremme, avenue Joachim 15, R. Joly, demeurant à 5640 Mettet, rue de l'Estroit 37, J.-M. Mahieux, demeurant à 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 27, C. Poncin, demeurant à 7500 Tournai, rue Barre Saint Brice 15, et C. Van Damme, demeurant à 1970 Wezembeek-Oppem, avenue du Martin-Pêcheur 1.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 2 août 1999 et parvenue au greffe le 3 août 1999, un recours en annulation partielle de l'article 45 de la loi précitée a été introduit par G. Steffens, demeurant à 4800 Verviers, avenue Hanlet 27, P. Gorle, demeurant à 4800 Verviers, rue Victor Close 98, M. Dewart, demeurant à 4960 Malmédy, Biertasëtsche 19, L. Stangherlin, demeurant à 4800 Verviers, rue Laoureux 16, R. Lennertz, demeurant à 4700 Eupen, Langesthal 44, J.-M. Freres, demeurant à 4040 Herstal, boulevard Zénobe Gramme 174, V. Reul, demeurant à 4700 Eupen, Birkenweg 28, T. Konsek, demeurant à 4845 Jalhay, Bansions 33, G. Rosewick, demeurant à 4700 Eupen, place du Marché 5, A. Loozen, demeurant à 4830 Dolhain, Thier Hilettes 17, M.-R. Grimar, demeurant à 4890 Clermont-Thimister, Stockis 11, P. Schils, demeurant à 4840 Welkenraedt, Hoof 32A, A. Tilgenkamp, demeurant à 4701 Eupen, Libermé 25, E. Ortmann, demeurant à 4700 Eupen, Klinkeshöfchen 1A, O. Weber, demeurant à 4780 Saint-Vith, rue de Malmédy 93, R. Schmidt, demeurant à 4700 Eupen, Langesthal 52, A. Bourseaux, demeurant à 4711 Lontzen, rue Haute 13, l'Ordre des avocats d'Eupen, dont les bureaux sont établis à 4700 Eupen, Klötzerbahn 27, R. Lentz, demeurant à 4700 Eupen, Binsterweg 109, et E. Ohn, demeurant à 4700 Eupen, rue d'Aix-la-Chapelle 21.

c. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 2 août 1999 et parvenue au greffe le 3 août 1999, un recours en annulation partielle des articles 45 et 102 de la même loi a été introduit par L. Stangherlin, demeurant à 4800 Verviers, rue Laoureux 16, et J.-M. Freres, demeurant à 4040 Herstal, boulevard Zénobe Gramme 174.

## II. La procédure

Par ordonnances des 2 et 3 août 1999, le président en exercice a désigné les juges des sièges respectifs conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application dans ces affaires des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 22 septembre 1999, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 28 septembre 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 12 octobre 1999.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 12 novembre 1999.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 29 février 2000.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- les parties requérantes dans l'affaire n° 1750, par lettre recommandée à la poste le 28 mars 2000;
- les parties requérantes dans l'affaire n° 1747, par lettre recommandée à la poste le 30 mars 2000;
- L. Stangherlin, partie requérante dans l'affaire n° 1751, par lettre recommandée à la poste le 30 mars 2000.

Par ordonnances des 23 décembre 1999 et 29 juin 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 30 juillet 2000 et 30 janvier 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 30 mai 2000, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 21 juin 2000 après avoir invité les parties à s'expliquer à l'audience sur la question de savoir si l'appartenance des chefs de corps au Conseil supérieur de la justice serait compatible avec les missions qu'ils exercent en application, notamment, des articles 259ter, §§ 1<sup>er</sup> et 4, 259bis-14, § 2, 259bis-16, § 2, et 408bis du Code judiciaire.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 30 mai 2000.

Par ordonnance du 20 juin 2000, le président en exercice a constaté que le juge H. Coremans, légitimement empêché, était remplacé comme membre du siège par le juge M. Bossuyt.

A l'audience publique du 21 juin 2000 :

- ont comparu :
  - . Me A. Kittel et Me G. Zians, avocats au barreau d'Eupen, pour les parties requérantes dans l'affaire n° 1750;
  - . Me F. Tulkens, avocat au barreau de Bruxelles, et Me P. Gérard, avocat à la Cour de cassation, pour les parties requérantes dans l'affaire n° 1747;
  - . Me C. Wijnants *loco* Me P. Peeters, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs P. Martens et E. De Groot ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

Par ordonnance du 21 décembre 2000, la Cour a constaté que le juge E. Cerexhe, légitimement empêché, était remplacé comme membre du siège par le juge R. Henneuse, a rouvert les débats et a fixé l'audience au 10 janvier 2001.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 22 décembre 2000.

A l'audience publique du 10 janvier 2001 :

- ont comparu :
  - . Me A. Kittel et Me G. Zians, avocats au barreau d'Eupen, pour les parties requérantes dans l'affaire n° 1750;
  - . Me F. Tulkens, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes dans l'affaire n° 1747;
  - . Me C. Wijnants *loco* Me P. Peeters, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs P. Martens et E. De Groot ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

## III. En droit

- A -

*Quant au recours dans l'affaire n° 1747*

### *Position des requérants*

A.1. Les requérants demandent tout d'abord l'annulation des mots « de carrière » dans l'article 259bis-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, ainsi que l'annulation de l'article 259bis-3, § 2, 1<sup>o</sup>, du même Code. Ils sont tous juges suppléants et estiment que ces dispositions les affectent directement et défavorablement en ce qu'elles les empêchent de se présenter sur le quota des magistrats aux élections pour le Conseil supérieur de la justice et en ce que, si l'un d'entre eux était désigné par le Sénat parmi les membres non-magistrats, il devrait renoncer à sa qualité de magistrat suppléant.

A.2. Dans un moyen unique, les requérants soutiennent que les dispositions attaquées violent les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elles ont pour effet, si on les combine, d'écarter intégralement les magistrats suppléants de toute participation au Conseil supérieur de la justice, comme électeurs et comme membres, tant sur le quota des magistrats que sur celui des non-magistrats. Ils considèrent que cette exclusion est injustifiée alors qu'ils sont amenés à siéger à tous les degrés de juridiction, soit collégialement, soit seuls, pendant des périodes parfois très longues. Ils estiment que l'une ou l'autre des deux dispositions qu'ils attaquent doit être annulée.

A.3. Les requérants demandent ensuite l'annulation de l'article 21, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1991, modifié par celle du 22 décembre 1998, selon lequel le dossier des juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 n'est transmis à la commission de nomination compétente pour présentation que pour autant que tous les avis individuels soient favorables. Ils estiment injustifiée cette différence de traitement entre ces juges suppléants et les autres candidats et ils rappellent l'arrêt de la Cour n° 56/99.

A.4. Ils ajoutent que l'annulation du seul mot « tous », dans la disposition entreprise, laisserait en vigueur un texte qui ne correspond pas à la portée de l'annulation prononcée et qu'il convient d'annuler tout l'article 21, alinéa 3, afin de permettre au législateur d'adapter le texte par une nouvelle loi.

*Position du Conseil des ministres*

A.5. Le Conseil des ministres soutient que la Cour est incompétente pour censurer une option du Constituant. C'est en effet l'article 151, § 2, de la Constitution qui détermine la composition du Conseil supérieur et il ressort de ses travaux préparatoires que le Constituant a marqué son accord sur la manière dont le législateur avait l'intention d'exécuter cette nouvelle disposition constitutionnelle. Les mêmes travaux préparatoires indiquent que le Constituant a voulu qu'existe au sein du Conseil supérieur une parité entre, d'une part, les juges et officiers du ministère public et, d'autre part, les non-magistrats, parité qui n'est réalisable que si un choix est opéré concernant l'appartenance des magistrats suppléants à l'une ou l'autre catégorie.

Le Conseil des ministres conclut d'une analyse de l'article 87 du Code judiciaire et de l'article 151 de la Constitution qu'en utilisant le terme « magistrat de carrière », dans le sens de « magistrat professionnel » et occupé à temps plein, le législateur a agi conformément au choix du Constituant.

Il en est de même, selon le Conseil des ministres, de l'incompatibilité entre la qualité de juge suppléant et celle de membre du Conseil supérieur, le Constituant ayant fait référence aux incompatibilités prévues par le législateur, au cours des travaux préparatoires de l'article 151 de la Constitution.

A.6. Sur le fond du moyen, le Conseil des ministres répond que les magistrats de carrière et les juges suppléants n'appartiennent pas à des catégories de personnes comparables et il cite les articles 87, 102, 188, 192, 207bis, 293, 300, 331, 332 et 333 du Code judiciaire pour illustrer sa démonstration.

A.7. En ce qui concerne l'article 259bis-3, § 2, 1°, du Code judiciaire, le Conseil des ministres fait valoir que cet article n'affecte pas directement les requérants puisque ce n'est que dans l'hypothèse où leur candidature serait acceptée qu'ils devraient démissionner en tant que juges suppléants. Une telle démission serait donc la conséquence d'un choix délibéré, fait en connaissance de cause. Il en est de même des autres incompatibilités prévues à l'article 300 du Code judiciaire.

A.8. En ce qui concerne l'article 21, alinéa 3, du Code judiciaire, le Conseil des ministres, tenant compte de l'arrêt n° 56/99, déclare s'en référer à la sagesse de la Cour.

*Mémoire en réponse des requérants*

A.9. En ce qui concerne l'argumentation développée par le Conseil des ministres au sujet des articles 259bis-2 et 259bis-3, du Code judiciaire, les requérants contestent que le Constituant se soit prononcé expressément sur l'assimilation de la notion de « juge » avec celle de « magistrat de carrière » et qu'il ait entendu écarter les juges suppléants de toute forme de participation, directe ou indirecte, à la composition du Conseil supérieur.

A.10. Quant au bien-fondé du moyen, les requérants répondent que l'objectif poursuivi, par l'instauration du Conseil supérieur, est d'assurer un meilleur fonctionnement de la justice et, en particulier, en matière de nomination et de promotion d'un juge, d'accès à la fonction de juge, de formation des juges, de plaintes relatives au fonctionnement de l'ordre judiciaire. Si on tient compte de cet objectif, il n'existe aucune différence entre magistrats effectifs et suppléants puisqu'ils sont, les uns et les autres, voués, sur la base des mêmes critères d'indépendance et d'impartialité, à exercer la fonction de juger. Ils sont donc manifestement comparables.

A.11. Pour le surplus, rien ne justifie, selon les requérants, que les magistrats suppléants puissent exercer leurs fonctions au quotidien mais qu'ils soient écartés de toute participation au Conseil supérieur. Il ne peut leur être opposé que cette exclusion provient d'un choix délibéré qu'ils ont fait puisque, si le candidat entend être élu sur le quota des non-magistrats, il perd *ipso facto* sa qualité de magistrat suppléant et s'il veut garder celle-ci, il ne peut participer au Conseil supérieur ni comme électeur ni comme membre éligible.

A.12. Quant aux effets dans le temps de l'annulation qu'ils demandent, les requérants s'en réfèrent à la sagesse de la Cour, tout en ajoutant que cette annulation ne devrait valoir que pour l'avenir, c'est-à-dire être effective pour les prochaines élections.

A.13. En ce qui concerne l'article 21, alinéa 3, nouveau de la loi du 18 juillet 1991, les requérants reproduisent leur argumentation mais ajoutent que l'annulation doit être prononcée *ab initio*, avec un effet rétroactif intégral.

*Quant au recours dans l'affaire n° 1750*

*Position des requérants*

A.14. Les 17 premiers requérants agissent en leur qualité de magistrats et en tant que personnes privées utilisant la langue allemande. Ils estiment avoir un intérêt fonctionnel à ce que les plaintes qu'aurait à traiter le Conseil supérieur concernant leurs activités soient traitées de manière adéquate et à ce que l'ensemble des décisions du Conseil supérieur puissent être prises de manière non discriminatoire, y compris sur le plan linguistique.

A.15. L'Ordre des avocats d'Eupen, 18ème requérant, s'estime concerné par l'activité du Conseil supérieur en ce qu'il émet des avis sur le fonctionnement de la justice. Il souligne que, dans le cadre des nominations, un représentant de l'Ordre des avocats doit émettre un avis écrit et motivé qui, en vertu de la législation linguistique, doit être établi en langue allemande lorsqu'il émane de l'Ordre des avocats d'Eupen. Encore faut-il garantir, ajoute-t-il, que cet avis puisse être dûment pris en compte.

A.16. Le 19ème requérant, qui est avocat, considère que les avocats ont un intérêt personnel et professionnel à ce que les dossiers qui concernent les juridictions germanophones puissent être traités correctement puisque ces avocats vont être amenés à introduire des plaintes auprès du Conseil supérieur, en nom propre ou au nom de leurs clients. Il ajoute que de nombreuses fonctions judiciaires sont exercées, en priorité, par des personnes originaires du milieu des avocats et qu'une représentation des avocats francophones et néerlandophones est prévue au Conseil supérieur.

A.17. Le 20ème requérant estime que chaque personne privée est concernée par la loi attaquée et qu'il doit lui être effectivement possible d'introduire de manière efficace sa cause devant le Conseil supérieur, ce qui justifierait son intérêt à agir en tant que personne privée.

A.18. Les requérants considèrent que les dispositions de l'article 259bis du Code judiciaire qu'ils attaquent violent les articles 10 et 11 de la Constitution.

A.19. L'article 259bis-1 serait discriminatoire en ce qu'il ne prévoit pas qu'un membre du collège néerlandophone doive justifier de la connaissance de l'allemand, seul un membre du collège francophone devant satisfaire à cette exigence. Or, un candidat à une fonction judiciaire à Eupen qui a obtenu son diplôme en langue néerlandaise doit passer l'examen d'aptitude professionnelle organisé par le collège néerlandophone (article 259bis-8, § 1<sup>er</sup>). Il est également fait grief à l'article 259bis-1 de ne pas prévoir comment la preuve de la connaissance linguistique doit être apportée et de ne pas préciser quel niveau de connaissance est requis. Les requérants contestent que le recours à des interprètes soit satisfaisant et redoutent que le seul membre du Conseil supérieur comprenant l'allemand n'ait une trop grande influence sur la décision à prendre. En outre, puisque le seul membre connaissant l'allemand doit siéger à la commission de nomination (article 259bis-8, § 1<sup>er</sup>), la représentation des germanophones ne sera pas assurée au sein de la commission d'avis.

La discrimination provient, selon les requérants, de ce que, pour les candidats francophones et néerlandophones, la langue du diplôme correspond le plus souvent à la langue maternelle, ce qui facilite la présentation de l'examen. Dans la fonction publique, le candidat germanophone peut passer l'examen en allemand. C'était le cas également pour les examens d'aptitude et le concours d'admission au stage. Il n'existe aucun motif de s'écarter de cette pratique.

A.20. A l'article 259bis-2 du Code judiciaire, il est reproché de ne pas garantir que des candidats ayant une connaissance suffisante de l'allemand puissent être élus, aucune règle spécifique n'étant prévue, contrairement à ce qui est fait pour garantir les chances égales des femmes et des hommes. Compte tenu de la diffusion de la langue allemande dans les professions juridiques et dans la société civile, il eût pourtant été possible de désigner un nombre suffisant de personnes maîtrisant cette langue.

A.21. L'article 259bis-4, § 4, serait discriminatoire en ce qu'il prévoit que chaque membre doit siéger dans une commission mais ne dit pas que le seul membre germanophone pourra siéger dans plusieurs commissions. La discrimination découlerait de ce que, à la commission d'avis, il n'y a pas de garantie de représentation d'un membre connaissant l'allemand.

A.22. A l'article 259bis-4, § 5, il est reproché de ne pas permettre au membre germanophone d'utiliser l'allemand comme langue de travail, externe ou interne, ce qui prive de sens l'exigence de la connaissance de cette langue. En outre, la présence d'un seul membre germanophone au sein de la commission chargée de la préparation et de l'organisation des examens ne suffit pas à garantir l'égalité de traitement des membres de langue allemande, le principe de la décision collégiale se trouvant ainsi « miné ».

A.23. L'article 259bis-9, § 1<sup>er</sup>, selon lequel l'examen doit être présenté dans la langue du diplôme, serait discriminatoire puisqu'il n'existe pas de possibilité d'obtenir un diplôme en langue allemande dans une université belge.

Si cette disposition devait être interprétée comme permettant implicitement l'organisation d'examens et de concours en langue allemande en ne prévoyant la présence que d'un membre maîtrisant cette langue, le législateur n'aurait pas pris, selon les requérants, les dispositions nécessaires pour qu'un candidat y soit examiné dans des conditions admissibles.

Par ailleurs, il est injustifié de ne pas exiger la présence d'un germanophone au sein de la commission de langue néerlandaise puisqu'un candidat de langue allemande pourrait y présenter l'examen.

Cette situation s'écarte de ce qui a été prévu aux articles 428bis, 428ter et 428quater du Code judiciaire, l'examen d'aptitude que doivent subir les avocats pouvant être présenté en allemand par un ressortissant d'un autre pays membre de l'Union européenne, devant une commission entièrement germanophone. Ainsi les étrangers germanophones seraient mieux traités que les Belges germanophones.

A.24. L'article 259bis-11 est, selon les requérants, discriminatoire en ce qu'il ne prévoit pas qu'un membre de la commission d'avis et d'enquête doive apporter la preuve de la connaissance de la langue allemande.

A.25. Enfin, puisqu'il découle de l'article 259bis-15 qu'une plainte établie en allemand ne sera pas traitée et ne fera pas l'objet d'une réponse en cette langue, les droits des justiciables de langue allemande seraient méconnus, alors que, en vertu de l'article 4 de la Constitution, cette langue bénéficie d'une protection constitutionnelle.

#### *Position du Conseil des ministres*

A.26. Le Conseil des ministres considère que l'intérêt allégué par les requérants ne se distingue pas de celui qu'ont toutes les personnes de langue allemande de voir l'utilisation de leur langue prise en considération en matière judiciaire, les dispositions attaquées n'affectant pas directement leur situation juridique.

L'Ordre des avocats d'Eupen ne justifierait pas de l'intérêt requis, les dispositions attaquées ne réglant pas l'exercice de la profession d'avocat.

A.27. Selon le Conseil des ministres, c'est l'article 151, § 2, de la Constitution qui énonce que le Conseil supérieur, organe *sui generis*, est composé d'un collège francophone et d'un collège néerlandophone. C'est donc le Constituant qui a décidé que l'allemand ne constituait un critère ni pour la composition ni pour le fonctionnement du Conseil supérieur. Il rappelle l'article 43, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution ainsi que l'arrêt n° 90/94 de la Cour. Il souligne la référence faite aux dispositions attaquées, en projet, lors des travaux préparatoires de l'article 151 de la Constitution.

A.28. Quant aux moyens, à titre principal, le Conseil des ministres estime qu'ils critiquent une option purement politique et organisationnelle qu'il n'appartient pas à la Cour d'apprécier, les distinctions critiquées n'étant pas déraisonnables.

A.29. A titre subsidiaire, le Conseil des ministres fait observer, quant à l'article 259bis-1, § 3, dernier alinéa, qu'il ne fixe pas un quota mais un nombre minimum qui peut être dépassé. Il ajoute que le Conseil supérieur pourra consulter des experts (article 259bis-6, §§ 1<sup>er</sup> et 2), donc des traducteurs, et qu'il dispose d'un personnel dont il fixe le cadre organique et linguistique. Il fait une comparaison avec l'article 34, § 4, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

En ce qui concerne le niveau de connaissance de la langue allemande, le Conseil des ministres fait observer que l'article 45bis de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire n'est pas plus exigeant en ce qui concerne les connaissances linguistiques des magistrats nommés à Eupen.

Pour ce qui concerne le défaut de représentation au sein du collègue néerlandophone, il souligne que c'est le collègue francophone qui se chargera des affaires en langue allemande. L'article 45bis précité prévoit d'ailleurs que le candidat à une fonction judiciaire dans l'arrondissement d'Eupen doit avoir une connaissance de l'allemand et justifier, par son diplôme, qu'il a subi les examens de la licence en droit en langue française ou justifier de la connaissance du français.

A.30. En ce qui concerne l'article 259bis-2, le Conseil des ministres renvoie à ses considérations générales sur l'ensemble des moyens et rappelle qu'au sein de la Chambre des représentants, la Communauté germanophone ne dispose même pas d'un représentant, alors qu'ici il en est prévu au moins un.

A.31. Au sujet de l'article 259bis-8, § 1<sup>er</sup>, le Conseil des ministres rappelle son argumentation générale et souligne que le nombre de membres du collègue francophone connaissant l'allemand dépendra des candidats qui se présenteront.

A.32. A propos de l'article 259bis-4, § 5, le Conseil des ministres répète que, selon lui, c'est l'article 151, § 2, alinéa 2, de la Constitution qui, en mentionnant que le Conseil supérieur est composé de deux collèges, a clairement indiqué que seules deux langues y seraient utilisées. Au surplus, rien n'empêche que le membre germanophone fasse usage de l'allemand au cours des travaux des commissions.

A.33. Au sujet de l'article 259bis-9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le Conseil des ministres renvoie à son argumentation déjà exprimée et juge inadéquate la comparaison avec les articles 428bis et 428ter du Code judiciaire : ces derniers concernent les avocats qui ne sont pas soumis au critère de nationalité, contrairement aux juges.

A.34. Quant à l'article 259bis-11 et à l'article 259bis-15, § 6, le Conseil des ministres renvoie à ses arguments précédents.

*Mémoire en réponse des requérants*

A.35. Sur la recevabilité, les requérants réaffirment leur intérêt au recours, et ils estiment inadéquate la référence faite par le Conseil des ministres à l'arrêt n° 90/94 et contestent qu'ils critiqueraient un choix du Constituant.

A.36. Sur le fond, les requérants soutiennent, à titre principal, qu'ils ne critiquent pas l'opportunité d'une disposition législative. Ils reprochent au législateur de ne pas avoir tenu compte de la création de juridictions de langue allemande, contrairement à ce qui a été fait dans les lois relatives au Conseil d'Etat et à la Cour d'arbitrage.

A.37. A titre subsidiaire, ils répondent, à propos de l'article 259bis-1, qu'il est organisé pour les candidats magistrats eupenois un examen portant sur la connaissance et sur le niveau de connaissance de l'allemand, alors que rien de semblable n'est prévu pour le Conseil supérieur. Les Belges germanophones ne peuvent avoir aucun contact direct avec celui-ci, à moins qu'ils ne se servent d'une autre langue, ce qui n'est exigé ni des Belges francophones ni des Belges néerlandophones.

A.38. A propos de l'article 259bis-2, les requérants font remarquer que la comparaison avec la Chambre n'est pas pertinente, les citoyens n'ayant normalement pas de contacts directs avec celle-ci.

*Quant au recours dans l'affaire n° 1751*

A.39. Les requérants sont respectivement président et vice-président du Tribunal de première instance d'Eupen. Nés le premier en 1950, le second en 1951, ils s'estiment atteints par l'article 102, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de la loi attaquée.

Le premier, qui est chef de corps depuis 1988, est visé par les dispositions attaquées puisque, tant à l'expiration de sept que de quatorze années après leur entrée en vigueur, il remplira encore les conditions d'âge requises pour la poursuite de ses fonctions jusqu'en 2017.

Le second, qui a été installé comme vice-président en 1988, perd cette nomination à l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi. Il s'estime directement lésé, étant désormais assujéti au mécanisme d'un mandat de trois années avec évaluation spécifique, ne pouvant recouvrer le bénéfice d'une nomination définitive qu'après neuf ans et à l'issue d'une évaluation finale.

Le premier requérant attaque aussi l'article 259bis-3, qui ne permet pas à un chef de corps d'être membre du Conseil supérieur. N'ayant pas l'intention de renoncer à ses fonctions, il estime avoir l'intérêt requis.

A.40. En ce qui concerne l'article 102, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 22 décembre 1998, les requérants soutiennent que les dispositions attaquées sont incompatibles avec l'article 152 de la Constitution, qui dispose que les juges sont nommés à vie, que l'article 151 nouveau ne peut le modifier et que la destitution, avant terme et sans leur consentement, de juges nommés à vie pour les fonctions qu'ils exercent constitue une discrimination par rapport aux autres magistrats, dont la nomination à vie n'est pas mise à néant.

A.41. Les requérants ajoutent, dans un deuxième moyen, que la disposition entreprise viole de manière discriminatoire l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme puisque les juges de la catégorie concernée se trouvent, pendant la durée en principe illimitée de leurs fonctions, démis de celles-ci par l'intervention du législateur, sans que des motifs existent qui puissent être mis à leur charge. Ils estiment que la mesure n'était pas nécessaire et que les nouvelles règles pouvaient s'appliquer aux futures nominations ou prévoir soit le consentement de l'intéressé, soit une destitution pour des motifs légitimes.

A.42. Ils estiment discriminatoire de ne pas avoir prévu que les chefs de corps et les titulaires de mandats adjoints restent nommés à titre définitif, après l'entrée en vigueur de la loi, comme l'article 102, § 3, de la loi le prévoit pour les juges de la jeunesse nommés à titre définitif.

A.43. A l'égard des titulaires de mandats adjoints actuellement en fonction, mais n'exerçant pas encore la fonction depuis neuf ans, il y aurait une discrimination financière particulièrement lourde par rapport aux chefs de corps, aux titulaires de mandats adjoints en fonction depuis plus de neuf ans, aux juges de la jeunesse réputés nommés à titre définitif ainsi qu'aux autres magistrats, dans la mesure où le maintien des avantages financiers de leur fonction n'est pas garanti, lorsqu'ils ne sont pas nommés définitivement à l'expiration d'une période de trois années ou à l'occasion de l'évaluation finale. Ils déclarent ne pas apercevoir pourquoi le législateur traite différemment les titulaires de mandats adjoints, selon qu'ils sont en fonction depuis neuf ans ou non, et fait dépendre de cette condition la désignation définitive dans le nouveau régime concernant les mandats alors qu'il n'a pas prévu de réglementation similaire pour les chefs de corps.

A.44. Le premier requérant attaque également l'article 45 de la même loi, qui insère un article 259bis-3 dans le Code judiciaire, en ce qu'il exclut les chefs de corps de la composition du Conseil supérieur. Il estime cette exclusion discriminatoire. Une éventuelle surreprésentation des chefs de corps pouvait être évitée en fixant un quota maximum.

*Position du Conseil des ministres*

A.45. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt des deux requérants. Il estime que la situation du premier requérant ne peut être affectée par les dispositions qu'il attaque.

En ce qui concerne l'article 102, §§ 1<sup>er</sup> et 2, il fait observer que le premier requérant est et reste magistrat du siège, qu'il continue de percevoir son traitement et les augmentations de traitement afférentes à sa fonction de chef de corps, que son mandat pourra être prolongé après sept ans et qu'il pourra poser sa candidature à un autre mandat de chef de corps.

Quant à l'article 45, il n'affectera le premier requérant que s'il décide de poser sa candidature au Conseil supérieur, auquel cas il aura le choix entre sa fonction et celle de membre du Conseil supérieur et c'est ce choix qui affectera sa situation.

A.46. La situation du second requérant ne serait pas davantage affectée puisqu'il reste magistrat du siège et vice-président et que la mention « bon », dont rien ne permet de penser qu'il ne l'obtiendra pas, entraînera une prolongation immédiate de son mandat adjoint de vice-président (article 259undecies, § 2).

A.47. Le Conseil des ministres rappelle que la Cour n'est pas compétente pour apprécier si les dispositions attaquées violent l'article 152 de la Constitution et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme dès lors qu'il n'est pas exposé en quoi leur méconnaissance constituerait une violation des articles 10, 11 ou 24 de la Constitution.

A.48. Le Conseil des ministres rappelle la justification, donnée dans les travaux préparatoires, de l'article 151, notamment en ce qui concerne la compatibilité du système des mandats avec l'article 152.

A.49. Concernant l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, le Conseil des ministres fait valoir que cette disposition n'implique pas nécessairement une nomination à vie mais bien que la durée de la nomination soit déterminée à l'avance et qu'il ne puisse y être mis fin arbitrairement. De toute façon, le nouveau système ne met pas en cause la nomination à vie.

A.50. Pour le reste, le Conseil des ministres estime que les requérants critiquent une option politique et organisationnelle qu'il n'appartient pas à la Cour d'apprécier. La jurisprudence de la Cour ne considère pas que la succession de deux règles dans le temps soit discriminatoire et elle ne reconnaît pas l'existence de droits acquis.

A.51. En ce qui concerne l'article 259bis-3, le Conseil des ministres estime qu'il doit être examiné en tenant compte de l'article 323bis du Code judiciaire, introduit par l'article 61 de la loi attaquée, dont il analyse les travaux préparatoires. Selon cette disposition, le chef de corps qui accepte une mission perd son mandat de chef de corps. Il cite également les travaux préparatoires de l'article 151 de la Constitution selon lesquels le principe du mandat doit permettre de prendre des mesures de gestion qualitative, en vue d'un meilleur fonctionnement des juridictions, et d'introduire des techniques de management.

*Mémoire en réponse du premier requérant*

A.52. Le premier requérant rappelle que la disposition qu'il critique lui fera perdre, à terme, sa fonction de président pour laquelle il a été nommé à vie, le fait qu'il reste magistrat ou qu'il conserve son traitement n'y changeant rien. De même, s'il était élu au Conseil supérieur, il perdrait ses fonctions, ce qui est discriminatoire.

A.53. Sur le fond, le requérant souligne qu'il invoque la violation de l'article 152 de la Constitution et de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme mais combinés avec les articles 10 et 11 de la Constitution. En ce qui concerne la violation de l'article 152, il se réfère à l'avis donné par le professeur Scholsem (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-1121/3, pp. 33 à 39) et à la note établie par le procureur général et le premier président de la Cour de cassation (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1674/4). Il répète que la modification implicite et inconstitutionnelle de l'article 152 par le nouvel article 151 ne pouvait autoriser le législateur à adopter une norme inconstitutionnelle lors de la mise en œuvre de l'article 151, alors qu'il disposait d'autres moyens non discriminatoires.

A.54. Le requérant rejette comme non pertinent l'argument tiré de l'article 323bis, alinéa 3, du Code judiciaire et constate qu'un chef de corps ne peut exercer simultanément une fonction au sein du Conseil supérieur, sauf si on manifeste une méfiance injustifiée à son égard.

- B -

*Quant au recours dans l'affaire n° 1747*

*En ce qui concerne les articles 259bis-2, § 1<sup>er</sup>, et 259bis-3, § 2, 1<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire*

B.1. L'article 259bis-2, introduit dans le Code judiciaire par l'article 45 de la loi attaquée du 22 décembre 1998, concerne la désignation des membres du Conseil supérieur de la justice créé par l'article 151, § 2, de la Constitution. L'article 259bis-2 traite, dans son paragraphe 1<sup>er</sup>, de l'élection des membres magistrats, dans son paragraphe 2, de la nomination par le Sénat des membres non-magistrats.

La disposition attaquée est l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> qui dispose :

« Les magistrats sont élus, par scrutin direct et secret, parmi les magistrats de carrière en activité de service, par un collège électoral néerlandophone et un collège électoral francophone composés des magistrats du rôle linguistique correspondant à celui de la nomination. »

Les requérants demandent à la Cour d'annuler les mots « de carrière ».

B.2. L'article 259bis-3, § 2, dispose :

« Pendant la durée du mandat, l'appartenance au Conseil supérieur de la justice est incompatible avec l'exercice :

1° d'une fonction de magistrat suppléant;

2° d'un mandat public conféré par voie d'élection;

3° d'une charge publique d'ordre politique;

4° d'un mandat de chef de corps. »

Les requérants demandent l'annulation du 1° de cette disposition.

B.3. Le Conseil des ministres considère que la Cour n'est pas compétente pour connaître du recours. Il soutient que les requérants critiquent une option du Constituant exprimée dans le texte de l'article 151 de la Constitution ou à tout le moins dans ses travaux préparatoires, le Constituant ayant marqué son accord sur la manière dont le législateur avait l'intention d'exécuter l'article 151, § 2, au moyen notamment des dispositions attaquées, dispositions que le Constituant connaissait lorsqu'il a adopté l'article 151.

B.4. L'article 151, § 2, de la Constitution dispose :

« Il y a pour toute la Belgique un Conseil supérieur de la Justice. Dans l'exercice de ses compétences, le Conseil supérieur de la Justice respecte l'indépendance visée au § 1<sup>er</sup>.

Le Conseil supérieur de la Justice se compose d'un collège francophone et d'un collège néerlandophone. Chaque collège comprend un nombre égal de membres et est composé paritairement, d'une part, de juges et d'officiers du ministère public élus directement par leurs pairs dans les conditions et selon le mode déterminés par la loi et d'autre part, d'autres membres nommés par le Sénat à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, dans les conditions fixées par la loi.

[...] »

B.5. Si cette disposition établit la parité entre les magistrats et les non-magistrats, elle ne contient aucune indication sur le point de savoir si le Constituant visait les seuls magistrats de carrière ou s'il entendait y englober les magistrats suppléants. Ce n'est que dans l'article 259bis-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, qu'apparaissent pour la première fois les mots dont les requérants demandent l'annulation.

B.6. S'il est vrai que, au cours des discussions qui ont précédé la modification de l'article 151 de la Constitution, il a été affirmé que cette disposition doit être lue « conjointement avec la proposition » qui allait devenir la loi attaquée (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1675/1, p. 2; n° 1677/1, p. 114), il reste que le Constituant a donné délégation au législateur pour déterminer les conditions auxquelles sont soumises tant l'élection des magistrats que la nomination des membres non-magistrats. C'est donc dans la loi par laquelle le législateur a usé de la délégation qui lui était faite que se trouve la disposition normative qui fait grief aux requérants.

Il s'ensuit que la Cour est compétente pour connaître du recours.

B.7. Le rôle des juges suppléants est décrit de la manière suivante à l'article 87 du Code judiciaire :

« Il y a des juges suppléants auprès du tribunal de première instance, du tribunal du travail et du tribunal de commerce; ils n'ont pas de fonctions habituelles et sont nommés pour remplacer momentanément, soit les juges, soit les membres du ministère public lorsqu'ils sont empêchés. »

Des juges suppléants peuvent également être nommés au siège des justices de paix et des tribunaux de police (article 64 du Code judiciaire).

B.8. Pour pouvoir être nommé juge suppléant, il faut être docteur ou licencié en droit et avoir, pendant au moins cinq ans, suivi le barreau, exercé des fonctions judiciaires ou la profession de notaire ou exercé des fonctions de conseiller, d'auditeur, d'auditeur adjoint, de référendaire près la Cour de cassation, de référendaire, de référendaire adjoint au Conseil d'Etat ou les fonctions de référendaire à la Cour d'arbitrage ou des fonctions de référendaire ou de juriste de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance ou exercé des fonctions académiques ou scientifiques en droit (article 192 du Code judiciaire). Des conditions identiques sont exigées pour être nommé juge de paix suppléant, le candidat devant en outre être âgé d'au moins 30 ans (article 188 du Code judiciaire).

B.9. Les juges suppléants exercent leurs fonctions dans les mêmes conditions que les magistrats de carrière et ils doivent satisfaire aux mêmes exigences d'impartialité et d'indépendance. Ils sont soumis aux mêmes règles de discipline et relèvent des mêmes autorités disciplinaires que les magistrats effectifs (article 413 du Code judiciaire). Ils sont directement cités devant la cour d'appel, tout comme les magistrats de carrière, lorsqu'ils sont prévenus d'avoir commis un délit dans l'exercice de leurs fonctions (article 483 du Code d'instruction criminelle) ou hors de leurs fonctions (article 479 du Code d'instruction criminelle).

B.10. Si les juges suppléants sont en grande partie, et sur des points essentiels, assimilés aux magistrats professionnels, leur statut diffère cependant de celui de ceux-ci en ce qu'ils exercent la plupart du temps, à titre principal, la profession d'avocat ou celle de notaire. L'article 300 du Code judiciaire les soumet aux mêmes incompatibilités que les magistrats de carrière mais il fait exception en ce qui concerne « l'exercice des professions d'avocat et de notaire et les activités que celles-ci leur permettent ».

B.11. En raison de cette différence de statut, le législateur pouvait, sans violer le principe d'égalité, considérer que, dans un collège composé paritairement de magistrats et de non-magistrats, seuls les magistrats professionnels seraient électeurs et éligibles lors des élections permettant de désigner les juges et les officiers du ministère public qui siègeraient au sein du Conseil supérieur. Cette exclusion est d'autant plus justifiée que, parmi les personnes que le Sénat peut nommer comme membres non-magistrats figurent notamment au moins quatre avocats, en vertu de l'article 259bis-1, § 3, 1°.

B.12. En revanche, l'incompatibilité de la qualité de membre du Conseil avec celle de juge suppléant n'est pas raisonnablement justifiée. La seule circonstance que le Constituant avait fait référence, dans les travaux préparatoires de l'article 151, aux incompatibilités prévues par le législateur (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1675/1, p. 6) et que l'incompatibilité critiquée figurait déjà dans la version initiale de la disposition entreprise ne suffit pas à justifier que la personne nommée par le Sénat qui serait en outre juge suppléant soit obligée de démissionner de cette fonction pour pouvoir siéger au Conseil supérieur de la justice. Celui-ci se trouvera privé du concours de personnes qui, à leur expérience d'avocat, ajoutent celle que leur donne l'exercice occasionnel de leurs fonctions judiciaires.

B.13. Il y a donc lieu d'annuler le 1° dans l'article 259bis-3, § 2, du Code judiciaire.

B.14. L'annulation demandée aurait des effets disproportionnés si elle permettait de contester la composition actuelle du Conseil supérieur et la légalité de ses actes. Il convient donc, comme le suggèrent d'ailleurs les requérants dans leur mémoire en réponse, de ne donner effet à l'annulation que pour l'avenir.

En vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, il y a lieu de maintenir les effets de la disposition en cause jusqu'aux prochaines nominations qui seront faites par le Sénat.

*En ce qui concerne l'article 21, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1991, modifié par l'article 89 de la loi du 22 décembre 1998*

B.15. L'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats traite, dans ses alinéas 2, 3 et 4, des conditions et des modalités relatives aux juges suppléants qui sont candidats à une nomination en qualité de magistrat effectif. L'alinéa 2 dispose, dans la version qui résulte de la modification introduite par la loi attaquée :

« Les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 et les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis-9 du même Code. »

B.16. Dans le système de nomination antérieur à la création du Conseil supérieur, le ministre de la Justice, avant de procéder aux nominations, devait recueillir l'avis du comitè du ressort où la nomination devait intervenir (article 259ter, § 1<sup>er</sup> ancien, du Code judiciaire).

B.17. L'article 3 de la loi du 9 juillet 1997 avait complété l'alinéa 2 de cet article 21, qui disposait alors :

« Lors de la présentation pour la nomination aux fonctions visées par les articles 187, 188, 190 à 194, 207, § 2, 208 et 209 du Code judiciaire, le ministre de la Justice tiendra uniquement compte, en ce qui concerne les juges suppléants précités, de ceux qui ont obtenu un avis favorable et unanime de la part du comité d'avis. »

Par son arrêt n° 56/99 du 26 mai 1999, la Cour a considéré que l'exigence d'unanimité n'était ni pertinente, ni proportionnée à l'objectif poursuivi et elle a annulé les mots « et unanime » dans la disposition précitée.

B.18. La loi attaquée a modifié l'article 259ter, § 1<sup>er</sup>, qui dispose désormais qu'avant que le Roi ne procède à la nomination, le ministre de la Justice demande l'avis du chef de corps de la juridiction d'accueil et de la juridiction d'origine ainsi que d'un représentant du barreau.

B.19. La même loi a introduit un alinéa 3 dans l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991, qui dispose :

« Le dossier des juges suppléants, nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993, n'est transmis à la commission de nomination compétente pour présentation que pour autant que tous les avis individuels soient favorables. »

B.20. Dès lors que les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis-9 du Code judiciaire, il n'est pas déraisonnable de subordonner leur nomination à des appréciations données par des personnes qualifiées.

B.21. Toutefois, en exigeant que tous les avis soient favorables pour que le dossier d'un de ces juges suppléants soit soumis à la commission de nomination, le législateur a pris une mesure qui n'est ni pertinente ni proportionnée à l'objectif poursuivi.

B.22. Au contraire de celle d'un avis favorable ou très favorable, l'exigence d'unanimité des avis donnés ne confère pas en effet, quant aux qualités professionnelles des personnes nommées, une garantie qui justifie le risque créé en donnant à chaque auteur des avis recueillis un pouvoir de veto.

B.23. Il s'ensuit que les juges suppléants nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1993 sont traités de manière discriminatoire par rapport aux autres candidats à une fonction judiciaire.

B.24. Il convient donc d'annuler l'alinéa 3 de l'article 21 précité.

*Quant au recours dans l'affaire n° 1750*

*En ce qui concerne l'intérêt*

B.25. Les 16 premiers requérants sont des magistrats de carrière qui déclarent agir du chef des activités professionnelles qu'ils exercent, les uns à la Cour d'appel de Liège, les autres au sein de juridictions ayant leur siège, soit à Eupen, soit à Verviers et Eupen, soit à Saint-Vith en ce qui concerne le 16e requérant. Le 17e requérant agit en qualité de juge suppléant au Tribunal de première instance d'Eupen. Le 18e requérant est l'Ordre des avocats d'Eupen, le 19e, un avocat domicilié à Eupen, le 20e, un docteur en droit domicilié à Eupen.

Les 17 premiers requérants déclarent également agir en leur qualité de personnes privées utilisant la langue allemande.

B.26. Les 17 premiers requérants, en leur qualité de magistrats et de juge suppléant, justifient d'un intérêt suffisant à attaquer des dispositions qui concernent un organe amené à jouer un rôle important dans la carrière des magistrats, dès lors qu'ils soutiennent que cet organe ne pourrait traiter convenablement des dossiers établis en langue allemande qui pourraient les concerner.

B.27. L'Ordre des avocats du barreau d'Eupen, organisme soumis au principe de spécialité et dont les missions sont fixées par la loi, ne peut justifier de l'intérêt requis que s'il attaque des dispositions qui touchent aux missions qui lui sont limitativement attribuées par les articles 455 à 471 du Code judiciaire.

Les dispositions attaquées intéressent les avocats en ce qu'elles touchent à l'organisation de l'ordre judiciaire, à son fonctionnement et à son contrôle. Mais elles ne règlent pas l'exercice de la profession d'avocat et sont étrangères à la déontologie et à la discipline des avocats.

L'Ordre des avocats d'Eupen ne peut donc faire valoir qu'un intérêt indirect. Son recours est irrecevable.

B.28. Quant aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> requérants, ils ne pourraient être qu'éventuellement et indirectement affectés par le fonctionnement du Conseil supérieur. Admettre la recevabilité d'un tel recours reviendrait à accueillir l'action populaire, ce que le Constituant n'a pas voulu. Il en est de même des autres requérants en ce qu'ils déclarent agir en tant que personnes privées utilisant la langue allemande.

B.29. Le recours n'est recevable qu'en ce qu'il est introduit par les 17 premiers requérants et uniquement en ce qu'ils invoquent leur qualité de magistrat.

*En ce qui concerne la compétence de la Cour*

B.30. Le Conseil des ministres soutient que, en disposant à l'article 151, § 2, alinéa 2, de la Constitution, que le Conseil supérieur, organe *sui generis*, est composé d'un collège francophone et d'un collège néerlandophone, le Constituant aurait lui-même décidé que l'allemand ne constitue un critère ni pour la composition ni pour le fonctionnement du Conseil supérieur.

Il ajoute que l'article 151 a été adopté par le Constituant alors qu'il connaissait la proposition de loi qui contenait la disposition attaquée, que les travaux préparatoires soulignent que la proposition de révision de l'article 151 devait se lire conjointement avec cette proposition de loi et que le Constituant a ainsi donné son consentement à la manière dont le législateur avait l'intention d'exécuter l'article 151 de la Constitution.

B.31. Il ne peut être déduit de l'article 151, § 2, précité de la Constitution que le Constituant, parce qu'il ne s'est pas soucié lui-même des intérêts des magistrats de langue allemande, aurait implicitement invité le législateur à ne pas les prendre en compte.

Il ne peut davantage être tiré argument d'un silence du Constituant ou d'une approbation implicite qu'il aurait donnée à une loi avant son adoption pour en déduire que cette loi serait une norme de valeur constitutionnelle échappant à la compétence de la Cour.

Les dispositions qui font grief aux requérants se trouvent exclusivement dans des textes législatifs. Il s'agit donc de normes dont la Cour doit, lorsqu'elle en est saisie, contrôler la constitutionnalité, sous peine de méconnaître la compétence que lui attribue l'article 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

B.32. L'exception d'incompétence est rejetée.

*En ce qui concerne le fond*

B.33. En raison de l'irrecevabilité du recours en ce qu'il est introduit par des personnes qui invoquent les unes leur qualité de personnes privées l'autre sa qualité d'avocat, les moyens ne sont examinés qu'en ce qu'ils invoquent des discriminations au détriment des magistrats de langue allemande.



B.34. Le premier grief des requérants est dirigé contre l'article 259bis-1 du Code judiciaire. Ils lui reprochent d'exiger qu'un membre seulement du collège francophone justifie de la connaissance de l'allemand, de ne pas formuler une exigence identique à l'égard du collège néerlandophone, de ne pas prévoir comment la preuve de la connaissance linguistique doit être apportée et de ne pas préciser de quel niveau doit être cette connaissance.

B.35. Les missions attribuées au Conseil supérieur par l'article 151, § 2, de la Constitution n'exigent pas que soit garantie une représentation en son sein de chaque catégorie de magistrats. Le Constituant a exigé une parité entre néerlandophones et francophones et la loi en cause garantit que le groupe de magistrats compte, par collège, au moins un membre d'une cour ou du ministère public près une cour, un membre du siège, un membre du ministère public et un membre par ressort de la cour d'appel. Il a ainsi exclu toute autre répartition géographique que celle qui est prévue par cette dernière exigence, s'en remettant, pour le surplus, aux équilibres qui résulteraient du suffrage. Une représentation garantie des magistrats exerçant leurs fonctions dans l'arrondissement judiciaire d'Eupen aurait faussé cet équilibre et créé une discrimination au détriment des magistrats des autres arrondissements.

B.36. Il est vrai qu'il existe une différence objective entre, d'une part, les magistrats exerçant leurs fonctions dans l'arrondissement judiciaire de Verviers et d'Eupen ou à la Cour d'appel de Liège lorsque la langue de la procédure est l'allemand, et d'autre part, les magistrats exerçant leurs fonctions dans d'autres arrondissements : seuls les premiers doivent justifier de la connaissance de la langue allemande.

Pour apprécier dans quelle mesure il y a lieu de prendre en considération cette différence, le législateur a pu raisonnablement tenir compte des dispositions de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

B.37. A cet égard, la Cour constate que nul ne peut être nommé magistrat dans l'arrondissement d'Eupen « s'il ne justifie de la connaissance de la langue allemande, et en outre s'il ne justifie par son diplôme qu'il a subi les examens de la licence en droit en langue française ou s'il ne justifie de la connaissance de la langue française » (article 45bis, § 1<sup>er</sup>). De même, pour être nommé à une fonction judiciaire à la Cour d'appel de Liège, le candidat doit justifier par son diplôme qu'il a subi les examens du doctorat ou de la licence en droit en langue française, six conseillers au moins devant, en outre, justifier de la connaissance de la langue allemande (article 43bis, § 1<sup>er</sup>). Enfin, en ce qui concerne les juridictions de l'arrondissement judiciaire de Verviers, certains magistrats doivent justifier de la connaissance de la langue allemande (article 45bis, § 2), mais ils doivent tous avoir subi les examens du doctorat ou de la licence en droit en langue française (article 43, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, combiné avec l'article 1<sup>er</sup>).

B.38. Il s'ensuit que tous les magistrats de la catégorie à laquelle appartiennent les requérants connaissent la langue française et qu'il ne peut être présumé qu'ils auraient des difficultés à communiquer avec les membres francophones du Conseil supérieur.

B.39. C'est en tenant compte de la situation réelle des magistrats germanophones, telle qu'elle se déduit des dispositions précitées de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire qu'il convient d'examiner les griefs des requérants.

B.40. L'article 259bis-1 prévoit que le Conseil supérieur comprend un collège néerlandophone et un collège francophone composés chacun de vingt-deux membres dont une moitié de magistrats et une moitié de non-magistrats. Il dispose, en son dernier alinéa :

« Au moins un membre du collège francophone doit justifier de la connaissance de l'allemand. »

B.41. Il ne peut être déduit de cette disposition que les magistrats qui sont amenés à exercer leurs fonctions totalement ou partiellement en langue allemande ne pourraient pas être compris par les membres du Conseil supérieur ou que les dossiers qui concernent ces magistrats ne pourraient être correctement traités par celui-ci.

Les magistrats germanophones belges ont obtenu leur diplôme en langue française, de telle sorte qu'il n'est pas déraisonnable de n'exiger la connaissance de l'allemand que d'un membre du collège francophone. Enfin, il va de soi que le Conseil supérieur devra prendre connaissance des pièces écrites en langue allemande en recourant, au besoin, à des interprètes ou à des traducteurs.

B.42. La Cour constate que l'article 73, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat n'exige la connaissance suffisante de l'allemand que d'un conseiller, un greffier et deux auditeurs; que l'article 34, § 4, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage n'exige la connaissance de l'allemand que d'un membre de la Cour et qu'aucune exigence n'est formulée à l'égard de la Cour de cassation. Ces dispositions n'ont jamais empêché ces juridictions d'entendre des plaidoiries en allemand, de prendre connaissance de conclusions ou de mémoires rédigés dans cette langue et de rendre des décisions en allemand chaque fois que la loi le leur impose.

B.43. Le législateur a pu raisonnablement considérer qu'il convenait de prendre, à l'égard du Conseil supérieur, une disposition comparable à celles qui s'appliquent aux trois juridictions supérieures dont la compétence territoriale s'étend à toute la Belgique.

B.44. Sans doute la loi ne précise-t-elle pas le niveau de connaissance requis et la manière de la démontrer. Il appartient aux autorités chargées d'exécuter la loi de déterminer, le cas échéant, ses modalités d'application, sans qu'il puisse être présumé qu'elles le feront de manière discriminatoire.

B.45. Les requérants critiquent également l'article 259bis-2. Cette disposition décrit de quelle manière les magistrats sont élus et selon quelle procédure les non-magistrats sont nommés par le Sénat. Ils lui reprochent de ne pas garantir que des candidats ayant effectivement une connaissance suffisante de l'allemand puissent être choisis.

B.46. Les requérants s'en prennent à l'article 259bis-4, § 4, selon lequel :

« Chaque membre du Conseil supérieur siège dans une des commissions des collèges.

Chaque collège désigne les membres de ses commissions à la majorité des deux tiers de ses membres. »

Ils estiment cette disposition discriminatoire en ce qu'il n'est pas prévu que le seul membre qui doit justifier de la connaissance de la langue allemande puisse siéger dans plusieurs commissions.

B.47. Les requérants attaquent l'article 259bis-4, § 5, qui dispose :

« Le collège néerlandophone et ses commissions effectuent leurs activités en néerlandais. Le collège francophone et ses commissions effectuent leurs activités en français.

L'assemblée générale et les commissions réunies effectuent leurs activités en néerlandais et en français. Dans ce contexte, les membres utilisent la langue du collège auquel ils appartiennent.

Le Conseil supérieur prend les mesures nécessaires en vue de la traduction. »

Ils estiment que le membre du Conseil supérieur qui justifie d'une connaissance de la langue allemande ne pourra l'utiliser dans les travaux du Conseil et qu'on peut d'ailleurs se demander quel est le sens de cette exigence.

B.48. Par les griefs résumés en B.45, B.46 et B.47, les requérants s'attaquent non aux dispositions qui y sont mentionnées mais à des omissions du législateur.

Ces griefs reprennent, présentés différemment, les griefs qui ont été examinés et rejetés en B.34 à B.44. Pour les mêmes motifs que ceux qui y sont exprimés, ces griefs ne peuvent être retenus.

B.49. Les requérants critiquent l'article 259*bis*-9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, qui dispose :

« L'examen d'aptitude professionnelle et le concours d'admission au stage judiciaire visent à évaluer la maturité et la capacité nécessaires à l'exercice de la fonction de magistrat et sont effectués dans la langue du diplôme de docteur ou de licencié en droit du candidat. »

Ils estiment que cette disposition est discriminatoire puisque les candidats de langue allemande ne pourront se servir de leur langue maternelle. Ils ajoutent que, si cette disposition peut être interprétée comme permettant d'organiser les examens et concours en langue allemande, la présence d'un seul germanophone au sein du Conseil supérieur serait insuffisante pour les organiser convenablement.

B.50. En prévoyant que l'examen et le concours sont présentés dans la langue du diplôme, le législateur a pris une mesure qui est en concordance avec les dispositions de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, mentionnées en B.37.

Les 17 requérants, qui sont tous des magistrats de carrière, n'indiquent pas en quoi la catégorie de personnes à laquelle ils appartiennent serait discriminée par des dispositions relatives à des épreuves qu'ils ne devront pas subir. La référence qu'ils font aux articles 428*bis* et 428*ter* du Code judiciaire n'est pas pertinente : ils concernent les examens

auxquels sont soumis les avocats membres d'un pays de l'Union européenne qui doivent pouvoir circuler et s'installer dans d'autres pays de l'Union. Tel n'est pas le cas des magistrats, qui ne peuvent accéder à leurs fonctions que s'ils sont de nationalité belge.

B.51. Les requérants critiquent l'article 259*bis*-11 qui traite des commissions d'avis et d'enquête. Ils lui font grief de ne pas prévoir qu'un membre devra apporter la preuve de la connaissance de la langue allemande, le membre germanophone faisant nécessairement partie de la commission de nomination.

B.52. Les requérants font grief à l'article 259*bis*-15, qui concerne le traitement des plaintes, de ne pouvoir traiter en allemand celles qui seraient rédigées en cette langue.

B.53. Les griefs résumés en B.51 et B.52 se confondent avec ceux qui ont été examinés et rejetés en B.34 à B.44. Pour les motifs qui y sont exprimés, ils ne peuvent être admis.

B.54. Il s'ensuit que le recours dans l'affaire n° 1750 doit être rejeté.

*Quant au recours dans l'affaire n° 1751*

B.55. Les requérants demandent l'annulation de l'article 102, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 22 décembre 1998, qui dispose :

« § 1<sup>er</sup>. A partir du premier jour du quatrième mois suivant la première publication au *Moniteur belge* de l'entrée en fonction des membres du Conseil supérieur, les chefs de corps qui, au moment de l'entrée en vigueur de l'article 259*quater* du Code judiciaire, sont nommés à titre définitif, et qui, le cas échéant, sont délégués conformément aux articles 327 et 327*bis* du même Code, sont réputés être désignés à la fonction de chef de corps et être en même temps nommés à la fonction de magistrat dans les cours et tribunaux ou dans les parquets près ces cours et tribunaux où ils exercent des fonctions.

Ils peuvent :

1° soit mettre dans le mois suivant la publication visée à l'alinéa premier, leur fonction de chef de corps à disposition. Dans ce cas, un nouveau chef de corps est désigné pour la durée non écoulée du mandat, selon la procédure visée à l'article 259*quater*. Le nouveau chef de corps appartient au même régime linguistique et ce, par dérogation à l'article 43, § 4, alinéa 2, 43*bis*, § 4, alinéa 2, 43*ter*, § 3, alinéa 3 et 43*quater*, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Les chefs de corps sortants continuent à exercer leur fonction jusqu'à la désignation du nouveau chef de corps;

2° soit continuer à exercer leur fonction de chef de corps pendant une durée de sept ans. Au terme de ce mandat, ils peuvent encore poser une seule fois leur candidature pour cette fonction conformément à l'article 259*quater* du même Code.

Après la remise à disposition de la fonction de chef de corps visée au 1° ou au terme du mandat visé au 2°, ils continuent à percevoir à titre personnel le traitement et les augmentations salariales y afférents, et ce jusqu'au jour de leur mise à la retraite, de leur démission, de leur destitution ou, le cas échéant, de leur nomination ou désignation à une autre fonction.

§ 2. Pour les titulaires d'un mandat adjoint qui sont nommés à ces fonctions au moment de l'entrée en vigueur de l'article 259*quinquies* du même Code, la période de neuf ans prend cours à partir du moment où ils ont pris ces fonctions, et ils sont réputés être nommés magistrat dans les cours et tribunaux où ils exercent des fonctions. »

*Quant à la recevabilité*

B.56. Le premier requérant est, depuis le 31 août 1988, président du Tribunal de première instance d'Eupen. Il peut être directement et défavorablement affecté par les dispositions attaquées puisqu'elles lui laissent, au maximum, la possibilité de conserver ses fonctions de président pendant quatorze ans à partir du 2 août 2000 alors que, si le législateur avait, comme le suggère le requérant, rendu les dispositions nouvelles inapplicables aux magistrats en fonction, il resterait président jusqu'au 23 septembre 2017, date à laquelle il aura l'âge de 67 ans. Il importe peu qu'il reste, actuellement, chef de corps ou qu'il conserve, ultérieurement, les avantages pécuniaires liés à cette fonction. Le seul fait d'obliger le requérant à quitter ses fonctions plus tôt que ne le prévoient les dispositions anciennes justifie son intérêt à demander leur annulation.

B.57. Il en est de même du second requérant. Vice-président du Tribunal de première instance d'Eupen depuis janvier 1988, il avait vocation à le demeurer jusqu'à l'âge de la retraite, sous l'empire des dispositions anciennes, sauf s'il décidait lui-même d'y renoncer ou de postuler une autre fonction dans la magistrature. Ni le maintien d'avantages financiers, ni la possibilité d'être prolongé dans son mandat adjoint de vice-président, s'il obtient la mention « bon », ne peuvent affecter son intérêt à l'annulation de dispositions qui mettent en cause le caractère irrévocable de fonctions auxquelles il a été nommé, sans aucune limite, par un arrêté royal du 22 décembre 1997.

B.58. Les fins de non-recevoir sont rejetées.

*Quant à la compétence*

B.59. La Cour est sans compétence pour apprécier si une disposition législative viole directement l'article 152 de la Constitution ou l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.60. La requête invoque toutefois la violation de ces dispositions en ce qu'elles sont combinées avec les articles 10 et 11 de la Constitution. Dans cette mesure, la Cour est compétente pour connaître du recours et, dans la même mesure, le déclinaoire de compétence soulevé par le Conseil des ministres est rejeté.

*Quant au fond*

B.61. Aux termes de l'article 152 de la Constitution :

« Les juges sont nommés à vie. Ils sont mis à la retraite à un âge déterminé par la loi et bénéficient de la pension prévue par la loi.

Aucun juge ne peut être privé de sa place ni suspendu que par un jugement.

Le déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement. »

B.62. L'article 151, révisé, de la Constitution dissocie la nomination en qualité de juge, qui reste une nomination à vie, et la désignation des juges en qualité de chef de corps ou à d'autres fonctions, qu'il énumère, qui est faite pour une durée déterminée par la loi. Les paragraphes 5 et 6 de l'article 151 disposent :

« § 5. Le premier président de la Cour de cassation, les premiers présidents des cours et les présidents des tribunaux sont désignés par le Roi à ces fonctions dans les conditions et selon le mode déterminés par la loi.

Cette désignation se fait sur présentation motivée de la Commission de nomination et de désignation compétente, à la majorité des deux tiers conformément aux modalités déterminées par la loi et après évaluation de la compétence et de l'aptitude. Cette présentation ne peut être refusée que selon le mode déterminé par la loi et moyennant motivation.

Dans le cas de désignation à la fonction de premier président de la Cour de cassation ou de premier président des cours, les assemblées générales concernées de ces cours émettent un avis motivé selon le mode déterminé par la loi, préalablement à la présentation visée à l'alinéa précédent.

Le président et les présidents de section de la Cour de cassation, les présidents de Chambre des cours et les vice-présidents des tribunaux sont désignés à ces fonctions par les cours et tribunaux en leur sein, dans les conditions et selon le mode déterminés par la loi.

Sans préjudice des dispositions de l'article 152, la loi détermine la durée des désignations à ces fonctions.

§ 6. Selon le mode déterminé par la loi, les juges, les titulaires des fonctions visées au § 5, alinéa 4, et les officiers du ministère public sont soumis à une évaluation. »

B.63. La loi attaquée a exécuté les dispositions précitées de l'article 151 de la Constitution en introduisant un article 259<sup>quater</sup> dans le Code judiciaire.

Les dispositions attaquées, citées en B.55, contiennent les mesures transitoires qui s'appliquent aux magistrats en fonction à la date qu'elles précisent.

B.64. Les requérants estiment que les mesures transitoires sont incompatibles avec l'article 152 de la Constitution, auquel serait également contraire l'article 151 nouveau, en ce qu'elles aboutiraient à destituer avant terme et sans leur consentement des juges légitimement nommés à vie pour ces fonctions, ce qui constituerait une discrimination manifeste de ces magistrats par rapport à ceux dont la nomination à vie n'est pas affectée.

B.65. Le premier requérant estime que le législateur aurait pu atteindre l'objectif recherché par des mesures plus respectueuses des intérêts des personnes concernées soit en ne rendant les dispositions nouvelles applicables qu'aux situations futures, soit en les subordonnant à leur consentement, soit en imposant une destitution pour motifs légitimes.

B.66. La Cour n'est pas compétente pour apprécier si l'article 151 nouveau viole l'article 152 de la Constitution. Elle ne peut donc examiner si le principe des mandats à terme, consacré par l'article 151, viole les articles 10 et 11 de la Constitution, quelles que soient les dispositions avec lesquelles ceux-ci sont combinés. Elle peut seulement examiner s'il est discriminatoire d'avoir rendu les dispositions appliquant ce principe applicables aux magistrats qui exerçaient les fonctions mentionnées à l'article 151, § 5, en vertu d'une nomination antérieure à la mise en vigueur des dispositions nouvelles.

B.67. C'est au législateur qu'il appartient d'apprécier si les réformes que le Constituant a jugées nécessaires en matière de justice doivent faire l'objet d'une application immédiate ou si elles peuvent se réaliser progressivement. Il ne pourrait cependant réaliser cet objectif en traitant de manière discriminatoire la catégorie de personnes qui sont personnellement atteintes par les mesures nouvelles ou en leur imposant des sacrifices disproportionnés.

B.68. En permettant, d'une part, aux chefs de corps qui sont en fonction de continuer à exercer leurs fonctions pendant une durée de sept ans et de poser leur candidature pour un second mandat de sept ans et en leur garantissant, d'autre part, s'ils ont mis leur fonction de chef de corps « à disposition » ou s'ils ont continué à l'exercer pendant sept ans, à l'issue de leur mandat, le traitement et les augmentations salariales y afférents, jusqu'au jour de leur retraite, le législateur a pris des mesures qui sont de nature à préserver les droits des intéressés dans une mesure compatible avec la poursuite des objectifs d'intérêt général qu'il estimait devoir réaliser sans retard.

B.69. En ce qui concerne les mandats adjoints, le législateur a prévu que la période de neuf ans pour laquelle ces fonctions seront désormais attribuées prend cours au moment où leurs titulaires ont pris ces fonctions. Il n'a pas prévu explicitement qu'ils pourraient obtenir une reconduction de leur mandat mais il ressort de l'article 259<sup>undecies</sup>, § 2, que la mention « bon » entraînera la prolongation immédiate de ces mandats.

B.70. Il apparaît dès lors que le législateur a pris, à l'égard des catégories de personnes auxquelles appartiennent les requérants, des mesures qui ne sont pas manifestement disproportionnées par rapport à l'objectif qu'il entendait réaliser au plus tôt.

B.71. Les moyens ne sont pas fondés.

B.72. Les requérants attaquent également le 4<sup>o</sup> de l'article 259<sup>bis</sup>-3, § 2, en ce qu'il rend incompatible l'appartenance au Conseil supérieur avec l'exercice d'un mandat de chef de corps.

B.73. Il ressort des travaux préparatoires de l'article 151 de la Constitution que le législateur a voulu que, pendant leur mandat de sept ans, les chefs de corps assument pleinement leurs responsabilités en ce qui concerne le fonctionnement de la juridiction qu'ils dirigent, qu'ils y introduisent des méthodes de gestion modernes afin d'en assurer un meilleur fonctionnement et qu'ils puissent mener à bien le plan de gestion qu'ils doivent désormais joindre à leur candidature (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n<sup>o</sup> 1675/1, pp. 2 et 12).

B.74. Il n'est pas déraisonnable d'estimer que l'accomplissement de semblable mission exige du chef de corps qu'il se consacre entièrement à sa fonction et qu'il n'en cumule pas l'exercice avec les prestations que requiert la participation au Conseil supérieur.

B.75. Par ailleurs, les missions du Conseil supérieur consistent, notamment, à faire, en matière de nominations et de désignations, des présentations sur la base d'un dossier de nomination qui comprend les avis des chefs de corps concernés (article 259ter, § 1<sup>er</sup> et § 4). La commission d'avis et d'enquête du Conseil supérieur doit également recevoir des rapports annuels qui sont généralement établis par les chefs de corps (article 259bis-14, § 2); elle peut ordonner aux chefs de corps de mener une enquête (article 259bis-16, § 2); elle ne peut exercer aucune compétence disciplinaire (article 151, § 3, 8<sup>o</sup>, de la Constitution), tandis que les chefs de corps sont des autorités disciplinaires (article 408bis du Code judiciaire). Il peut dès lors être présumé que les chefs de corps qui feraient partie du Conseil supérieur pourraient, plus souvent que les autres personnes qui y siègent, se trouver dans des situations de conflit d'intérêts ou d'incompatibilité qui les amèneraient à se déporter fréquemment, en vertu de l'article 259bis-19, § 1<sup>er</sup>, *in fine*, ce qui nuirait au bon fonctionnement du Conseil.

B.76. Le moyen n'est pas fondé.

B.77. Le recours dans l'affaire n° 1751 doit être rejeté.

Par ces motifs,

la Cour

- annule le 1<sup>o</sup> dans l'article 259bis-3, § 2, du Code judiciaire, introduit par l'article 45 de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats;

- maintient les effets de la disposition annulée, en ce qui concerne la composition et les actes du Conseil supérieur de la justice, jusqu'aux prochaines nominations qui seront faites par le Sénat en application de l'article 259bis-2, § 2, du Code judiciaire;

- annule l'alinéa 3 de l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, introduit par l'article 89 de la loi précitée du 22 décembre 1998;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 25 janvier 2001.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 387

[C — 2001/21066]

#### Arrest nr. 3/2001 van 25 januari 2001

*Rolnummers 1747, 1750 en 1751*

In zake : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 45, 89 en 102 van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem, ingesteld door F. Bailly en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters P. Martens, A. Arts, R. Henneuse, M. Bossuyt en E. De Groot, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van de beroepen

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 juli 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 augustus 1999, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de artikelen 45 en 89 van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 februari 1999) door F. Bailly, wonende te 6900 Marche-en-Famenne, Pré du Chanoine 28, J. Boxus, wonende te 5100 Jambes, rue Mazy 125, D. Colinet, wonende te 1180 Brussel, d'Orbaixlaan 16, G. De Reytere, wonende te 5500 Dinant, rue Cousen 11, L. Désir, wonende te 4300 Borgworm, avenue Joachim 15, R. Joly, wonende te 5640 Mettet, rue de l'Estroit 37, J.-M. Mahieux, wonende te 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 27, C. Poncin, wonende te 7500 Doornik, rue Barre Saint Brice 15, en C. Van Damme, wonende te 1970 Wezembeek-Oppeem, IJsvogellaan 1.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 2 augustus 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 augustus 1999, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van artikel 45 van voormelde wet door G. Steffens, wonende te 4800 Verviers, avenue Hanlet 27, P. Gorle, wonende te 4800 Verviers, rue Victor Close 98, M. Dewart, wonende te 4960 Malmédy, Biertasetsche 19, L. Stangherlin, wonende te 4800 Verviers, rue Laoureux 16, R. Lennertz, wonende te 4700 Eupen, Langesthal 44, J.-M. Freres, wonende te 4040 Herstal, boulevard Zénobe Gramme 174, V. Reul, wonende te 4700 Eupen, Birkenweg 28, T. Konsek, wonende te 4845 Jalhay, Bansions 33, G. Rosewick, wonende te 4700 Eupen, Marktplatz 5, A. Loozen, wonende te 4830 Dolhain, Thier Hilettes 17, M.-R. Grimar, wonende te 4890 Clermont-Thimister, Stockis 11, P. Schils, wonende te 4840 Welkenraedt, Hoof 32A, A. Tilgenkamp, wonende te 4701 Eupen, Libermé 25, E. Ortmann, wonende te 4700 Eupen, Klinkeshöfchen 1A, O. Weber, wonende te 4780 Sankt Vith, Malmedyer Straße 93, R. Schmidt, wonende te 4700 Eupen, Langesthal 52, A. Bourseaux, wonende te 4711 Lontzen, Hochstraße 13, de Orde van advocaten te Eupen, met kantoren te 4700 Eupen, Klötzerbahn 27, R. Lentz, wonende te 4700 Eupen, Binsterweg 109, en E. Ohn, wonende te 4700 Eupen, Aachener Straße 21.

c. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 2 augustus 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 augustus 1999, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de artikelen 45 en 102 van dezelfde wet door L. Stangherlin, wonende te 4800 Verviers, rue Laoureux 16, en J.-M. Freres, wonende te 4040 Herstal, boulevard Zénobe Gramme 174.

## II. De rechtspleging

Bij beschikkingen van 2 en 3 augustus 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de respectieve zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om in die zaken artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 22 september 1999 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 28 september 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 oktober 1999.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 12 november 1999 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 29 februari 2000 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de verzoekende partijen in de zaak nr. 1750, bij op 28 maart 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaak nr. 1747, bij op 30 maart 2000 ter post aangetekende brief;
- L. Stangherlin, een van de verzoekende partijen in de zaak nr. 1751, bij op 30 maart 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 23 december 1999 en 29 juni 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 30 juli 2000 en 30 januari 2001.

Bij beschikking van 30 mei 2000 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 21 juni 2000 na de verzoekende partijen te hebben verzocht zich ter terechtzitting nader te verklaren over de vraag of voor de korpschefs het lidmaatschap van de Hoge Raad voor de Justitie verenigbaar zou zijn met de opdrachten die ze uitvoeren onder meer krachtens de artikelen 259ter, §§ 1 en 4, 259bis-14, § 2, 259bis-16, § 2, en 408bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 30 mei 2000 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 20 juni 2000 heeft de voorzitter in functie vastgesteld dat rechter H. Coremans, wettig verhinderd, als lid van de zetel vervangen is door rechter M. Bossuyt.

Op de openbare terechtzitting van 21 juni 2000 :

- zijn verschenen :
  - . Mr. A. Kittel en Mr. G. Zians, advocaten bij de balie te Eupen, voor de verzoekende partijen in de zaak nr. 1750;
  - . Mr. F. Tulkens, advocaat bij de balie te Brussel en Mr. P. Gérard, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de verzoekende partijen in de zaak nr. 1747;
  - . Mr. C. Wijnants *loco* Mr. P. Peeters, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en E. De Groot verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

Bij beschikking van 21 december 2000 heeft het Hof vastgesteld dat rechter E. Cerexhe, wettig verhinderd, als lid van de zetel werd vervangen door rechter R. Henneuse, de debatten heropend en de dag van de terechtzitting bepaald op 10 januari 2001.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 22 december 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 10 januari 2001 :

- zijn verschenen :
  - . Mr. A. Kittel en Mr. G. Zians, advocaten bij de balie te Eupen, voor de verzoekende partijen in de zaak nr. 1750;
  - . Mr. F. Tulkens, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen in de zaak nr. 1747;
  - . Mr. C. Wijnants *loco* Mr. P. Peeters, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en E. De Groot verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

## III. In rechte

- A -

*Ten aanzien van het beroep in de zaak nr. 1747*

*Standpunt van de verzoekers*

A.1. De verzoekers vorderen in de eerste plaats de vernietiging van het woorddeel « beroeps- » in artikel 259bis-2, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek alsmede de vernietiging van artikel 259bis-3, § 2, 1°, van hetzelfde Wetboek. Zij zijn allen plaatsvervangende rechters en zijn van mening dat die bepalingen hen rechtstreeks en ongunstig raken in zoverre zij hen verhinderen zich kandidaat te stellen voor het quotum van de magistraten bij de verkiezingen voor de Hoge Raad voor de Justitie en in zoverre, indien één van hen door de Senaat was aangewezen onder de leden niet-magistraten, hij van zijn hoedanigheid van plaatsvervangend magistrat zou moeten afzien.

A.2. In een enig middel betogen de verzoekers dat de aangevochten bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden in zoverre zij, wanneer ze worden gecombineerd, tot gevolg hebben dat zij de plaatsvervangende magistraten volledig uitsluiten van elke deelname aan de Hoge Raad voor de Justitie, als kiezers en als leden, zowel voor het quotum van de magistraten als voor dat van de niet-magistraten. Zij zijn van mening dat die uitsluiting onverantwoord is, terwijl zij ertoe worden gebracht zitting te nemen in elke aanleg, hetzij collegiaal, hetzij alleen gedurende soms heel lange periodes. Zij zijn van mening dat de ene of de andere van de beide door hen aangevochten bepalingen moet worden vernietigd.

A.3. De verzoekers vorderen vervolgens de vernietiging van artikel 21, derde lid, van de wet van 18 juli 1991, gewijzigd bij die van 22 december 1998, volgens hetwelk het dossier van de vóór 1 oktober 1993 benoemde plaatsvervangende rechters slechts voor voordracht aan de bevoegde benoemingscommissie wordt overgezonden voor zover alle individuele adviezen gunstig zijn. Zij achten dat verschil in behandeling tussen die plaatsvervangende rechters en de andere kandidaten onverantwoord en zij brengen het arrest van het Hof nr. 56/99 in herinnering.

A.4. Zij voegen daaraan toe dat de vernietiging van het enkele woord « alle » in de bestreden bepaling een tekst van kracht zou laten die niet overeenstemt met de draagwijdte van de uitgesproken vernietiging en dat het volledige artikel 21, derde lid, moet worden vernietigd teneinde het de wetgever mogelijk te maken de tekst aan te passen aan de hand van een nieuwe wet.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.5. De Ministerraad betoogt dat het Hof onbevoegd is om een optie van de Grondwetgever te laken. Het is immers artikel 151, § 2, van de Grondwet dat de samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie vaststelt en uit de parlementaire voorbereiding ervan blijkt dat de Grondwetgever zijn goedkeuring heeft gehecht aan de wijze waarop de wetgever de bedoeling had die nieuwe grondwetsbepaling uit te voeren. Dezelfde parlementaire voorbereiding geeft aan dat de Grondwetgever gewild heeft dat er binnen de Hoge Raad voor de Justitie een pariteit bestaat tussen, enerzijds, de rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie en, anderzijds, de niet-magistraten, een pariteit die enkel kan worden verwezenlijkt als er een keuze wordt gemaakt betreffende het feit of de plaatsvervangende magistraten tot de ene of de andere categorie behoren.

De Ministerraad besluit uit een analyse van artikel 87 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 151 van de Grondwet dat door de term « beroepsmagistraat » te gebruiken in de zin van voltijsd tewerkgestelde magistraat, de wetgever overeenkomstig de keuze van de Grondwetgever heeft gehandeld.

Hetzelfde geldt volgens de Ministerraad voor de onverenigbaarheid van de hoedanigheid van plaatsvervangend rechter met die van lid van de Hoge Raad voor de Justitie, aangezien de Grondwetgever verwijst naar de onverenigbaarheden waarin de wetgever tijdens de parlementaire voorbereiding van artikel 151 van de Grondwet heeft voorzien.

A.6. Wat de grond van het middel betreft, antwoordt de Ministerraad dat de beroepsmagistraten en de plaatsvervangende rechters niet tot vergelijkbare categorieën van personen behoren en hij citeert de artikelen 87, 102, 188, 192, 207bis, 293, 300, 331, 332 en 333 van het Gerechtelijk Wetboek om zijn bewijsvoering te illustreren.

A.7. Wat betreft artikel 259bis-3, § 2, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, doet de Ministerraad gelden dat het genoemde artikel de verzoekers niet rechtstreeks raakt, vermits zij slechts in het geval waarin hun kandidatuur zou worden aanvaard ontslag zouden moeten nemen als plaatsvervangend rechter. Een dergelijk ontslag zou dus het gevolg zijn van een bewuste keuze, die met kennis van zaken is gemaakt. Hetzelfde geldt voor de andere in artikel 300 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde onverenigbaarheden.

A.8. Wat betreft artikel 21, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, verklaart de Ministerraad, rekening houdend met het arrest nr. 56/99, zich te gedragen naar de wijsheid van het Hof.

*Memorie van antwoord van de verzoekers*

A.9. Wat betreft de door de Ministerraad uiteengezette argumentering in verband met de artikelen 259bis-2 en 259bis-3 van het Gerechtelijk Wetboek, betwisten de verzoekers dat de Grondwetgever zich expliciet zou hebben uitgesproken over de gelijkstelling van het begrip « rechter » met dat van « beroepsmagistraat » en dat hij de plaatsvervangende rechters zou hebben willen weren van elke vorm van deelname, rechtstreeks of onrechtstreeks, aan de samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie.

A.10. Ten aanzien van de gegrondheid van het middel antwoorden de verzoekers dat de met de invoering van de Hoge Raad voor de Justitie nagestreefde doelstelling erin bestaat een betere werking van de justitie te garanderen, in het bijzonder inzake de benoeming en bevordering van een rechter, de toegang tot het ambt van rechter, de opleiding van de rechters, de klachten in verband met de werking van de rechterlijke orde. Indien men met die doelstelling rekening houdt, bestaat er geen enkel verschil tussen werkende en plaatsvervangende magistraten vermits zij beiden op basis van dezelfde criteria van onafhankelijkheid en onpartijdigheid bestemd zijn om het rechtsprekend ambt uit te oefenen. Zij zijn dus klaarlijk vergelijkbaar.

A.11. Voor het overige antwoordt volgens de verzoekers niets dat de plaatsvervangende magistraten hun ambt dagelijks kunnen uitoefenen maar dat zij van elke deelname aan de Hoge Raad voor de Justitie geweerd worden. Hun kan niet worden tegengeworpen dat die uitsluiting voortvloeit uit een vrijwillige keuze die ze hebben gemaakt, vermits, indien de kandidaat verkozen wil worden onder het quorum van niet-magistraten, hij *ipso facto* zijn hoedanigheid van magistraat verliest en indien hij die hoedanigheid wil behouden, hij niet kan deelnemen aan de Hoge Raad voor de Justitie, noch als kiezer, noch als verkiesbaar lid.

A.12. Ten aanzien van de gevolgen die de door hen gevorderde vernietiging in de tijd heeft, gedragen de verzoekers zich naar de wijsheid van het Hof en voegen zij daaraan toe dat die vernietiging slechts voor de toekomst zou moeten gelden, dit wil zeggen uitwerking zou moeten hebben voor de volgende verkiezingen.

A.13. Wat betreft het nieuwe artikel 21, derde lid, van de wet van 18 juli 1991, geven de verzoekers opnieuw hun argumentering weer maar voegen daaraan toe dat de vernietiging *ab initio* moet worden uitgesproken, met volledige terugwerkende kracht.

*Ten aanzien van het beroep in de zaak nr. 1750*

*Standpunt van de verzoekers*

A.14. De eerste zeventien verzoekers treden in rechte in hun hoedanigheid van magistraten en als privé-personen die de Duitse taal spreken. Zij zijn van mening dat zij een functioneel belang erbij hebben dat de klachten die de Hoge Raad voor de Justitie zou moeten behandelen in verband met hun activiteiten op aangepaste wijze worden behandeld en dat alle beslissingen van de Hoge Raad voor de Justitie op niet-discriminerende wijze worden genomen, ook op het vlak van de taal.

A.15. De Orde van advocaten te Eupen, 18de verzoeker, is van mening dat zij betrokken is bij de activiteit van de Hoge Raad voor de Justitie, in zoverre zij adviezen uitbrengt over de werking van de justitie. Zij betoogt dat, in het kader van de benoemingen, een vertegenwoordiger van de Orde van advocaten een schriftelijk en gemotiveerd advies moet uitbrengen, dat krachtens de taalwetgeving moet worden opgesteld in de Duitse taal wanneer het uitgaat van de Orde van advocaten te Eupen. Zij voegt daaraan toe dat moet worden gegarandeerd dat met dat advies behoorlijk rekening kan worden gehouden.

A.16. De 19de verzoeker, die advocaat is, is van mening dat de advocaten er een persoonlijk en professioneel belang bij hebben dat de dossiers die betrekking hebben op de Duitstalige rechtscolleges correct kunnen worden behandeld, vermits die advocaten ertoe zullen worden gebracht klacht in te dienen bij de Hoge Raad voor de Justitie, uit eigen naam en namens hun cliënten. Hij voegt daaraan toe dat talrijke gerechtelijke functies prioritair worden uitgeoefend door personen die afkomstig zijn uit het milieu van de advocaten en dat in een vertegenwoordiging van Franstalige en Nederlandstalige advocaten is voorzien in de Hoge Raad voor de Justitie.

A.17. De 20ste verzoeker is van mening dat elke privé-persoon betrokken is bij de aangevochten wet en dat het daadwerkelijk mogelijk moet zijn op doeltreffende wijze zijn zaak bij de Hoge Raad voor de Justitie in te dienen, wat zijn belang zou verantwoorden om in rechte te treden als privé-persoon.

A.18. De verzoekers zijn van mening dat de door hen aangevochten bepalingen van artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden.

A.19. Artikel 259bis-1 zou discriminerend zijn, in zoverre het niet bepaalt dat een lid van het Nederlandstalige college het bewijs moet leveren van de kennis van de Duitse taal, aangezien alleen een lid van het Franstalige college aan die vereiste moet voldoen. Een kandidaat voor een gerechtelijke functie te Eupen die zijn diploma in de Nederlandse taal heeft behaald, moet echter het examen inzake beroepsbekwaamheid afleggen dat door het Nederlandstalige college wordt georganiseerd (artikel 259bis-8, § 1). Er wordt tevens als bezwaar geopperd dat artikel 259bis-1 niet bepaalt hoe het bewijs van de taalkennis moet worden geleverd en dat het niet preciseert welk niveau van die kennis vereist is. De verzoekers betwisten dat men ermee kan volstaan een beroep te doen op tolken en vrezen dat het enkele lid van de Hoge Raad voor de Justitie dat Duits begrijpt een te grote invloed zou hebben op de te nemen beslissing. Bovendien zal, vermits het enkele lid dat Duits kent zitting moet nemen in de benoemingscommissie (artikel 259bis-8, § 1), de vertegenwoordiging van de Duitstaligen niet gegarandeerd zijn in de adviescommissie.

De discriminatie vloeit, volgens de verzoekers, voort uit het feit dat, voor de Franstalige en Nederlandstalige kandidaten, de taal van het diploma meestal overeenstemt met de moedertaal, wat het afleggen van het examen vergemakkelijkt. In overheidsdienst kan de Duitstalige kandidaat het examen in het Duits afleggen. Dat was tevens het geval voor het bekwaamheidsexamen en het vergelijkende toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage. Er is geen reden om van die praktijk af te wijken.

A.20. Artikel 259bis-2 van het Gerechtelijk Wetboek wordt verweten dat het niet garandeert dat kandidaten die een voldoende kennis van het Duits hebben, verkozen kunnen worden, aangezien in geen enkele specifieke regel voorzien is, in tegenstelling met wat gedaan is om de gelijke kansen van mannen en vrouwen te garanderen. Rekening houdend met de verspreiding van de Duitse taal in de juridische beroepen en in het maatschappelijk middenveld, zou het nochtans mogelijk geweest zijn een voldoende aantal personen aan te wijzen welke die taal beheersen.

A.21. Artikel 259bis-4, § 4, zou discriminerend zijn, in zoverre het bepaalt dat elk lid zitting moet nemen in een commissie maar het zegt niet dat het enkele Duitstalige lid in verscheidene commissies zitting zal kunnen nemen. De discriminatie zou voortvloeien uit het feit dat er in de adviescommissie geen gewaarborgde vertegenwoordiging is van een lid dat Duits kent.

A.22. Artikel 259bis-4, § 5, wordt verweten dat het het Duitstalige lid niet toestaat het Duits als interne of externe werktaal te gebruiken, waardoor de vereiste van de kennis van die taal zinloos wordt. Bovendien volstaat de aanwezigheid van één enkel Duitstalig lid in de commissie die belast is met de voorbereiding en de organisatie van de examens niet om de gelijke behandeling van de Duitstalige leden te garanderen, zodat het beginsel van de collegiale beslissing aldus « ondermijnd » wordt.

A.23. Artikel 259bis-9, § 1, volgens hetwelk het examen moet worden afgelegd in de taal van het diploma, zou discriminerend zijn, vermits er geen mogelijkheid bestaat om een diploma in de Duitse taal te behalen aan een Belgische universiteit.

Mocht die bepaling zo moeten worden geïnterpreteerd dat ze impliciet de organisatie van examens en van vergelijkende examens in de Duitse taal mogelijk maakt waarbij ze slechts in de aanwezigheid voorziet van één lid dat die taal beheerst, zou de wetgever volgens de verzoekers niet de noodzakelijke maatregelen hebben genomen opdat een kandidaat daar in aannemelijke omstandigheden wordt geëxamineerd.

Bovendien is het onverantwoord dat de aanwezigheid van een Duitstalige niet wordt geëist in de Nederlandstalige commissie, vermits een Duitstalige kandidaat daar het examen zou kunnen afleggen.

Die situatie wijkt af van wat is bepaald in de artikelen 428bis, 428ter en 428quater van het Gerechtelijk Wetboek, aangezien het bekwaamheidsexamen dat de advocaten moeten ondergaan, in het Duits kan worden afgelegd door een onderdaan van een andere Lid-Staat van de Europese Unie, voor een volledig Duitstalige commissie. Aldus zouden de Duitstalige buitenlanders beter behandeld worden dan de Duitstalige Belgen.

A.24. Artikel 259bis-11 is, volgens de verzoekers, discriminerend, in zoverre het niet bepaalt dat een lid van de advies- en onderzoekscommissie het bewijs moet leveren van de kennis van de Duitse taal.

A.25. Ten slotte zouden, vermits uit artikel 259bis-15 voortvloeit dat een in het Duits gestelde klacht niet in die taal behandeld en beantwoord zal worden, de rechten van de Duitstalige rechtzoekenden worden miskend, terwijl krachtens artikel 4 van de Grondwet die taal een grondwettelijke bescherming geniet.

#### *Standpunt van de Ministerraad*

A.26. De Ministerraad is van oordeel dat het door de verzoekers aangevoerde belang zich niet onderscheidt van het belang dat alle Duitstalige personen erbij hebben dat met het gebruik van hun taal rekening wordt gehouden in gerechtszaken, en dat de aangevochten bepalingen hun rechtstoestand niet rechtstreeks raken.

De Orde van advocaten te Eupen zou niet doen blijken van het vereiste belang, aangezien de aangevochten bepalingen niet de uitoefening van het beroep van advocaat regelen.

A.27. Volgens de Ministerraad is het artikel 151, § 2, van de Grondwet dat stelt dat de Hoge Raad voor de Justitie een orgaan *sui generis* is, samengesteld uit een Franstalig en een Nederlandstalig college. Het is dus de Grondwetgever die beslist heeft dat het Duits geen criterium vormde, noch voor de samenstelling noch voor de werking van de Hoge Raad voor de Justitie. Hij brengt artikel 43, § 1, van de Grondwet alsmede het arrest nr. 90/94 van het Hof in herinnering. Hij onderstreept de verwijzing naar de aangevochten bepalingen in hun ontwerpfasen tijdens de parlementaire voorbereiding van artikel 151 van de Grondwet.

A.28. Ten aanzien van de middelen is de Ministerraad in hoofdorde van mening dat zij een louter politieke en organisatorische keuze bekritisieren, waarbij het niet aan het Hof toekomt die te beoordelen, aangezien de bekritiseerde onderscheiden niet onredelijk zijn.

A.29. In ondergeschikte orde doet de Ministerraad, ten aanzien van artikel 259bis-1, § 3, derde lid, opmerken dat het geen quorum vaststelt maar een minimumaantal dat kan worden overschreden. Hij voegt daaraan toe dat de Hoge Raad voor de Justitie deskundigen zal kunnen raadplegen (artikel 259bis-6, §§ 1 en 2), dus vertalers, en dat hij over personeel beschikt waarvoor hij de personeelsformatie en het taalkader vaststelt. Hij maakt een vergelijking met artikel 34, § 4, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Ten aanzien van het niveau van de kennis van de Duitse taal, doet de Ministerraad opmerken dat artikel 45bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken niet veeleisender is wat betreft de taalkennis van de in Eupen benoemde magistraten.

Ten aanzien van de ontstentenis van vertegenwoordiging in het Nederlandstalige college onderstreept hij dat het het Franstalige college is dat zich zal belasten met de zaken in de Duitse taal. Het voormelde artikel 45bis bepaalt bovendien dat de kandidaat voor een gerechtelijke functie in het arrondissement Eupen kennis moet hebben van het Duits en, aan de hand van zijn diploma, moet doen blijken dat hij de examens van licentiaat in de rechten in het Frans heeft afgelegd of het bewijs moet leveren van kennis van het Frans.

A.30. Wat betreft artikel 259bis-2, verwijst de Ministerraad naar zijn algemene beschouwingen over alle middelen en herinnert hij eraan dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers de Duitstalige Gemeenschap zelfs niet over één vertegenwoordiger beschikt, terwijl daar minstens in één is voorzien.

A.31. Wat betreft artikel 259bis-8, § 1, brengt de Ministerraad zijn algemene argumentering in herinnering en onderstreept hij dat het aantal leden van het Franstalige college dat Duits kent, zal afhangen van de kandidaten die zich zullen aandienen.

A.32. In verband met artikel 259bis-4, § 5, herhaalt de Ministerraad dat het, volgens hem, artikel 151, § 2, tweede lid, van de Grondwet is dat, doordat het stelt dat de Hoge Raad voor de Justitie is samengesteld uit twee colleges, duidelijk heeft aangegeven dat daar enkel twee talen zouden worden gebruikt. Overigens staat niets eraan in de weg dat het Duitstalige lid gebruik maakt van het Duits tijdens de werkzaamheden van de commissies.

A.33. In verband met artikel 259bis-9, § 1, tweede lid, verwijst de Ministerraad naar zijn reeds uitgedrukte argumentering en acht hij de vergelijking met de artikelen 428bis en 428ter van het Gerechtelijk Wetboek niet dienstig: laatstgenoemde hebben betrekking op de advocaten die niet aan het nationaliteitscriterium zijn onderworpen, in tegenstelling tot de rechters.

A.34. Ten aanzien van artikel 259bis-11 en artikel 259bis-15, § 6, verwijst de Ministerraad naar zijn eerdere argumenten.

*Memorie van antwoord van de verzoekers*

A.35. Wat de ontvankelijkheid betreft, herbevestigen de verzoekers hun belang bij het beroep; zij achten de verwijzing van de Ministerraad naar het arrest nr. 90/94 niet adequaat en zij betwisten dat zij een keuze van de Grondwetgever zou bekritisieren.

A.36. Ten gronde betogen de verzoekers in hoofdorde dat zij niet de opportuniteit van een wetsbepaling bekritisieren. Zij verwijten de wetgever dat hij geen rekening heeft gehouden met de oprichting van Duitstalige rechtscollages, in tegenstelling tot wat is gebeurd in de wetten betreffende de Raad van State en het Arbitragehof.

A.37. In ondergeschikte orde antwoorden zij, in verband met artikel 259bis-1, dat voor de Eupense kandidaat-magistraten een examen wordt georganiseerd dat betrekking heeft op de kennis en het kennisniveau van het Duits, terwijl in niets soortgelijks is voorzien voor de Hoge Raad voor de Justitie. De Duitstalige Belgen kunnen geen enkel rechtstreeks contact met die Raad hebben, tenzij zij zich van een andere taal bedienen, wat noch van de Nederlandstalige Belgen noch van de Franstalige Belgen wordt vereist.

A.38. In verband met artikel 259bis-2, doen de verzoekers opmerken dat de vergelijking met de Kamer niet relevant is, aangezien de burgers normalerwijze geen rechtstreekse contacten hebben met laatstgenoemde.

*Ten aanzien van het beroep in de zaak nr. 1751*

A.39. De verzoekers zijn respectievelijk voorzitter en ondervoorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg te Eupen. De eerste is geboren in 1950 en de tweede in 1951; ze zijn van mening dat zij door artikel 102, §§ 1 en 2, van de aangevochten wet worden geraakt.

De eerste, die korpschef is sedert 1988, wordt beoogd in de bestreden bepalingen, vermits hij, bij het verstrijken zowel van zeven als van veertien jaar na hun inwerkingtreding, nog aan de vereiste leeftijdsvoorwaarden zal voldoen om zijn functie tot in 2017 voort te zetten.

De tweede, die geïnstalleerd is als ondervoorzitter in 1988, verliest die benoeming naar aanleiding van de inwerkingtreding van de wet. Hij acht zich rechtstreeks benadeeld, aangezien hij voortaan onderworpen is aan het mechanisme van een mandaat van drie jaar met specifieke evaluatie, waarbij hij het voordeel van een definitieve benoeming pas kan verkrijgen na negen jaar en na een laatste evaluatie.

De eerste verzoeker vecht ook artikel 259bis-3 aan, dat een korpschef niet toestaat lid te zijn van de Hoge Raad voor de Justitie. Aangezien hij niet de bedoeling heeft zijn functies op te geven, is hij van mening dat hij het vereiste belang heeft.

A.40. Wat betreft artikel 102, §§ 1 en 2, van de wet van 22 december 1998, betogen de verzoekers dat de aangevochten bepalingen onverenigbaar zijn met artikel 152 van de Grondwet, luidens hetwelk de rechters voor het leven worden benoemd, dat het nieuwe artikel 151 dit niet kan wijzigen en dat de afzetting, voortijdig en zonder hun toestemming, van rechters die voor het leven zijn benoemd in de functie die ze uitoefenen een discriminatie vormt ten aanzien van de andere magistraten, wier benoeming voor het leven niet wordt tenietgedaan.

A.41. De verzoekers voegen in een tweede middel eraan toe dat de bestreden bepaling op discriminerende wijze artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens schendt, vermits de rechters van de betrokken categorie, gedurende de in beginsel onbeperkte duur van hun functie, uit die functie worden ontzet door het optreden van de wetgever, zonder dat er motieven zijn die hun ten laste kunnen worden gelegd. Zij zijn van mening dat de maatregel niet noodzakelijk was en dat de nieuwe regels konden worden toegepast op de toekomstige benoemingen of dat zij hetzij in de toestemming van de betrokkene hetzij in een afzetting wegens wettige redenen konden voorzien.

A.42. Zij achten het discriminerend dat niet erin is voorzien dat de korpschefs en de houders van de adjunct-mandaten vastbenoemd blijven, na de inwerkingtreding van de wet, zoals artikel 102, § 3, van de wet daarin voorziet voor de vastbenoemde jeugdrechters.



A.43. Ten aanzien van de houders van adjunct-mandaten die momenteel in functie zijn, maar hun ambt nog geen negen jaar uitoefenen, zou er een bijzonder zware financiële discriminatie zijn vergeleken met de korpschefs, met de houders van adjunct-mandaten die reeds meer dan negen jaar in functie zijn, met de jeugdrechters die vastbenoemd worden geacht alsmede met de andere magistraten, in zoverre het behoud van de financiële voordelen van hun ambt niet wordt gegarandeerd, wanneer zij niet vastbenoemd zijn bij het verstrijken van een periode van drie jaar of naar aanleiding van de eindevaluatie. Zij verklaren dat zij niet inzien waarom de wetgever de houders van adjunct-mandaten verschillend behandelt, naargelang zij al dan niet sinds negen jaar in functie zijn, en de vaste aanwijzing in het nieuwe stelsel betreffende de mandaten van die voorwaarden doet afhangen terwijl hij voor de korpschefs niet in een soortgelijke reglementering heeft voorzien.

A.44. De eerste verzoeker vecht tevens artikel 45 van dezelfde wet aan, dat een artikel 259bis-3 in het Gerechtelijk Wetboek invoegt, in zoverre het de korpschefs van de samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie uitsluit. Hij acht die uitsluiting discriminerend. Een mogelijke oververtegenwoordiging van de korpschef kon worden vermeden door een maximumquotum vast te stellen.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.45. De Ministerraad betwist het belang van de beide verzoekers. Hij is van mening dat de situatie van de eerste verzoeker niet door de hem aangevochten bepalingen kan worden geraakt.

Wat betreft artikel 102, §§ 1 en 2, dient te worden opgemerkt dat de eerste verzoeker zittend magistraat is en blijft, dat hij zijn wedde en de met zijn functie van korpschef verbonden weddeverhogingen blijft ontvangen, dat zijn mandaat na zeven jaar zal kunnen worden verlengd en dat hij zich voor een ander mandaat van korpschef kandidaat zal kunnen stellen.

Artikel 45 zal de eerste verzoeker enkel raken indien hij beslist zich kandidaat te stellen voor de Hoge Raad voor de Justitie, in welk geval hij de keuze zal hebben tussen zijn ambt en dat van de Hoge Raad voor de Justitie, en het is die keuze die zijn situatie zal raken.

A.46. De situatie van de tweede verzoeker zou evenmin worden geraakt, vermits hij zittend magistraat en ondervoorzitter blijft en de beoordeling « goed », waarbij niets toestaat te denken dat hij die niet zal verkrijgen, een onmiddellijke verlenging van zijn adjunct-mandaat van ondervoorzitter teweeg zal brengen (artikel 259undecies, § 2).

A.47. De Ministerraad brengt in herinnering dat het Hof niet bevoegd is om te oordelen of de aangevochten bepalingen artikel 152 van de Grondwet en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens schenden, aangezien niet wordt uiteengezet hoe de miskenning ervan een schending zou vormen van de artikelen 10, 11 of 24 van de Grondwet.

A.48. De Ministerraad brengt de verantwoording in herinnering die in de parlementaire voorbereiding van artikel 151 is gegeven, met name wat betreft de verenigbaarheid van het systeem van de mandaten met artikel 152.

A.49. Wat betreft artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, doet de Ministerraad gelden dat die bepaling niet noodzakelijkerwijze een benoeming voor het leven impliceert maar wel dat de duur van de benoeming op voorhand wordt vastgesteld en dat die niet op willekeurige wijze kan worden beëindigd. In elk geval brengt het nieuwe systeem niet de benoeming voor het leven in het geding.

A.50. Voor het overige is de Ministerraad van mening dat de verzoekers een politieke en organisatorische optie bekritisieren, waarbij het niet aan het Hof staat die te beoordelen. In zijn rechtspraak oordeelt het Hof niet dat de openvolging van twee regels in de tijd discriminerend is en het erkent niet het bestaan van verworven rechten.

A.51. Wat betreft artikel 259bis-3, is de Ministerraad van mening dat het moet worden onderzocht rekening houdend met artikel 323bis van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoerd bij artikel 61 van de aangevochten wet, waarvan hij de parlementaire voorbereiding analyseert. Volgens die bepaling verliest de korpschef die een opdracht aanvaardt zijn mandaat van korpschef. Hij citeert tevens de parlementaire voorbereiding van artikel 151 van de Grondwet volgens welke het beginsel van het mandaat het mogelijk moet maken kwalitatieve beheersmaatregelen te nemen met het oog op een betere werking van de rechtscolleges, en managementtechnieken in te voeren.

*Memorie van antwoord van de eerste verzoeker*

A.52. De eerste verzoeker brengt in herinnering dat de door hem bekritiseerde bepaling hem, op termijn, zijn functie van voorzitter waarin hij voor het leven is benoemd zal doen verliezen en dat het feit dat hij magistraat blijft of dat hij zijn wedde behoudt daaraan niets verandert. Op dezelfde wijze zou hij, mocht hij verkozen zijn in de Hoge Raad voor de Justitie, zijn functies verliezen, wat discriminerend is.

A.53. Ten gronde onderstreept de verzoeker dat hij de schending van artikel 152 van de Grondwet en van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mensen aanvoert, maar in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Wat betreft de schending van artikel 152, verwijst hij naar het advies dat is gegeven door professor Scholsem (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-1121/3, pp. 33 tot 39) en naar de nota die is opgesteld door de procureur-generaal en de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1674/4). Hij herhaalt dat de impliciete en ongrondwettige wijziging van artikel 152 door het nieuwe artikel 151 de wetgever niet kon toestaan een ongrondwettige norm aan te nemen bij de inwerkingstelling van artikel 151 terwijl hij over andere, niet-discriminerende middelen beschikte.

A.54. De verzoeker verwerpt het argument dat is afgeleid uit artikel 323bis, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, als niet relevant en stelt vast dat een korpschef niet tegelijkertijd een functie binnen de Hoge Raad voor de Justitie kan uitoefenen, hetgeen impliciet betekent dat men ten aanzien van die korpschef een onverantwoord wantrouwen te kennen geeft.

- B -

*Ten aanzien van het beroep in de zaak nr. 1747*

*Wat de artikelen 259bis-2, § 1, en 259bis-3, § 2, 1°, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek betreft*

B.1. Artikel 259bis-2, ingevoerd in het Gerechtelijk Wetboek bij artikel 45 van de aangevochten wet van 22 december 1998, betreft de aanwijzing van de leden van de Hoge Raad voor de Justitie, opgericht bij artikel 151, § 2, van de Grondwet. Artikel 259bis-2 behandelt, in de eerste paragraaf ervan, de verkiezing van de leden magistraten en, in de tweede paragraaf ervan, de benoeming door de Senaat van de leden niet-magistraten.

De aangevochten bepaling is het eerste lid van de eerste paragraaf, dat bepaalt :

« De magistraten worden verkozen bij rechtstreekse en geheime verkiezing uit de beroepsmagistraten in actieve dienst door een Nederlandstalig en een Franstalig kiescollege dat bestaat uit de beroepsmagistraten van de taalrol die overeenstemt met die van de benoeming. »

De verzoekers vragen het Hof het woorddeel « beroeps- » te vernietigen.

B.2. Artikel 259bis-3, § 2, bepaalt :

« Het lidmaatschap van de Hoge Raad is tijdens de duur van het mandaat onverenigbaar met de uitoefening van :

- 1° een ambt van plaatsvervangend magistraat;
- 2° een bij verkiezing verleend openbaar mandaat;
- 3° een openbaar ambt van politieke aard;
- 4° een mandaat van korpschef. »

De verzoekers vorderen de vernietiging van het 1° van die bepaling.

B.3. De Ministerraad is van oordeel dat het Hof niet bevoegd is om kennis te nemen van het beroep. Hij betoogt dat de verzoekers een keuze van de Grondwetgever bekritisieren die is uitgedrukt in de tekst van artikel 151 van de Grondwet of op zijn minst in de parlementaire voorbereiding ervan, aangezien de Grondwetgever zijn goedkeuring heeft gehecht aan de wijze waarop de wetgever de bedoeling had artikel 151, § 2, uit te voeren, met name door middel van de aangevochten bepalingen, die de Grondwetgever kende toen hij artikel 151 heeft aangenomen.

B.4. Artikel 151, § 2, van de Grondwet bepaalt :

« Er bestaat voor geheel België een Hoge Raad voor de Justitie. Bij de uitoefening van zijn bevoegdheden respecteert hij de onafhankelijkheid bedoeld in § 1.

De Hoge Raad voor de Justitie bestaat uit een Nederlandstalig en uit een Franstalig college. Elk college telt evenveel leden en is paritair samengesteld enerzijds uit rechters en ambtenaren van het openbaar ministerie die rechtstreeks verkozen worden door hun gelijken onder de voorwaarden en op de wijze bij de wet bepaald, en anderzijds uit andere leden benoemd door de Senaat met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen onder de voorwaarden bij de wet bepaald.

[...] »

B.5. Hoewel die bepaling de pariteit vaststelt van de magistraten en de niet-magistraten, bevat ze geen enkele aanwijzing omtrent de vraag of de Grondwetgever de enkele beroepsmagistraten beoogde ofwel of hij daarin de plaatsvervangende magistraten wilde insluiten. Het is pas in artikel 259bis-2, § 1, eerste lid, dat voor de eerste maal het woorddeel opduikt waarvan de verzoekers de vernietiging vorderen.

B.6. Hoewel tijdens de besprekingen die aan de wijziging van artikel 151 van de Grondwet zijn voorafgegaan, is gesteld dat die bepaling moet worden « samengelezen met het voorstel » dat de aangevochten wet zou worden (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1675/1, p. 2; nr. 1677/1, p. 114), heeft de Grondwetgever niettemin aan de wetgever de machtiging gegeven om de voorwaarden vast te stellen waaraan zowel de verkiezing van de magistraten als de benoeming van de leden niet-magistraten zijn onderworpen. De normatieve bepaling waartegen de verzoekers bezwaar hebben, is dus vervat in de wet waarbij de wetgever gebruik heeft gemaakt van de hem verleende machtiging.

Daaruit volgt dat het Hof bevoegd is om kennis te nemen van het beroep.

B.7. De rol van de plaatsvervangende rechters wordt op de volgende wijze beschreven in artikel 87 van het Gerechtelijk Wetboek :

« Er zijn plaatsvervangende rechters in de rechtbank van eerste aanleg, in de arbeidsrechtbank en in de rechtbank van koophandel; zij hebben geen gewone bezigheden en worden benoemd om verhinderde rechters of leden van het openbaar ministerie tijdelijk te vervangen. »

Plaatsvervangende rechters kunnen tevens worden benoemd in de zetel van de vredegerichten en de politierechtbanken (artikel 64 van het Gerechtelijk Wetboek).

B.8. Om tot plaatsvervangend rechter te worden benoemd, moet men doctor of licentiaat in de rechten zijn en ten minste vijf jaar werkzaam zijn geweest aan de balie, een gerechtelijk ambt of het notarisambt hebben vervuld, of een ambt van staatsraad, auditeur, adjunct-auditeur, referendaris bij het Hof van Cassatie, referendaris, adjunct-referendaris bij de Raad van State of een ambt van referendaris bij het Arbitragehof of een ambt van referendaris of parketjurist bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg hebben uitgeoefend of een academische of rechtswetenschappelijke functie hebben bekleed (artikel 192 van het Gerechtelijk Wetboek). Identieke voorwaarden worden vereist om benoemd te worden tot plaatsvervangend vrederechter, en de kandidaat moet bovendien ten minste 30 jaar oud zijn (artikel 188 van het Gerechtelijk Wetboek).

B.9. De plaatsvervangende rechters oefenen hun functie uit in dezelfde voorwaarden als de beroepsmagistraten en zij moeten aan dezelfde vereisten van onpartijdigheid en onafhankelijkheid voldoen. Zij zijn aan dezelfde tuchtregels onderworpen en ressorteren onder dezelfde tuchtverheid als de werkende magistraten (artikel 413 van het Gerechtelijk Wetboek). Zij worden rechtstreeks voor het hof van beroep gedagvaard, zoals de beroepsmagistraten, wanneer zij ervan worden beschuldigd een misdrijf te hebben gepleegd in de uitoefening van hun ambt (artikel 483 van het Wetboek van Strafvordering) of buiten hun ambt (artikel 479 van het Wetboek van Strafvordering).

B.10. Hoewel de plaatsvervangende rechters grotendeels en op essentiële punten gelijk zijn gesteld met de beroepsmagistraten, verschilt hun statuut van datgene van laatstgenoemden, in zoverre zij meestal als hoofdberoep het beroep van advocaat of notaris uitoefenen. Artikel 300 van het Gerechtelijk Wetboek onderwerpt hen aan dezelfde onverenigbaarheden als de beroepsmagistraten maar maakt een uitzondering wat betreft « de uitoefening van het beroep van advocaat en van notaris en de bezigheden die hun daardoor geoorloofd zijn ».

B.11. Wegens dat verschil van statuut vermocht de wetgever, zonder het gelijkheidsbeginsel te schenden, te oordelen dat in een paritair uit magistraten en niet-magistraten samengesteld college enkel de beroepsmagistraten kiezers en verkiesbaar zouden zijn bij verkiezingen aan de hand waarvan de rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie die in de Hoge Raad voor de Justitie zitting zouden nemen, worden aangewezen. Die uitsluiting is des te meer verantwoord daar onder de personen die de Senaat kan benoemen als leden niet-magistraten er inzonderheid minstens vier advocaten zijn, krachtens artikel 259bis-1, § 3, 1°.

B.12. Daarentegen is de onverenigbaarheid van de hoedanigheid van lid van de Hoge Raad voor de Justitie met die van plaatsvervangend rechter niet redelijk verantwoord. De enkele omstandigheid dat de Grondwetgever, in de parlementaire voorbereiding van artikel 151, had verwezen naar de door de wetgever bedoelde onverenigbaarheden (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1675/1, p. 6) en dat de bekritiseerde onverenigbaarheid reeds in de oorspronkelijke versie stond van de bestreden bepaling, volstaat niet om te verantwoorden dat de door de Senaat benoemde persoon die bovendien plaatsvervangend rechter zou zijn, verplicht wordt ontslag te nemen uit die functie om in de Hoge Raad voor de Justitie zitting te kunnen nemen. Laatstgenoemde zal dus de medewerking worden ontzegd van personen die, naast hun ervaring als advocaat, ook ervaring hebben die ze uit de occasionele uitoefening van hun gerechtelijke functies putten.

B.13. Het 1° in artikel 259bis-3, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek moet dus worden vernietigd.

B.14. De gevorderde vernietiging zou onevenredige gevolgen hebben, indien zij het mogelijk maakte de huidige samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie en de wettigheid van zijn handelingen te betwisten. Er dient dus, zoals de verzoekers overigens in hun memorie van antwoord suggereren, slechts voor de toekomst uitwerking te worden gegeven aan de vernietiging.

Krachtens artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, dienen de gevolgen van de in het geding zijnde bepaling te worden gehandhaafd tot de volgende benoemingen die door de Senaat zullen worden gedaan.

*Wat betreft artikel 21, derde lid, van de wet van 18 juli 1991, gewijzigd bij artikel 89 van de wet van 22 december 1998*

B.15. Artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten behandelt, in het tweede, derde en vierde lid ervan, de voorwaarden en de nadere regels in verband met de plaatsvervangende rechters die kandidaat zijn voor een benoeming als werkend magistraat. Het tweede lid bepaalt in de versie die voortvloeit uit de bij de bestreden wet ingevoerde wijziging :

« De plaatsvervangende rechters benoemd voor 1 oktober 1993 en de plaatsvervangende rechters benoemd voor 1 oktober 1993 maar aan wie wegens onverenigbaarheid ontslag om eervolle redenen is verleend, worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, bedoeld in artikel 259bis-9 van hetzelfde Wetboek. »

B.16. In het benoemingsstelsel van vóór de oprichting van de Hoge Raad voor de Justitie moest de Minister van Justitie, alvorens over te gaan tot de benoemingen, het advies inwinnen van het comité van het rechtsgebied waar de benoeming moest geschieden (vroeger artikel 259ter, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek).

B.17. Artikel 3 van de wet van 9 juli 1997 had het tweede lid van dat artikel 21 aangevuld, dat destijds bepaalde :

« Bij de voordracht tot de benoeming in de ambten bedoeld in de artikelen 187, 188, 190 tot 194, 207, § 2, 208 en 209 van het Gerechtelijk Wetboek, houdt de minister van Justitie, wat betreft de voornoemde plaatsvervangende rechters, enkel rekening met degenen over wie het adviescomité een unaniem gunstig advies heeft verleend. »

Bij zijn arrest van 56/99 van 26 mei 1999 heeft het Hof geoordeeld dat de vereiste van eenparigheid noch relevant noch evenredig was met het nagestreefde doel en heeft het het woord « unaniem » in de voormelde bepaling vernietigd.

B.18. De aangevochten wet heeft artikel 259ter, § 1, gewijzigd, dat voortaan bepaalt dat vooraleer de Koning overgaat tot de benoeming, de Minister van Justitie het advies van de korpschef van het rechtscollege van ontvangst en van het rechtscollege van herkomst inwint alsmede van een vertegenwoordiger van de balie.

B.19. Dezelfde wet heeft een derde lid ingevoerd in artikel 21 van de wet van 18 juli 1991, dat bepaalt :

« Het dossier van de plaatsvervangende rechters benoemd voor 1 oktober 1993, wordt slechts voor voordracht aan de bevoegde benoemingscommissie overgezonden voor zover alle individuele adviezen gunstig zijn. »

B.20. Aangezien de vóór 1 oktober 1993 benoemde plaatsvervangende rechters geacht worden geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis-9 van het Gerechtelijk Wetboek, is het niet onredelijk hun benoeming afhankelijk te maken van door gekwalificeerde personen gegeven beoordelingen.

B.21. Evenwel heeft de wetgever, door te eisen dat alle adviezen gunstig moeten zijn opdat het dossier van een van die plaatsvervangende rechters wordt voorgelegd aan de benoemingscommissie, een maatregel genomen die noch relevant noch evenredig is met het nagestreefde doel.

B.22. In tegenstelling tot de vereiste van een gunstig of zeer gunstig advies, biedt de vereiste van eenparigheid van adviezen immers, wat de beroepskwaliteiten van de benoemde personen betreft, geen waarborg die het risico verantwoordt dat wordt gecreëerd door aan elke adviesverlener een vetorecht toe te kennen.

B.23. Daaruit volgt dat de vóór 1 oktober 1993 benoemde plaatsvervangende rechters op discriminerende wijze behandeld worden ten opzichte van de andere kandidaten voor een gerechtelijke functie.

B.24. Het derde lid van het voormelde artikel 21 dient bijgevolg te worden vernietigd.

*Ten aanzien van het beroep in de zaak nr. 1750*

*Wat het belang betreft*

B.25. De eerste 16 verzoekers zijn beroepsmagistraten die verklaren in rechte te treden uit hoofde van de beroepsactiviteiten die ze uitoefenen, de enen bij het Hof van Beroep te Luik, de anderen in rechtscolleges die hun zetel hebben hetzij te Eupen, hetzij te Verviers en Eupen, of nog te Sankt Vith wat de 16de verzoeker betreft. De 17de verzoeker treedt in rechte in de hoedanigheid van plaatsvervangend rechter bij de Rechtbank van eerste aanleg te Eupen. De 18de verzoekende partij is de Orde van advocaten te Eupen, de 19de verzoeker een advocaat wonende te Eupen, de 20ste een doctor in de rechten die te Eupen woont.

De eerste 17 verzoekers verklaren tevens in rechte te treden in hun hoedanigheid van privé-personen die de Duitse taal spreken.

B.26. De eerste 17 verzoekers doen, in hun hoedanigheid van magistraat en van plaatsvervangend rechter, van een voldoende belang blijken om bepalingen aan te vechten die een orgaan betreffen dat ertoe wordt gebracht een belangrijke rol te spelen in de loopbaan van de magistraten, aangezien zij betogen dat dit orgaan niet op behoorlijke wijze dossiers zou kunnen behandelen die zijn opgesteld in de Duitse taal en die op hen betrekking zouden kunnen hebben.

B.27. De Orde van advocaten van de balie te Eupen, instelling die onderworpen is aan het specialiteitsbeginsel en waarvan de opdrachten bij de wet zijn vastgesteld, kan slechts doen blijken van het vereiste belang indien ze bepalingen aanvecht die de opdrachten betreffen die haar op beperkende wijze zijn toegekend in de artikelen 455 tot 471 van het Gerechtelijk Wetboek.

De aangevochten bepalingen hebben betrekking op de advocaten in zoverre zij te maken hebben met de organisatie van de rechterlijke orde, de werking en de controle ervan. Zij regelen echter niet de uitoefening van het beroep van advocaat en betreffen geenszins de deontologie of de tucht van de advocaten.

De Orde van advocaten te Eupen kan dus enkel een onrechtstreeks belang doen gelden. Haar beroep is onontvankelijk.

B.28. De 19de en de 20ste verzoeker zouden slechts eventueel en onrechtstreeks kunnen worden geraakt door de werking van de Hoge Raad voor de Justitie. De ontvankelijkheid van een dergelijk beroep aannemen zou neerkomen op het inwilligen van de *actio popularis*, wat de Grondwetgever niet gewild heeft. Hetzelfde geldt voor de andere verzoekers in zoverre zij verklaren te handelen als privé-personen die de Duitse taal spreken.

B.29. Het beroep is slechts ontvankelijk in zoverre het is ingesteld door de eerste 17 verzoekers en uitsluitend in zoverre zij hun hoedanigheid van magistraat aanvoeren.

*Wat de bevoegdheid van het Hof betreft*

B.30. De Ministerraad betoogt dat de Grondwetgever, door in artikel 151, § 2, tweede lid, van de Grondwet te bepalen dat de Hoge Raad voor de Justitie een orgaan *sui generis* is, samengesteld uit een Franstalig college en een Nederlandstalig college, zelf zou hebben beslist dat het Duits noch voor de samenstelling noch voor de werking van de Hoge Raad voor de Justitie een criterium vormt.

Hij voegt daaraan toe dat artikel 151 door de Grondwetgever is aangenomen terwijl hij het wetsvoorstel kende dat de aangevochten bepaling bevatte, dat de parlementaire voorbereiding onderstreept dat het voorstel tot herziening van artikel 151 moest worden gelezen in samenhang met dat wetsvoorstel en dat de Grondwetgever aldus zijn instemming heeft verleend aan de wijze waarop de wetgever de bedoeling had artikel 151 van de Grondwet uit te voeren.

B.31. Uit het voormelde artikel 151, § 2, van de Grondwet kan niet worden afgeleid dat de Grondwetgever, omdat hij zich niet zelf bekommerd heeft om de belangen van de Duitstalige magistraten, de wetgever impliciet zou hebben verzocht ze niet in aanmerking te nemen.

Er kan evenmin een argument worden afgeleid uit het stilzwijgen van de Grondwetgever of uit een impliciete goedkeuring die hij zou hebben verleend aan een wet vóór de aanneming ervan om daaruit af te leiden dat die wet een norm zou zijn met grondwettelijke waarde die aan de bevoegdheid van het Hof ontsnapt.

De bepalingen waartegen de verzoekers bezwaar indienen bevinden zich uitsluitend in wetteksten. Het gaat dus om normen waarvan het Hof, wanneer ze aan het Hof zijn voorgelegd, de grondwettigheid moet toetsen, op straffe van miskenning van de bevoegdheid die aan het Hof is verleend bij artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

B.32. De exceptie van onbevoegdheid wordt verworpen.

*Ten gronde*

B.33. Om reden van de onontvankelijkheid van het beroep in zoverre het is ingediend door personen die respectievelijk hun hoedanigheid van privé-persoon of van advocaat aanvoeren, worden de middelen slechts onderzocht in zoverre zij discriminaties aanvoeren ten nadele van de Duitstalige magistraten.

B.34. De eerste grief van de verzoekers is gericht tegen artikel 259bis-1 van het Gerechtelijk Wetboek. Zij verwijten dat artikel dat het vereist dat slechts één lid van het Franstalige college doet blijken van de kennis van het Duits, dat het geen identieke eis formuleert ten aanzien van het Nederlandstalige college, dat het niet bepaalt hoe de taalkennis moet worden bewezen en dat het niet preciseert wat het niveau van die kennis moet zijn.

B.35. De opdrachten die de Hoge Raad voor de Justitie zijn toevertrouwd bij artikel 151, § 2, van de Grondwet vereisen niet dat een vertegenwoordiging van elke categorie van magistraten in zijn midden zou moeten gewaarborgd. De Grondwetgever heeft een pariteit geëist van Nederlandstaligen en Franstaligen en de in het geding zijnde wet garandeert dat de groep magistraten, per college, minstens een lid telt van een hof of een openbaar ministerie bij een hof, een lid van de zetel, een lid van het openbaar ministerie en een lid per rechtsgebied van het hof van beroep. Hij heeft aldus elke andere geografische verdeling uitgesloten dan die waarin is voorzien door die laatste vereiste, waarbij voor het overige wordt verwezen naar de evenwichten die zouden voortvloeien uit de stemming. Een gegarandeerde vertegenwoordiging van de magistraten die hun functie uitoefenen in het gerechtelijk arrondissement Eupen zou dat evenwicht hebben doorbroken en een discriminatie in het leven hebben geroepen ten nadele van de magistraten van de andere arrondissementen.

B.36. Er bestaat weliswaar een objectief verschil tussen, enerzijds, de magistraten die hun functie uitoefenen in het gerechtelijk arrondissement Verviers en Eupen of bij het Hof van Beroep te Luik wanneer de proceduretaal het Duits is, en, anderzijds, de magistraten die hun functie in andere arrondissementen uitoefenen : enkel de eerstgenoemden moeten doen blijken van de kennis van de Duitse taal.

Teneinde te beoordelen in welke mate dat verschil in overweging moet worden genomen, vermocht de wetgever redelijkerwijze rekening te houden met de bepalingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

B.37. In dat verband stelt het Hof vast dat niemand tot magistraat kan worden benoemd in het arrondissement Eupen « tenzij hij het bewijs levert van de kennis van het Duits en bovendien door zijn diploma bewijst dat hij de examens van de licentie in de rechten in het Frans heeft afgelegd of het bewijs levert van de kennis van het Frans » (artikel 45bis, § 1). Op dezelfde wijze moet de kandidaat, teneinde benoemd te worden in een gerechtelijk ambt bij het Hof van Beroep te Luik, door zijn diploma bewijzen dat hij de examens van het doctoraat of licentiaat in de rechten in het Frans heeft afgelegd, waarbij ten minste zes raadsheren bovendien het bewijs moeten leveren van de kennis van de Duitse taal (artikel 43bis, § 1). Ten slotte moeten, wat de rechtscolleges van het gerechtelijk arrondissement Verviers betreft, sommige magistraten het bewijs leveren van de kennis van het Duits (artikel 45bis, § 2), maar zij moeten allen de examens van het doctoraat of licentiaat in de rechten in het Frans hebben afgelegd (artikel 43, § 1, eerste lid, gelezen in samenhang met artikel 1).

B.38. Daaruit volgt dat alle magistraten van de categorie waartoe de verzoekers behoren het Frans kennen en dat niet kan worden geacht dat zij moeilijkheden zouden hebben om met de Franstalige leden van de Hoge Raad voor de Justitie te communiceren.

B.39. De grieven van de verzoekers moeten worden onderzocht rekening houdend met de werkelijke situatie van de Duitstalige magistraten, zoals zij wordt afgeleid uit de voormelde bepalingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

B.40. Artikel 259bis-1 bepaalt dat de Hoge Raad voor de Justitie een Nederlandstalig en een Franstalig college omvat waarbij elk college is samengesteld uit 22 leden waarvan een helft magistraten en een helft niet-magistraten. Het bepaalt in het laatste lid ervan :

« Ten minste één lid van het Franstalig college moet het bewijs leveren van de kennis van het Duits. »

B.41. Uit die bepaling kan niet worden afgeleid dat de magistraten die ertoe worden gebracht hun functie volledig of gedeeltelijk in de Duitse taal uit te oefenen niet zouden kunnen begrepen door de leden van de Hoge Raad voor de Justitie of dat het de dossiers die op die magistraten betrekking hebben niet correct door de Raad zouden kunnen worden behandeld.

De Belgische Duitstalige magistraten hebben hun diploma behaald in de Franse taal, zodat het niet onredelijk is dat de kennis van het Duits van slechts één lid van het Franstalige college wordt geëist. Ten slotte spreekt het voor zich dat de Hoge Raad voor de Justitie kennis zal moeten nemen van in de Duitse taal geschreven stukken en, indien nodig, een beroep zal doen op tolken of vertalers.

B.42. Het Hof stelt vast dat artikel 73, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State slechts van een staatsraad, een griffier en twee auditeurs de voldoende kennis van de Duitse taal vereist, dat artikel 34, § 4, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof de kennis van het Duits van slechts één lid van het Hof vereist en dat geen enkele vereiste wordt geformuleerd ten aanzien van het Hof van Cassatie. Die bepalingen hebben nooit die rechtscolleges verhinderd pleidooien in het Duits te horen, kennis te nemen van conclusies of memories die zijn opgesteld in die taal en beslissingen in het Duits te wijzen telkens als de wet hun die verplichting oplegde.

B.43. De wetgever vermocht redelijkerwijze te oordelen dat, ten aanzien van de Hoge Raad voor de Justitie, een bepaling moest worden aangenomen die vergelijkbaar is met die welke van toepassing zijn op de drie hoogste rechtscolleges waarvan de territoriale bevoegdheid zich over heel België uitstrekt.

B.44. De wet preciseert wellicht niet het vereiste niveau van de kennis en de manier waarop die moet worden aangetoond. Het komt toe aan de overheden die belast zijn met de uitvoering van de wet om, in voorkomend geval, de nadere toepassingsregels ervan vast te stellen, zonder dat ervan kan worden uitgegaan dat ze dat op discriminerende wijze zullen doen.

B.45. De verzoekers bekritisieren tevens artikel 259bis-2. Die bepaling beschrijft op welke wijze de magistraten worden verkozen en volgens welke procedure de niet-magistraten door de Senaat worden benoemd. Zij verwijten dat artikel dat het geen garantie biedt dat kandidaten die daadwerkelijk een voldoende kennis van het Duits hebben, kunnen worden verkozen.

B.46. De verzoekers richten hun grief tegen artikel 259bis-4, § 4, dat bepaalt :

« Elk lid van de Hoge Raad neemt zitting in één van de commissies van de colleges.

Elk college wijst de leden van zijn commissies aan met een meerderheid van twee derden van zijn leden. »

Zij achten die bepaling discriminerend in zoverre niet erin is voorzien dat het enkele lid dat moet doen blijken van de kennis van het Duits in verscheidene commissies kan zetelen.

B.47. De verzoekers vechten artikel 259bis-4, § 5, aan, dat bepaalt :

« Het Nederlandstalige college en zijn commissies verrichten hun werkzaamheden in het Nederlands. Het Franstalige college en zijn commissies verrichten hun werkzaamheden in het Frans.

De algemene vergadering en de verenigde commissies verrichten hun werkzaamheden in het Nederlands en het Frans. De leden gebruiken daarbij de taal van het college waartoe zij behoren.

De Hoge Raad neemt de nodige maatregelen voor de vertaling. »

Zij zijn van mening dat het lid van de Hoge Raad voor de Justitie dat doet blijken van kennis van de Duitse taal die taal niet zal kunnen gebruiken bij de werkzaamheden van de Raad en dat men zich overigens kan afvragen wat de zin is van die vereiste.

B.48. Met de in B.45, B.46 en B.47 samengevatte grieven vechten de verzoekers niet de erin vermelde bepalingen aan maar het verzuim van de wetgever.

Die grieven geven, onder een andere voorstelling, de grieven weer die zijn onderzocht en verworpen in B.34 tot B.44. Om dezelfde redenen als die welke daarin zijn uitgedrukt, kunnen die grieven niet in aanmerking worden genomen.

B.49. De verzoekers bekritisieren artikel 259bis-9, § 1, tweede lid, dat bepaalt :

« Het examen inzake beroepsbekwaamheid en het vergelijkend toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage zijn bedoeld om de voor de uitoefening van het ambt van magistraat noodzakelijke maturiteit en bekwaamheid te beoordelen en worden afgelegd in de taal van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten van de kandidaat. »

Zij zijn van mening dat die bepaling discriminerend is vermits de Duitstalige kandidaten hun moedertaal niet zullen kunnen gebruiken. Zij voegen daaraan toe dat, mocht die bepaling zo worden geïnterpreteerd dat ze de organisatie toestaat van de examens en de vergelijkende examens in het Duits, de aanwezigheid van een enkele Duitstalige binnen de Hoge Raad voor de Justitie niet toereikend zou zijn om die behoorlijk te organiseren.

B.50. Doordat de wetgever bepaalt dat het examen en het vergelijkend examen worden afgelegd in de taal van het diploma, heeft hij een maatregel genomen die in overeenstemming is met de bepalingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, vermeld in B.37.

De 17 verzoekers, die allen beroepsmagistraten zijn, geven niet aan hoe de categorie van personen waartoe zij behoren, gediscrimineerd zou worden door bepalingen betreffende examens die zij niet zullen moeten afleggen. De door hen gemaakte verwijzing naar de artikelen 428bis en 428ter van het Gerechtelijk Wetboek is niet relevant : die artikelen hebben betrekking op de examens waaraan de advocaten worden onderworpen die onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie en die zich vrij moeten kunnen verplaatsen en vestigen in andere landen van de Unie. Zulks is niet het geval voor de magistraten, die slechts toegang tot hun functie kunnen hebben indien zij de Belgische nationaliteit hebben.

B.51. De verzoekers bekritisieren artikel 259bis-11, dat de advies- en onderzoekscommissies behandelt. Het wordt verweten dat het niet voorziet in een lid dat het bewijs zal moeten leveren van kennis van de Duitse taal, waarbij het Duitstalige lid noodzakelijkerwijze deel uitmaakt van de benoemingscommissie.

B.52. De verzoekers verwijten artikel 259bis-15, dat de behandeling van de klachten betreft, dat klachten die in het Duits zouden zijn opgesteld niet in die taal kunnen worden behandeld.

B.53. De in B.51 en B.52 samengevatte grieven vallen samen met die welke zijn onderzocht en verworpen in B.34 tot B.44. Om de redenen die daarin zijn uiteengezet, kunnen ze niet worden aangenomen.

B.54. Daaruit volgt dat het beroep in de zaak nr. 1750 moet worden verworpen.

*Ten aanzien van het beroep in de zaak nr. 1751*

B.55. De verzoekers vorderen de vernietiging van artikel 102, §§ 1 en 2, van de wet van 22 december 1998, dat bepaalt :

« § 1. De korpschefs die op het ogenblik van de inwerkingtreding van artikel 259quater van het Gerechtelijk Wetboek vast zijn benoemd, en in voorkomend geval gedelegeerd zijn overeenkomstig artikel 327 en 327bis van hetzelfde Wetboek, worden vanaf de eerste dag van de vierde maand volgend op de eerste bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de aantredende leden van de Hoge Raad geacht in de functie van korpschef te zijn aangewezen en terzelfder tijd in het ambt van magistraat te zijn benoemd in de hoven en rechtbanken of in de parketten bij die hoven en rechtbanken waar zij werkzaam zijn.

Zij kunnen :

1° hetzij hun functie van korpschef binnen een maand na de in het eerste lid bedoelde bekendmaking ter beschikking stellen. In dit geval wordt voor de resterende duur van het mandaat volgens de procedure bedoeld in artikel 259*quater* een nieuwe korpschef aangewezen die, in afwijking van de artikelen 43, § 4, tweede lid, 43*bis*, § 4, tweede lid, 43*ter*, § 3, derde lid, en 43*quater*, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, behoort tot hetzelfde taalsysteem. De uittreedende korpschefs oefenen hun functie verder uit tot de aanwijzing van de nieuwe korpschef.

2° hetzij hun functie van korpschef voor een termijn van zeven jaar verder uitoefenen. Bij het verstrijken van deze termijn kunnen zij zich voor deze functie nog éénmaal kandidaat stellen overeenkomstig artikel 259*quater* van hetzelfde Wetboek.

Na de terbeschikkingstelling van de functie van korpschef bedoeld in het 1° of het verstrijken van het mandaat bedoeld in 2°, blijven zij onder persoonlijke titel de hieraan verbonden wedde en weddeverhogingen ontvangen, tot de dag van hun inruststelling, hun ontslag, hun afzetting of, in voorkomend geval, hun benoeming of aanwijzing in een ander ambt of functie.

§ 2. Voor de titularissen van een adjunct-mandaat die op het ogenblik van de inwerkingtreding van artikel 259*quinquies* van hetzelfde Wetboek in deze functies zijn benoemd, begint de termijn van negen jaar te lopen vanaf de opnemings van die functies en worden zij geacht als magistraat te zijn benoemd in de hoven en rechtbanken waar zij werkzaam zijn. »

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.56. De eerste verzoeker is, sinds 31 augustus 1988, voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg te Eupen. Hij kan rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de aangevochten bepalingen, vermits zij hem hoogstens de mogelijkheid laten zijn functie van voorzitter te behouden gedurende veertien jaar vanaf 2 augustus 2000 terwijl, indien de wetgever, zoals de verzoeker suggereert, de nieuwe bepalingen niet van toepassing had gemaakt op de magistraten in functie, hij voorzitter zou blijven tot 23 september 2017, datum waarop hij de leeftijd van 67 jaar zal bereiken. Het heeft weinig belang dat hij thans korpschef blijft of dat hij nadien de met dat ambt verbonden geldelijke voorwaarden behoudt. Het enkele feit dat de verzoeker wordt verplicht zijn functie eerder op te geven dan in de vroegere bepalingen was voorgeschreven, verantwoordt zijn belang om de vernietiging ervan te vorderen.

B.57. Hetzelfde geldt voor de tweede verzoeker. Als ondervoorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg te Eupen sinds januari 1988 was hij, onder de gelding van de vroegere bepalingen, geroepen om dat te blijven tot de pensioenleeftijd, behoudens indien hij zelf ervan zou afzien of naar een andere functie in de magistratuur zou dingen. Noch het behoud van financiële voordelen, noch de mogelijkheid om zijn adjunct-mandaat van ondervoorzitter te verlengen, indien hij de beoordeling « goed » behaalt, kunnen afbreuk doen aan zijn belang bij de vernietiging van bepalingen die het onafzetbare karakter van functies waarin hij, zonder enige beperking, bij een koninklijk besluit van 22 december 1997, is benoemd, opnieuw in het geding brengen.

B.58. De gronden van niet-ontvankelijkheid worden verworpen.

*Ten aanzien van de bevoegdheid*

B.59. Het Hof is niet bevoegd om te oordelen of een wetbepaling rechtstreeks artikel 152 van de Grondwet of artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens schendt.

B.60. Het verzoekschrift voert echter de schending van die bepalingen aan, in zoverre zij worden gecombineerd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. In die mate is het Hof bevoegd om kennis te nemen van het beroep en in dezelfde mate wordt de door de Ministerraad opgeworpen exceptie van onbevoegdheid verworpen.

*Ten gronde*

B.61. Artikel 152 van de Grondwet luidt :

« De rechters worden voor het leven benoemd. Zij worden in ruste gesteld op de bij de wet bepaalde leeftijd en genieten het bij de wet bepaalde pensioen.

Geen rechter kan uit zijn ambt worden ontzet of worden geschorst dan door een vonnis.

De overplaatsing van een rechter kan niet geschieden dan door een nieuwe benoeming en met zijn toestemming. »

B.62. Het herziene artikel 151 van de Grondwet koppelt de benoeming tot rechter, die een benoeming voor het leven blijft, los van de aanwijzing van de rechters als korpschefs of voor andere erin opgesomde functies, die voor een bij wet bepaalde duur geschiedt. De paragrafen 5 en 6 van artikel 151 bepalen :

« § 5. De eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, de eerste voorzitters van de hoven en de voorzitters van de rechtbanken worden door de Koning in deze functies aangewezen onder de voorwaarden en op de wijze bij de wet bepaald.

Deze aanwijzing geschiedt op gemotiveerde voordracht van de bevoegde benoemings- en aanwijzingscommissie, bij een tweederde meerderheid overeenkomstig de modaliteiten bij de wet bepaald en na afweging van de bekwaamheid en geschiktheid. Deze voordracht kan enkel worden geweigerd op de wijze bij de wet bepaald en mits motivering.

In geval van aanwijzing tot de functie van eerste voorzitter van het Hof van Cassatie of van eerste voorzitter van de hoven geven de betrokken algemene vergaderingen van deze hoven, voorafgaandelijk aan de voordracht bedoeld in het vorige lid, een gemotiveerd advies op de wijze bij de wet bepaald.

De voorzitter en de afdelingsvoorzitters van het Hof van Cassatie, de kamervoorzitters van de hoven en de ondervoorzitters van de rechtbanken worden door de hoven en de rechtbanken in deze functies aangewezen uit hun leden onder de voorwaarden en op de wijze bij de wet bepaald.

Onverminderd de bepalingen van artikel 152, bepaalt de wet de duur van de aanwijzingen in deze functies.

§ 6. Op de wijze bij de wet bepaald, worden de rechters, de titularissen van de functies bedoeld in § 5, vierde lid, en de ambtenaren van het openbaar ministerie onderworpen aan een evaluatie. »

B.63. De aangevochten wet heeft de voormelde bepalingen van artikel 151 van de Grondwet uitgevoerd door in het Gerechtelijk Wetboek een artikel 259*quater* in te voeren.

De in B.55 geciteerde aangevochten bepalingen bevatten de overgangsmaatregelen die van toepassing zijn op de magistraten in functie op de erin gepreciseerde datum.

B.64. De verzoekers zijn van mening dat de overgangsmaatregelen onverenigbaar zijn met artikel 152 van de Grondwet, waarmee het nieuwe artikel 151 eveneens strijdig zou zijn, in zoverre die maatregelen ertoe zouden leiden dat zij wettelijk voor het leven in die functie benoemde rechters voortijdig en zonder hun toestemming uit die functie zouden onttrekken, wat een kennelijke discriminatie zou vormen van die magistraten ten opzichte van diegenen wier benoeming voor het leven niet wordt aangetast.

B.65. De eerste verzoeker is van mening dat de wetgever de nagestreefde doelstelling had kunnen bereiken met maatregelen die meer het belang van de betrokkenen in acht nemen, hetzij door die nieuwe bepalingen slechts van toepassing te maken op toekomstige situaties, hetzij door ze afhankelijk te maken van hun instemming, of nog door een ontzetting om legitieme redenen op te leggen.

B.66. Het Hof is niet bevoegd om te oordelen of het nieuwe artikel 151 artikel 152 van de Grondwet schendt. Het kan dus niet onderzoeken of het in artikel 151 verankerde beginsel van de termijngebonden mandaten de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, ongeacht de bepalingen waarmee die worden gecombineerd. Het kan dus enkel onderzoeken of het discriminerend is dat de bepalingen die dat beginsel in werking stellen van toepassing zijn gemaakt op de magistraten die de in artikel 151, § 5, vermelde functies uitoefenden krachtens een benoeming die dateert van vóór de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen.

B.67. Het staat aan de wetgever te oordelen of de hervormingen die de Grondwetgever noodzakelijk heeft geacht inzake justitie onmiddellijk moeten worden toegepast ofwel of ze geleidelijk aan kunnen worden verwezenlijkt. Hij zou die doelstelling echter niet kunnen verwezenlijken door de categorie van personen die persoonlijk door de nieuwe maatregelen worden geraakt op discriminerende wijze te behandelen of door hun onevenredige offers op te leggen.

B.68. Doordat de wetgever het de korpschefs die in functie zijn mogelijk maakt, enerzijds, hun functies te blijven uitoefenen gedurende een periode van zeven jaar en hun kandidatuur in de dienen voor een tweede mandaat van zeven jaar en hun, anderzijds, indien zij hun functie van korpschef « ter beschikking » hebben gesteld of indien zij ze gedurende zeven jaar zijn blijven uitoefenen, op het einde van hun mandaat de wedde en de daarbij horende weddeverhogingen garandeert tot op de dag van hun pensioen, heeft hij maatregelen genomen die van dien aard zijn dat ze de rechten van de betrokkenen vrijwaren in een mate die verenigbaar is met het nastreven van de doelstellingen van algemeen belang die hij zonder verwijl meende te moeten verwezenlijken.

B.69. Wat de adjunct-mandaten betreft, heeft de wetgever bepaald dat de periode van negen jaar waarvoor die functies voortaan zullen worden toegekend, ingaat op het ogenblik waarop hun titularissen die functies hebben ingenomen. Hij heeft niet expliciet bepaald dat zij een voortzetting van hun mandaat zouden kunnen verkrijgen maar uit artikel 259*undecies*, § 2, volgt dat de beoordeling « goed » de onmiddellijke verlenging van die mandaten met zich mee zal brengen.

B.70. Bijgevolg blijkt dat de wetgever, ten aanzien van de categorieën van personen waartoe de verzoekers behoren, maatregelen heeft genomen die niet kennelijk onevenredig zijn ten aanzien van de doelstelling die hij zo snel mogelijk wenste te verwezenlijken.

B.71. De middelen zijn niet gegrond.

B.72. De verzoekers vechten tevens het 4° van artikel 259*bis*-3, § 2, aan, in zoverre het het lidmaatschap van de Hoge Raad voor de Justitie onverenigbaar maakt met de uitoefening van een mandaat als korpschef.

B.73. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 151 van de Grondwet volgt dat de wetgever gewild heeft dat de korpschefs, gedurende hun mandaat van zeven jaar, hun verantwoordelijkheid ten volle op zich nemen wat betreft de werking van het rechtscollege dat zij leiden, dat zij er moderne managementmethodes invoeren teneinde een betere werking ervan te verzekeren en dat zij het beleidsplan dat zij voortaan bij hun kandidaatstelling moeten voegen tot een goed einde kunnen brengen (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1675/1, pp. 2 en 12).

B.74. Het is niet onredelijk te oordelen dat het vervullen van een dergelijke opdracht van de korpschef vereist dat hij zich volledig aan die functie wijdt en dat hij de uitoefening daarvan niet cumuleert met de prestaties die vereist zijn bij deelname aan de Hoge Raad voor de Justitie.

B.75. Bovendien bestaan de opdrachten van de Hoge Raad voor de Justitie met name erin inzake benoemingen en aanwijzingen voordrachten te doen op basis van een benoemingsdossier dat de adviezen van de betrokken korpschefs bevat (artikel 259*ter*, § 1 en § 4). De advies- en onderzoekscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie moet tevens de jaarlijkse verslagen ontvangen die over het algemeen door de korpschefs worden opgesteld (artikel 259*bis*-14, § 2); zij kan de korpschefs gelasten een onderzoek uit te voeren (artikel 259*bis*-16, § 2); zij kan geen enkele tuchtrechtelijke bevoegdheid uitoefenen (artikel 151, § 3, 8°, van de Grondwet), terwijl de korpschefs tuchtoverheden zijn (artikel 408*bis* van het Gerechtelijk Wetboek). Er kan bijgevolg vermoed worden dat de korpschefs die deel zouden uitmaken van de Hoge Raad voor de Justitie, vaker dan de andere personen die erin zitting nemen, zich in situaties van belangenconflict of onverenigbaarheid zouden kunnen bevinden die hen, krachtens artikel 259*bis*-19, § 1, *in fine*, ertoe zouden brengen zich vaak van een zaak te onthouden, wat de goede werking van de Raad zou schaden.

B.76. Het middel is niet gegrond.

B.77. Het beroep in de zaak nr. 1751 moet worden verworpen.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt het 1° in artikel 259*bis*-3, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoerd bij artikel 45 van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling, wat de samenstelling en de handelingen van de Hoge Raad voor de Justitie betreft, tot aan de volgende benoemingen die zullen worden gedaan door de Senaat met toepassing van artikel 259*bis*-2, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek;

- vernietigt het derde lid van artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, ingevoerd bij artikel 89 van de voormelde wet van 22 december 1998;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 25 januari 2001.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

D. 2001 — 387

[C – 2001/21066]

Urteil Nr. 3/2001 vom 25. Januar 2001

*Geschäftsverzeichnisnummern 1747, 1750 und 1751*

In Sachen: Klagen auf teilweise Nichtigerklärung der Artikel 45, 89 und 102 des Gesetzes vom 22. Dezember 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des zweiten Teils des Gerichtsgesetzbuches, betreffend den Hohen Justizrat, die Ernennung und Bezeichnung von Magistraten und die Einführung eines Beurteilungssystems, erhoben von F. Bailly und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern P. Martens, A. Arts, R. Henneuse, M. Bossuyt und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

*I. Gegenstand der Klagen*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. Juli 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. August 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf teilweise Nichtigerklärung der Artikel 45 und 89 des Gesetzes vom 22. Dezember 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des zweiten Teils des Gerichtsgesetzbuches, betreffend den Hohen Justizrat, die Ernennung und Bezeichnung von Magistraten und die Einführung eines Beurteilungssystems (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. Februar 1999): F. Bailly, wohnhaft in 6900 Marche-en-Famenne, Pré du Chanoine 28, J. Boxus, wohnhaft in 5100 Jambes, rue Mazy 125, D. Colinet, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue d'Orbaix 16, G. De Reytere, wohnhaft in 5500 Dinant, rue Cousen 11, L. Désir, wohnhaft in 4300 Waremmes, avenue Joachim 15, R. Joly, wohnhaft in 5640 Mettet, rue de l'Estroit 37, J.-M. Mahieux, wohnhaft in 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 27, C. Poncin, wohnhaft in 7500 Tournai, rue Barre Saint Brice 15, und C. Van Damme, wohnhaft in 1970 Wezembeek-Oppeem, IJsvogellaan 1.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 2. August 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. August 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf teilweise Nichtigerklärung von Artikel 45 des vorgenannten Gesetzes: G. Steffens, wohnhaft in 4800 Verviers, avenue Hanlet 27, P. Gorle, wohnhaft in 4800 Verviers, rue Victor Close 98, M. Dewart, wohnhaft in 4960 Malmedy, Biertasëtsche 19, L. Stangherlin, wohnhaft in 4800 Verviers, rue Laoureux 16, R. Lennertz, wohnhaft in 4700 Eupen, Langesthal 44, J.-M. Freres, wohnhaft in 4040 Herstal, boulevard Zénobe Gramme 174, V. Reul, wohnhaft in 4700 Eupen, Birkenweg 28, T. Konsek, wohnhaft in 4845 Jalhay, Bansions 33, G. Rosewick, wohnhaft in 4700 Eupen, Marktplatz 5, A. Loozen, wohnhaft in 4830 Dolhain, Thier Hilettes 17, M.-R. Grimar, wohnhaft in 4890 Clermont-Thimister, Stockis 11, P. Schils, wohnhaft in 4840 Welkenraedt, Hoof 32A, A. Tilgenkamp, wohnhaft in 4701 Eupen, Libermé 25, E. Ortman, wohnhaft in 4700 Eupen, Klinkeshöfchen 1A, O. Weber, wohnhaft in 4780 Sankt Vith, Malmedyer Straße 93, R. Schmidt, wohnhaft in 4700 Eupen, Langesthal 52, A. Bourseaux, wohnhaft in 4711 Lontzen, Hochstraße 13, die Rechtsanwaltskammer Eupen, mit Sitz in 4700 Eupen, Klötzerbahn 27, R. Lentz, wohnhaft in 4700 Eupen, Binsterweg 109, und E. Ohn, wohnhaft in 4700 Eupen, Aachener Straße 21.

c. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 2. August 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. August 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf teilweise Nichtigerklärung der Artikel 45 und 102 desselben Gesetzes: L. Stangherlin, wohnhaft in 4800 Verviers, rue Laoureux 16, und J.-M. Freres, wohnhaft in 4040 Herstal, boulevard Zénobe Gramme 174.

*II. Verfahren*

Durch Anordnungen vom 2. und 3. August 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der jeweiligen Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 22. September 1999 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 28. September 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Oktober 1999.

Der Ministerrat, rue de la Loi, 1000 Brüssel, hat mit am 12. November 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 29. Februar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1750, mit am 28. März 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1747, mit am 30. März 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- L. Stangherlin, einer der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1751, mit am 30. März 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 23. Dezember 1999 und 29. Juni 2000 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 30. Juli 2000 bzw. 30. Januar 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 30. Mai 2000 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsfähig erklärt und den Sitzungstermin auf den 21. Juni 2000 anberaumt, nachdem er die klagenden Parteien aufgefordert hat, sich auf der Sitzung zu der Frage zu äußern, ob die Zugehörigkeit der Korpschefs zum Hohen Justizrat mit den Aufgaben vereinbar ist, die sie unter anderem kraft der Artikel 259ter §§ 1 und 4, 259bis-14 § 2, 259bis-16 § 2 und 408bis des Gerichtsgesetzbuches erfüllen.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 30. Mai 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 20. Juni 2000 hat der Hof festgestellt, daß der gesetzmäßig verhinderte Richter H. Coremans als Mitglied der Besetzung durch den Richter M. Bossuyt ersetzt wurde.



Auf der öffentlichen Sitzung vom 21. Juni 2000

- erschienen

. RA A. Kittel und RA G. Zians, in Eupen zugelassen, für die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1750,

. RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassen, und RA P. Gérard, beim Kassationshof zugelassen, für die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1747,

. RA in C. Wijnants *loco* RA P. Peeters, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter P. Martens und E. De Groot Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Durch Anordnung vom 21. Dezember 2000 hat der Hof festgestellt, daß der gesetzmäßig verhinderte Richter E. Cerehe als Mitglied der Besetzung durch den Richter R. Henneuse ersetzt wurde, die Verhandlung wieder eröffnet und den Sitzungstermin auf den 10. Januar 2001 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 22. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 10. Januar 2001

- erschienen

. RA A. Kittel und RA G. Zians, in Eupen zugelassen, für die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1750,

. RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1747,

. RA in C. Wijnants *loco* RA P. Peeters, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter P. Martens und E. De Groot Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

*Hinsichtlich der Klage in der Rechtssache Nr. 1747*

*Standpunkt der Kläger*

A.1. Die Kläger beantragen zunächst die Nichtigerklärung des Wortteils «Berufs-« in Artikel 259*bis*-2 § 1 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches sowie die Nichtigerklärung von Artikel 259*bis*-3 § 2 Nr. 1 desselben Gesetzbuches. Sie sind allesamt stellvertretende Richter und vertreten die Auffassung, daß diese Bestimmungen sie unmittelbar und in ungünstigem Sinne betreffen, insofern diese sie daran hinderten, sich für die Quote der Magistrate bei Wahlen zum Hohen Justizrat zu bewerben und insofern in dem Fall, wo einer von ihnen vom Senat als einer der Nichtmagistrate bezeichnet würde, dieser auf seine Eigenschaft als stellvertretender Magistrat verzichten müßte.

A.2. In einem einzigen Klagegrund führen die Kläger an, daß die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstießen, insofern sie, wenn man sie verbinde, zur Folge hätten, daß die stellvertretenden Richter vollständig von jeder Beteiligung am Hohen Justizrat ausgeschlossen würden, sowohl als Wähler wie auch als Mitglieder, sowohl in der Quote der Magistrate als auch in derjenigen der Nichtmagistrate. Sie vertreten den Standpunkt, daß dieser Ausschluß ungerechtfertigt sei, da sie verpflichtet seien, in jedem Rechtszug entweder kollegial oder alleine zu tagen, bisweilen während ziemlich langer Zeitspannen. Sie sind der Auffassung, daß die eine oder die andere der beiden von ihnen angefochtenen Bestimmungen für nichtig erklärt werden müsse.

A.3. Die Kläger beantragen sodann die Nichtigerklärung von Artikel 21 Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, abgeändert durch dasjenige vom 22. Dezember 1998, wonach die Akte der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter der zuständigen Ernennungskommission für die Invorschlagbringung nur zugesandt werde, insofern alle einzelnen Stellungnahmen befürwortend ausfielen. Diesen Behandlungsunterschied zwischen diesen stellvertretenden Richtern und den anderen Bewerbern erachten sie als ungerechtfertigt, und sie erinnern an das Urteil des Hofes Nr. 56/99.

A.4. Sie fügen hinzu, daß die Nichtigerklärung des einzigen Wortes «alle» in der angefochtenen Bestimmung einen Text in Kraft lassen würde, der nicht der Tragweite der verkündeten Nichtigerklärung entspreche, und daß der gesamte Artikel 21 Absatz 3 für nichtig zu erklären sei, damit der Gesetzgeber den Text durch ein neues Gesetz anpassen könne.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.5. Der Ministerrat führt an, daß der Hof nicht zuständig sei, um eine Entscheidung des Verfassungsgebers zu ändern. Artikel 151 § 2 der Verfassung bestimme nämlich die Zusammensetzung des Hohen Justizrates, und aus den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung gehe hervor, daß der Verfassungsgeber sich mit der Weise einverstanden erklärt habe, in der der Gesetzgeber diese neue Verfassungsbestimmung auszuführen beabsichtigt habe. Dieselben Vorarbeiten zeigten, daß der Verfassungsgeber innerhalb des Hohen Justizrates eine Parität zwischen einerseits den Richtern und den Beamten der Staatsanwaltschaft und andererseits den Nichtmagistraten gewünscht habe, und diese Parität sei nur zu verwirklichen, wenn entschieden werde, ob die stellvertretenden Magistrate zu der einen oder der anderen Kategorie gehörten.

Der Ministerrat schlußfolgert aus einer Prüfung von Artikel 87 des Gerichtsgesetzbuches und von Artikel 151 der Verfassung, daß der Gesetzgeber durch Verwendung des Begriffs «Berufsmagistrat» im Sinne eines vollzeitig beschäftigten Magistrats gemäß der Entscheidung des Verfassungsgebers gehandelt habe.

Das gleiche gelte nach Auffassung des Ministerrates für die Unvereinbarkeit der Eigenschaft als stellvertretender Richter mit derjenigen eines Mitglieds des Hohen Justizrates, da der Verfassungsgeber sich im Laufe der Vorarbeiten zu Artikel 151 der Verfassung auf die vom Gesetzgeber vorgesehenen Unvereinbarkeiten bezogen habe.

A.6. Zur Hauptsache erwidert der Ministerrat, daß die Berufsmagistrate und die stellvertretenden Richter nicht zu vergleichbaren Kategorien von Personen gehörten, und zur Veranschaulichung seiner Argumentation zitiert er die Artikel 87, 102, 188, 192, 207*bis*, 293, 300, 331, 332 und 333 des Gerichtsgesetzbuches.

A.7. In bezug auf Artikel 259*bis*-3 § 2 Nr. 1 des Gerichtsgesetzbuches führt der Ministerrat an, daß dieser Artikel die Kläger nicht unmittelbar betreffe, da sie nur in dem Fall, wo ihre Bewerbung angenommen würde, als stellvertretende Richter zurücktreten müßten. Ein solcher Rücktritt wäre also die Folge einer bewußten Entscheidung in Kenntnis der Sachlage. Das gleiche gelte für die in Artikel 300 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen anderen Unvereinbarkeiten.

A.8. In bezug auf Artikel 21 Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches erklärt der Ministerrat unter Berücksichtigung des Urteils Nr. 56/99, sich nach dem Ermessen des Hofes zu richten.

*Erwiderungsschriftsatz der Kläger*

A.9. In bezug auf die Argumentation des Ministerrates zu den Artikeln 259bis-2 und 259bis-3 des Gerichtsgesetzbuches fechten die Kläger an, daß der Verfassungsgeber sich ausdrücklich zur Gleichstellung des Begriffes «Richter» mit dem Begriff «Berufsmagistrat» geäußert habe und daß er beabsichtigt habe, die stellvertretenden Richter von jeder Form der direkten oder indirekten Teilnahme an der Zusammensetzung des Hohen Justizrates auszuschließen.

A.10. In bezug auf die Begründetheit des Klagegrundes erwidern die Kläger, daß die erste Zielsetzung der Einsetzung des Hohen Justizrates darin bestehe, eine bessere Arbeitsweise der Justiz zu gewährleisten, insbesondere in bezug auf die Ernennung und Beförderung eines Richters, den Zugang zum Richteramt, die Ausbildung der Richter, Klagen bezüglich der Arbeitsweise des gerichtlichen Standes. Wenn man diese Zielsetzung berücksichtige, bestehe keinerlei Unterschied zwischen effektiven und stellvertretenden Magistraten, da beiden aufgetragen worden sei, auf der Grundlage gleicher Kriterien der Unabhängigkeit und Unparteilichkeit zu richten. Sie seien also eindeutig vergleichbar.

A.11. Überdies rechtfertige nach Auffassung der Kläger nichts, daß die stellvertretenden Magistrate ihre Funktionen täglich ausüben könnten, jedoch von jeder Teilnahme am Hohen Justizrat ausgeschlossen würden. Ihnen könne nicht entgegengehalten werden, daß dieser Ausschluß sich aus einer bewußten Entscheidung ihrerseits ergebe, da ein Bewerber, wenn er in der Quote der Nichtmagistrate gewählt werden wolle, *ipso facto* seine Eigenschaft als stellvertretender Richter verliere, und wenn er diese behalten wolle, weder als Wähler noch als wählbares Mitglied am Hohen Justizrat teilnehmen könne.

A.12. In bezug auf die zeitliche Auswirkung der von ihnen geforderten Nichtigerklärung richten sich die Kläger nach dem Ermessen des Hofes, fügen jedoch hinzu, daß diese Nichtigerklärung nur für die Zukunft gelten solle, das heißt für die nächsten Wahlen wirksam werden solle.

A.13. In bezug auf den neuen Artikel 21 Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 wiederholen die Kläger ihre Argumentation, fügen jedoch hinzu, daß die Nichtigerklärung *ab initio* mit vollständig rückwirkender Kraft verkündet werden müsse.

*Hinsichtlich der Klage in der Rechtssache Nr. 1750*

*Standpunkt der Kläger*

A.14. Die ersten siebzehn Kläger träten in ihrer Eigenschaft als Magistrate und als Privatpersonen, die sich der deutschen Sprache bedienten, vor Gericht auf. Sie sind der Meinung, sie hätten ein funktionelles Interesse daran, daß eventuelle Klagen beim Hohen Justizrat, die ihre Arbeit betrafen, sachgerecht bearbeitet würden und daß alle Entscheidungen des Hohen Justizrates auch in sprachlicher Hinsicht auf eine nicht diskriminierende Weise getroffen werden könnten.

A.15. Die Rechtsanwaltskammer Eupen, die achtzehnte klagende Partei, behauptet, sie sei von der Tätigkeit des Hohen Justizrates betroffen, insofern dieser Gutachten bezüglich der Funktionsweise des Gerichtswesens erteile. Im Rahmen von Ernennungen müsse ein Vertreter der Anwaltskammer ein schriftliches, begründetes Gutachten erteilen, welches aufgrund der Sprachengesetzgebung in deutscher Sprache erteilt werden müsse, wenn es von der Anwaltskammer Eupen ausgehe. Sie fügt hinzu, es müsse gewährleistet werden, daß dieses Gutachten gebührend beachtet werden könne.

A.16. Der neunzehnte Kläger, der Rechtsanwalt ist, bringt vor, daß Rechtsanwälte ein persönliches und berufliches Interesse daran hätten, daß die Akten, die die deutschsprachige Gerichtsbarkeit betrafen, korrekt bearbeitet werden könnten, da diese Rechtsanwälte in ihrem eigenen Namen oder im Auftrag von Mandanten veranlaßt sein könnten, Klagen beim Hohen Justizrat einzureichen. Er fügt hinzu, daß viele Stellen beim Gericht vorrangig mit Personen besetzt würden, die aus der Anwaltschaft stammten, und daß zugunsten der französisch- und niederländischsprachigen Anwaltschaft eine Vertretung im Hohen Justizrat vorgesehen sei.

A.17. Der zwanzigste Kläger ist der Meinung, daß jede Privatperson vom angefochtenen Gesetz betroffen sei und die effektive Möglichkeit erhalten müsse, ihre eigenen Angelegenheiten in effizienter Weise vor dem Hohen Justizrat vorzubringen, was das Interesse des Klägers rechtfertigen würde, als Privatperson vor Gericht aufzutreten.

A.18. Die Kläger sind der Auffassung, daß die von ihnen angefochtenen Bestimmungen von Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstießen.

A.19. Artikel 259bis-1 sei diskriminierend, insofern er nicht bestimme, daß ein Mitglied des niederländischsprachigen Kollegiums die Kenntnis der deutschen Sprache nachweisen müsse, da nur ein Mitglied des französischsprachigen Kollegiums diese Voraussetzung erfüllen müsse. Ein Bewerber um eine gerichtliche Funktion in Eupen, der sein Diplom in niederländischer Sprache erhalten habe, müsse aber die Befähigungsprüfung bestehen, die vom niederländischsprachigen Kollegium organisiert werde (Artikel 259bis-8 § 1). Es wird ebenfalls beanstandet, daß Artikel 259bis-1 nicht bestimme, wie der Beweis für die Sprachkenntnisse erbracht werden solle, und nicht angebe, welches Kenntnisniveau erforderlich sei. Die Kläger bestreiten, daß es genügen würde, wenn Dolmetscher herangezogen würden, und befürchten, daß das einzige Mitglied des Hohen Justizrates, das die deutsche Sprache verstehen würde, einen zu großen Einfluß auf die zu treffende Entscheidung hätte. Außerdem sei, da das einzige über Deutschkenntnisse verfügende Mitglied des Hohen Justizrates in der Ernennungskommission tagen müsse (Artikel 259bis-8 § 1), keine Vertretung der Deutschsprachigen in der Begutachtungskommission gesichert.

Die Diskriminierung liege - so die Kläger - darin, daß für die französischsprachigen und niederländischsprachigen Kandidaten die Sprache des Diploms in der Regel mit der Muttersprache übereinstimme, was die Ablegung der Prüfung erleichtere. Im öffentlichen Dienst könne ein deutschsprachiger Kandidat die Prüfung in deutscher Sprache ablegen. Dies sei auch bei der Eignungsprüfung und bei der Zulassungsprüfung zum Gerichtspraktikum der Fall gewesen. Es bestehe kein Grund, von dieser Praxis abzuweichen.

A.20. Artikel 259bis-2 des Gerichtsgesetzbuches wird vorgeworfen, daß er nicht gewährleiste, daß Kandidaten mit ausreichenden Deutschkenntnissen gewählt werden könnten, da überhaupt keine spezifische Regel vorgesehen sei, und zwar im Gegensatz zu dem, was unternommen werde, um die Chancengleichheit von Männern und Frauen zu gewährleisten. Angesichts der Verbreitung der deutschen Sprache, sowohl in juristischen Berufen als auch in den anderen Bereichen der Gesellschaft, dürfe es jedoch möglich gewesen sein, eine genügende Anzahl von Personen zu bestimmen, die diese Sprache beherrschten.

A.21. Artikel 259bis-4 § 4 sei diskriminierend, insofern er bestimme, daß jedes Mitglied in einer Kommission zu tagen habe, aber nicht vorsehe, daß das einzige deutschsprachige Mitglied in mehreren Kommissionen tagen könne. Die Diskriminierung werde dadurch bewirkt, daß in der Begutachtungskommission keine gesicherte Vertretung eines Mitglieds mit deutschen Sprachkenntnissen bestehe.

A.22. Artikel 259bis-4 § 5 wird vorgeworfen, daß er es dem deutschsprachigen Mitglied nicht erlaube, die deutsche Sprache als interne oder externe Arbeitssprache zu nutzen, wodurch das Erfordernis der Kenntnisse dieser Sprache jeden Sinn verliere. Außerdem sei die Präsenz eines einzigen Mitglieds mit Deutschkenntnissen in der mit der Vorbereitung und Organisation der Prüfungen beauftragten Kommission unzureichend, um eine Gleichbehandlung der deutschsprachigen Mitglieder zu gewährleisten, so daß das Prinzip der kollegialen Entscheidung «untergraben» werde.

A.23. Artikel 259bis-9 § 1, dem zufolge die Prüfung in der Sprache des Diploms abzulegen sei, sei diskriminierend, da nicht die Möglichkeit bestehe, ein Diplom in deutscher Sprache an einer belgischen Universität zu erwerben.

Interpretiere man diese Bestimmung jedoch in dem Sinne, daß sie implizit die Durchführung von Prüfungen und Auswahlverfahren in deutscher Sprache ermögliche, wobei sie lediglich die Anwesenheit eines einzigen Mitglieds, das diese Sprache beherrsche, vorsehe, so müsse - den Klägern zufolge - festgestellt werden, daß der Gesetzgeber nicht die notwendigen Voraussetzungen dafür geschaffen habe, daß ein Kandidat dort tatsächlich auch unter tragbaren Bedingungen geprüft werden könne.

Es sei außerdem nicht zu vertreten, daß die Anwesenheit eines Deutschsprachigen nicht in der niederländischsprachigen Kommission vorgeschrieben sei, denn dort könnte ein deutschsprachiger Kandidat die Prüfung ablegen.

Diese Situation weiche von dem ab, was in den Artikeln 428bis, 428ter und 428quater des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen sei, da die Fähigkeitsprüfung, die die Rechtsanwälte abzulegen hätten, von einem Staatsbürger eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union in deutscher Sprache abgelegt werden könne, und zwar vor einem gänzlich deutschsprachigen Gremium. Somit würden deutschsprachige Ausländer günstiger behandelt als deutschsprachige Belgier.

A.24. Artikel 259bis-11 sei - so die Kläger - diskriminierend, insofern er nicht bestimme, daß ein Mitglied der Begutachtungs- und Untersuchungskommission den Beweis der Kenntnisse der deutschen Sprache erbringen müsse.

A.25. Schließlich würden, da sich aus Artikel 259bis-15 ergebe, daß eine in deutscher Sprache verfaßte Klage nicht in dieser Sprache bearbeitet und beantwortet werde, die Rechte der deutschsprachigen Rechtssubjekte mißachtet, während kraft Artikel 4 der Verfassung diese Sprache Verfassungsschutz genieße.

#### *Standpunkt des Ministerrates*

A.26. Der Ministerrat ist der Ansicht, daß das von den Klägern angeführte Interesse sich nicht von jenem Interesse unterscheide, welches alle Deutschsprachigen daran hätten, daß der Gebrauch ihrer Sprache in Gerichtsangelegenheiten berücksichtigt werde; die angefochtenen Bestimmungen würden sich nicht unmittelbar auf ihre Rechtslage auswirken.

Die Rechtsanwaltskammer Eupen weise nicht das erforderliche Interesse auf, da die angefochtenen Bestimmungen nicht die Ausübung des Anwaltsberufs regeln würden.

A.27. Der Ministerrat vertritt den Standpunkt, daß eben Artikel 151 § 2 der Verfassung bestimme, daß der Hohe Justizrat ein Organ *sui generis* sei, welches sich aus einem französischsprachigen und einem niederländischsprachigen Kollegium zusammensetze. Der Verfassungsgeber habe beschlossen, daß die deutsche Sprache weder bei der Zusammensetzung noch bei der Arbeitsweise des Hohen Justizrates ein Kriterium darstellen würde. Er ruft Artikel 43 § 1 der Verfassung sowie das Urteil Nr. 90/94 des Hofes in Erinnerung. Er betont den Hinweis auf die angefochtenen Bestimmungen in deren Entwurfsphase während der Vorarbeiten zu Artikel 151 der Verfassung.

A.28. Bezüglich der Klagegründe vertritt der Ministerrat hauptsächlich die Auffassung, daß darin eine rein politische und organisatorische Entscheidung kritisiert werde, wobei es nicht Sache des Hofes sei, diese zu beurteilen, da die beanstandeten Unterschiede nicht unangemessen seien.

A.29. Hilfsweise weist der Ministerrat in bezug auf Artikel 259bis-1 § 3 Absatz 3 darauf hin, daß dieser keine Quote festlege, sondern eine Mindestanzahl, die überschritten werden könne. Er fügt hinzu, daß der Hohe Justizrat Sachverständige in Anspruch nehmen könne (Artikel 259bis-6 §§ 1 und 2), und somit auch Übersetzer, und daß er über Personal verfüge, deren Stellenplan und Sprachkader er festlege. Der Ministerrat zieht vergleichsweise Artikel 34 § 4 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof heran.

Hinsichtlich des Niveaus der Deutschkenntnisse hebt der Ministerrat hervor, daß Artikel 45bis des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten keine strengeren Vorschriften enthalte, was die Sprachkenntnisse der in Eupen ernannten Magistrate betreffe.

Hinsichtlich des Nichtvorhandenseins einer Vertretung im niederländischsprachigen Kollegium betont er, daß das französischsprachige Kollegium sich mit den deutschsprachigen Angelegenheiten befassen werde. Der vorgenannte Artikel 45bis bestimme außerdem, daß der Bewerber um ein gerichtliches Amt im Bezirk Eupen Kenntnisse der deutschen Sprache haben müsse und anhand seines Diploms nachweisen müsse, daß er die Prüfungen zum Erhalt des Diploms eines Lizentiaten der Rechte in französischer Sprache abgelegt habe bzw. Französischkenntnisse besitze.

A.30. In bezug auf Artikel 259bis-2 bezieht sich der Ministerrat auf seine allgemeinen Überlegungen zu sämtlichen Klagegründen und ruft in Erinnerung, daß die Deutschsprachige Gemeinschaft nicht einmal in der Abgeordnetenversammlung über einen Vertreter verfüge, während dort mindestens einer vorgesehen sei.

A.31. In bezug auf Artikel 259bis-8 § 1 ruft der Ministerrat seine allgemeine Argumentierung in Erinnerung und betont er, daß die Anzahl der Mitglieder im französischsprachigen Kollegium, die über Deutschkenntnisse verfügten, davon abhängen werde, wieviele Kandidaten sich bewerben würden.

A.32. Im Zusammenhang mit Artikel 259bis-4 § 5 wiederholt der Ministerrat, daß seiner Ansicht nach eben Artikel 151 § 2 Absatz 2 der Verfassung dadurch, daß darin vorgesehen sei, daß der Hohe Justizrat sich aus zwei Kollegien zusammensetze, deutlich angegeben habe, daß dort nur zwei Sprachen verwendet würden. Übrigens sei nicht auszuschließen, daß das deutschsprachige Mitglied während der Arbeiten der Kommissionen sich der deutschen Sprache bediene.

A.33. In bezug auf Artikel 259bis-9 § 1 Absatz 2 bezieht sich der Ministerrat auf seine bereits dargelegte Argumentierung und hält er den Vergleich mit den Artikeln 428bis und 428ter des Gerichtsgesetzbuches nicht für zweckdienlich, denn diese bezögen sich auf die Rechtsanwälte, die im Gegensatz zu den Richtern nicht dem Kriterium der Staatsangehörigkeit unterlägen.

A.34. In bezug auf Artikel 259bis-11 und Artikel 259bis-15 § 6 nimmt der Ministerrat Bezug auf seine früheren Argumente.

#### *Erwiderungsschriftsatz der Kläger*

A.35. Hinsichtlich der Zulässigkeit beharren die Kläger darauf, sie hätten ein Interesse an der Klageerhebung; sie halten die Bezugnahme des Ministerrates auf das Urteil Nr. 90/94 für inadäquat und bestreiten, daß sie eine Entscheidung des Verfassungsgebers kritisieren würden.

A.36. In der Sache selbst behaupten die Kläger hauptsächlich, daß sie nicht die Opportunität einer gesetzlichen Bestimmung beanstanden würden. Sie würden dem Gesetzgeber zum Vorwurf machen, daß er nicht der Schaffung deutschsprachiger Rechtsprechungsorgane Rechnung getragen habe, im Gegensatz zu dem, was in der Gesetzgebung über den Staatsrat und über den Schiedshof vorgesehen sei.

A.37. Hilfsweise erwidern sie in bezug auf Artikel 259bis-1, daß für die zukünftigen Eupener Magistrate eine Prüfung abgehalten werde, die dazu diene, nicht nur die Kenntnis der deutschen Sprache, sondern auch das Niveau dieser Kenntnis festzustellen, während für den Hohen Justizrat keine ähnliche Bestimmung vorgesehen sei. Die deutschsprachigen Belgier könnten keinen direkten Kontakt mit dem Hohen Justizrat haben, es sei denn, sie würden sich einer anderen Sprache bedienen, was weder von den französischsprachigen noch von den niederländischsprachigen Belgiern verlangt werde.

A.38. In bezug auf Artikel 259bis-2 machen die Kläger geltend, daß der Vergleich mit der Abgeordnetenkommission nicht stichhaltig sei, da die Bürger normalerweise keine direkten Kontakte mit der Abgeordnetenkommission hätten.

*Hinsichtlich der Klage in der Rechtssache Nr. 1751*

A.39. Die Kläger sind Präsident beziehungsweise Vizepräsident des Gerichts erster Instanz Eupen. Ersterer wurde 1950 geboren, letzterer 1951; sie behaupten, sie seien durch Artikel 102 §§ 1 und 2 des angefochtenen Gesetzes betroffen.

Ersterer, der seit 1988 Korpschef sei, sei durch die angefochtenen Bestimmungen betroffen, da er sowohl nach Ablauf von sieben Jahren als auch nach Ablauf von vierzehn Jahren nach ihrem Inkrafttreten noch die Altersvoraussetzungen für die Weiterführung seines Amtes bis 2017 erfüllen würde.

Letzterer, der 1988 in das Amt eines Vizepräsidenten eingesetzt worden sei, verliere diese Ernennung mit Inkrafttreten des Gesetzes. Er sei also unmittelbar benachteiligt, da er nunmehr dem Mechanismus der Drei-Jahres-Mandate mit spezifischer Evaluation unterliege und erst nach neun Jahren und einer abschließenden Beurteilung wieder in den Genuß einer definitiven Bezeichnung kommen würde.

Der erste Kläger ficht auch Artikel 259bis-3 an; dieser erlaube es einem Korpschef nicht, dem Hohen Justizrat anzugehören. Da er nicht die Absicht habe, von seinem Amt zurückzutreten, habe er auch das notwendige Interesse.

A.40. In bezug auf Artikel 102 §§ 1 und 2 des Gesetzes vom 22. Dezember 1998 behaupten die Kläger, die angefochtenen Bestimmungen seien unvereinbar mit Artikel 152 der Verfassung, der die Ernennung der Richter auf Lebenszeit vorschreibe; dieser könne nicht durch den neuen Artikel 151 abgeändert werden, und die vorzeitige und ohne ihr Einverständnis erfolgte Absetzung von auf Lebenszeit in ihre jeweiligen Ämter ernannten Richtern stelle eine Diskriminierung den übrigen Magistraten gegenüber dar, deren Ernennung auf Lebenszeit nicht rückgängig gemacht werde.

A.41. In einem zweiten Klagegrund fügen die Kläger hinzu, daß die angefochtene Bestimmung auf diskriminierende Weise gegen Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoße, da die angesprochenen Richtergruppen während ihrer im Prinzip unbefristeten Amtsausübung ohne irgendwelche ihnen persönlich anzulastenden Gründe auf dem Gesetzgebungswege aus ihrem Amt entfernt würden. Sie behaupten, die Maßnahme sei nicht notwendig gewesen und die neuen Regeln hätten auf die künftigen Ernennungen Anwendung finden sollen bzw. entweder das Einverständnis der Betroffenen oder eine Entfernung aus dem Amt aus rechtmäßigen Gründen vorsehen sollen.

A.42. Sie halten es für diskriminierend, daß nicht vorgesehen sei, daß die Korpschefs und die Inhaber beigeordneter Mandate nach dem Inkrafttreten des Gesetzes definitiv ernannt bleiben würden, so wie dies in Artikel 102 § 3 des Gesetzes für die definitiv ernannten Jugendrichter vorgesehen sei.

A.43. Hinsichtlich der zur Zeit im Amt befindlichen Inhaber beigeordneter Mandate, die ihr Amt nicht schon seit neun Jahren ausüben würden, bestehe eine schwerwiegende finanzielle Diskriminierung gegenüber den Korpschefs, den seit mehr als neun Jahren in Amt befindlichen Inhabern beigeordneter Mandate, den definitiv ernannt erachteten Jugendrichtern sowie den übrigen Magistraten, sofern ihnen die Beibehaltung der finanziellen Ausstattung ihres Amtes nicht gewährleistet werde, wenn sie nach Ablauf einer Drei-Jahres-Periode und anlässlich der abschließenden Evaluation nicht definitiv bezeichnet würden. Es sei nicht ersichtlich, warum der Gesetzgeber die Inhaber beigeordneter Mandate unterschiedlich behandle, je nachdem, ob sie seit neun Jahren oder weniger im Amt seien, und davon die endgültige Bezeichnung im neuen Mandatssystem abhängig mache, während keine ähnliche Regelung für die Korpschefs vorgesehen sei.

A.44. Der erste Kläger ficht ebenfalls Artikel 45 desselben Gesetzes an, der einen Artikel 259bis-3 in das Gerichtsgesetzbuch einfüge, sofern er die Korpschefs von der Mitgliedschaft im Hohen Justizrat ausschließe. Dieser Ausschluß sei diskriminierend. Eine eventuelle Überrepräsentierung der Korpschefs könnte verhindert werden, indem eine Maximalquote vorgesehen werde.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.45. Der Ministerrat stellt das Interesse der beiden Kläger in Abrede. Er behauptet, die Situation des ersten Klägers könne nicht durch die von ihm angefochtenen Bestimmungen beeinträchtigt werden.

In bezug auf Artikel 102 §§ 1 und 2 weist er darauf hin, daß der erste Kläger Magistrat des Sitzes sei und bleibe, daß er weiterhin sein Gehalt beziehe, sowie die mit seiner Funktion als Korpschef einhergehenden Gehaltserhöhungen, daß sein Mandat nach sieben Jahren verlängert werden könne und daß er sich um ein anderes Mandat als Korpschef bewerben könne.

In bezug auf Artikel 45 sei festzuhalten, daß der erste Kläger nur insofern davon betroffen sein könnte, als er beschließen würde, sich beim Hohen Justizrat zu bewerben; in diesem Fall hätte er zwischen seinem Amt und demjenigen als Mitglied des Hohen Justizrates zu wählen, und eben diese Wahl würde sich auf seine Situation auswirken.

A.46. Die Situation des zweiten Klägers werde genauso wenig beeinträchtigt, da er Magistrat des Sitzes und Vizepräsident bleibe, und die Bewertung «gut», wobei es keine Veranlassung zu der Annahme gibt, daß er sie nicht erhalten würde, werde zur sofortigen Verlängerung seines beigeordneten Mandats als Vizepräsident führen (Artikel 259undecies § 2).

A.47. Der Ministerrat wiederholt, daß er Hof nicht dafür zuständig sei zu beurteilen, ob die angefochtenen Bestimmungen gegen Artikel 152 der Verfassung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstießen, da nicht dargelegt worden sei, in welcher Hinsicht ihre Mißachtung eine Verletzung der Artikel 10, 11 oder 24 der Verfassung darstellen würde.

A.48. Der Ministerrat ruft die in den Vorarbeiten erwähnte Begründung von Artikel 151 an, insbesondere hinsichtlich der Vereinbarkeit des Mandatssystems mit Artikel 152.

A.49. In bezug auf Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention macht der Ministerrat geltend, daß diese Bestimmung nicht notwendigerweise eine Ernennung auf Lebenszeit impliziere, sondern vielmehr, daß die Dauer der Ernennung von vornherein festgelegt sei und nicht willkürlich beendet werden könne. Auf jeden Fall wird die Ernennung auf Lebenszeit nicht durch das neue System in Frage gestellt.

A.50. Im übrigen vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß die Kläger eine politische und organisatorische Entscheidung beanstandeten, deren Beurteilung nicht Sache des Hofes sei. Die Rechtsprechung des Hofes halte die zeitliche Aufeinanderfolge zweier Regeln nicht für diskriminierend und beinhalte keine Anerkennung des Bestehens wohlherworbener Rechte.

A.51. In bezug auf Artikel 259*bis*-3 ist der Ministerrat der Ansicht, daß diese Bestimmung unter Berücksichtigung von Artikel 323*bis* des Gerichtsgesetzbuches zu beurteilen sei, der durch Artikel 61 des angefochtenen Gesetzes eingeführt worden sei; dabei analysiert er die einschlägigen Vorarbeiten. Dieser Bestimmung zufolge verliere der Korpschef, der einen Auftrag annehme, sein Mandat als Korpschef. Er zitiert auch die Vorarbeiten zu Artikel 151 der Verfassung, denen zufolge das Mandatsprinzip die Ergreifung von Qualitätssicherungsmaßnahmen ermöglichen solle, und zwar im Hinblick auf eine Verbesserung der Funktionsweise der Rechtsprechungsorgane, wobei ebenfalls Managementtechniken eingeführt werden könnten.

*Erwiderungsschriftsatz des ersten Klägers*

A.52. Der erste Kläger wiederholt, daß die von ihm beanstandete Bestimmung dazu führe, daß er zu einem absehbaren Zeitpunkt sein Amt als Präsident verlieren werde, in das er auf Lebenszeit ernannt worden sei; der Umstand, daß er weiterhin Magistrat bleibe und sein Gehalt behalte, ändere nichts daran. Auch im Falle seine Wahl zum Mitglied des Hohen Justizrates würde er sein Amt verlieren, was diskriminierend sei.

A.53. Zur Hauptsache hebt der Kläger hervor, daß er eine Verletzung von Artikel 152 der Verfassung und von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention geltend mache, allerdings in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung. In bezug auf die Verletzung von Artikel 152 bezieht er sich auf eine Abhandlung des Professors Scholsem (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-1121/3, SS. 33 bis 39) sowie auf eine Note des Generalprokurators und des Ersten Präsidenten des Kassationshofes (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1674/4). Er wiederholt, daß die implizite und verfassungswidrige Abänderung von Artikel 152 durch den neuen Artikel 151 den Gesetzgeber bei der Umsetzung des Artikels 151 nicht zur Annahme einer verfassungswidrigen Norm habe ermächtigen können, während ihm andere, nicht diskriminierende Mittel zur Verfügung gestanden hätten.

A.54. Der Kläger weist das aus Artikel 323*bis* Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches abgeleitete Argument als nicht pertinent zurück und stellt fest, daß der Korpschef nicht gleichzeitig ein Amt innerhalb des Hohen Justizrates ausüben könne, was implizit bedeute, daß man diesem Korpschef gegenüber ein ungerechtfertigtes Mißtrauen an den Tag lege.

- B -

*Hinsichtlich der Klage in der Rechtssache Nr. 1747*

*Was die Artikel 259bis-2 § 1 und 259bis-3 § 2 Nr. 1 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches betrifft*

B.1. Artikel 259*bis*-2, der durch Artikel 45 des angefochtenen Gesetzes vom 22. Dezember 1998 in das Gerichtsgesetzbuch eingefügt wurde, betrifft die Bezeichnung der Mitglieder des Hohen Justizrates, der durch Artikel 151 § 2 der Verfassung eingesetzt wurde. Artikel 259*bis*-2 behandelt in seinem ersten Paragraphen die Wahl der zu den Magistraten gehörenden Mitglieder und in Paragraph 2 der nicht zu den Magistraten gehörenden Mitglieder durch den Senat.

Die angefochtene Bestimmung ist der erste Absatz des ersten Paragraphen, der besagt:

«Die Magistrate werden in direkter und geheimer Wahl unter den im aktiven Dienst stehenden Berufsmagistraten durch ein niederländischsprachiges und ein französischsprachiges Wahlkollegium gewählt, die sich aus Magistraten der Sprachrolle, die derjenigen ihrer Ernennung entspricht, zusammensetzen.»

Die Kläger beantragen beim Hof die Nichtigerklärung des Wortteils «Berufs-».

B.2. Artikel 259*bis*-3 § 2 besagt:

«Während der Dauer des Mandats ist die Zugehörigkeit zum Hohen Justizrat nicht vereinbar mit der Ausübung:

1. eines Amtes als stellvertretender Magistrat;
2. eines durch Wahlen vergebenen öffentlichen Mandats;
3. eines öffentlichen Amtes politischer Art;
4. eines Mandats als Korpschef.»

Die Kläger beantragen die Nichtigerklärung von Nr. 1 dieser Bestimmung.

B.3. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß der Hof nicht dafür zuständig sei, über die Klage zu befinden. Er führt an, daß die Kläger eine Entscheidung des Verfassungsgebers bemängelten, die im Text von Artikel 151 der Verfassung oder zumindest in dessen Vorarbeiten ausgedrückt sei, wobei der Verfassungsgeber sich mit der Weise, in der der Gesetzgeber Artikel 151 § 2 auszuführen beabsichtigt habe, insbesondere durch die angefochtenen Bestimmungen, die der Verfassungsgeber zum Zeitpunkt der Annahme von Artikel 151 gekannt habe, einverstanden erklärt habe.

B.4. Artikel 151 § 2 der Verfassung besagt:

«Es gibt für ganz Belgien einen Hohen Justizrat. Der Hohe Justizrat respektiert bei der Ausübung seiner Befugnisse die in § 1 erwähnte Unabhängigkeit.

Der Hohe Justizrat setzt sich aus einem französischsprachigen und einem niederländischsprachigen Kollegium zusammen. Jedes Kollegium umfaßt eine gleiche Anzahl Mitglieder und ist paritätisch zusammengesetzt einerseits aus Richtern und Mitgliedern der Staatsanwaltschaft, die unter den Bedingungen und in der Weise, die das Gesetz festlegt, unmittelbar von ihres gleichen gewählt werden, und andererseits aus anderen Mitgliedern, die vom Senat mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen unter den Bedingungen, die das Gesetz festlegt, ernannt werden.

[...]»

B.5. Diese Bestimmung legt zwar die Parität zwischen den Magistraten und den Nichtmagistraten fest, doch sie enthält keinerlei Hinweis darauf, ob der Verfassungsgeber nur die Berufsmagistrate gemeint hat oder ob er die stellvertretenden Magistrate darin einzubeziehen gedachte. Erst in Artikel 259*bis*-2 § 1 Absatz 1 taucht zum ersten Mal der Wortteil auf, dessen Nichtigerklärung die Kläger beantragen.

B.6. Obwohl während der Debatten, die der Änderung von Artikel 151 der Verfassung vorausgegangen sind, erwähnt wurde, daß diese Bestimmung «zusammen mit dem Vorschlag», der zum angefochtenen Gesetz geworden ist, zu lesen ist (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1675/1, S. 2; Nr. 1677/1, S. 114), hat der Verfassungsgeber den Gesetzgeber dennoch ermächtigt, die Bedingungen festzulegen, unter denen sowohl die Wahl der Magistrate als auch die Ernennung der Nichtmagistrate erfolgt. Die von den Klägern angefochtene normgebende Bestimmung ist also in dem Gesetz enthalten, mit dem der Gesetzgeber von der ihm erteilten Ermächtigung Gebrauch gemacht hat.

Daraus ergibt sich, daß der Hof befugt ist, über die Klage zu befinden.

B.7. Die Rolle der stellvertretenden Richter wird in Artikel 87 des Gerichtsgesetzbuches wie folgt beschrieben:

«Es gibt stellvertretende Richter am Gericht erster Instanz, am Arbeitsgericht und am Handelsgericht; sie haben nicht die üblichen Funktionen und werden ernannt, um zeitweise entweder Richter oder Mitglieder der Staatsanwaltschaft im Falle der Verhinderung zu ersetzen.»

Stellvertretende Richter können ebenfalls am Sitz der Friedensgerichte und der Polizeigerichte ernannt werden (Artikel 64 des Gerichtsgesetzbuches).

B.8. Um als stellvertretender Richter ernannt werden zu können, muß man Doktor oder Lizentiat der Rechte sein und während mindestens fünf Jahren in der Anwaltschaft tätig gewesen sein, ein gerichtliches Amt oder das Amt als Notar oder ein Amt als Staatsrat, Auditor, beigeordneter Auditor, Referent beim Kassationshof, Referent, beigeordneter Referent beim Staatsrat oder ein Amt als Referent beim Schiedshof oder ein Amt als Referent oder Parkettjurist bei den Appellationshöfen und den Gerichten erster Instanz, oder akademische oder rechtswissenschaftliche Funktionen ausgeübt haben (Artikel 192 des Gerichtsgesetzbuches). Die gleichen Bedingungen werden auferlegt für die Ernennung zum stellvertretenden Friedensrichter, wobei der Bewerber außerdem wenigstens dreißig Jahre alt sein muß (Artikel 188 des Gerichtsgesetzbuches).

B.9. Die stellvertretenden Richter üben ihr Amt unter den gleichen Bedingungen wie die Berufsmagistrate aus, und sie müssen die gleichen Anforderungen in bezug auf Unparteilichkeit und Unabhängigkeit erfüllen. Sie unterliegen denselben Disziplinarregeln und unterstehen den gleichen Disziplinarbehörden wie die effektiven Magistrate (Artikel 413 des Gerichtsgesetzbuches). Sie werden direkt vor den Appellationshof geladen, genauso wie die Berufsmagistrate, wenn sie einer Straftat in der Ausübung ihres Amtes (Artikel 483 des Strafgesetzbuches) oder außerhalb ihres Amtes (Artikel 479 des Strafgesetzbuches) angeklagt werden.

B.10. Wenngleich die stellvertretenden Richter großteils und in wesentlichen Aspekten den Berufsmagistraten gleichgestellt werden, unterscheidet sich ihr Statut von demjenigen der letzteren, insofern sie meistens hauptberuflich den Beruf als Anwalt oder als Notar ausüben. Artikel 300 des Gerichtsgesetzbuches unterwirft sie den gleichen Unvereinbarkeiten wie die Berufsmagistrate, sieht jedoch eine Ausnahme vor für «die Ausübung der Berufe als Rechtsanwalt und als Notar und die Tätigkeiten, die diese ihnen erlauben».

B.11. Aufgrund dieses Unterschieds im Statut konnte der Gesetzgeber, ohne gegen den Gleichheitsgrundsatz zu verstoßen, davon ausgehen, daß in einem paritätisch aus Magistraten und Nichtmagistraten zusammengesetzten Kollegium nur die Berufsmagistrate Wähler und wählbar sein würden bei Wahlen zur Bezeichnung der Richter und der Beamten der Staatsanwaltschaft, die innerhalb des Hohen Justizrates tagen würden. Dieser Ausschluß ist um so mehr gerechtfertigt, als insbesondere zu den Personen, die der Senat als nicht zu den Magistraten gehörende Mitglieder ernennen kann, aufgrund von Artikel 259bis-1 § 3 Nr. 1 wenigstens vier Rechtsanwälte gehören.

B.12. Umgekehrt ist die Unvereinbarkeit der Zugehörigkeit zum Hohen Justizrat mit der Ausübung eines Amtes als stellvertretender Richter nicht vernünftig gerechtfertigt. Der bloße Umstand, daß der Verfassungsgeber in den Vorarbeiten zu Artikel 151 auf die vom Gesetzgeber vorgesehenen Unvereinbarkeiten Bezug genommen hat (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1675/1, S. 6) und daß die bemängelte Unvereinbarkeit bereits in der ursprünglichen Fassung der angefochtenen Bestimmung vorgesehen war, genügt nicht zur Rechtfertigung dessen, daß eine vom Senat ernannte Person, die außerdem stellvertretender Richter ist, verpflichtet wird, von diesem Amt zurückzutreten, um im Hohen Justizrat tagen zu können. Diesem wird also die Mitarbeit von Personen vorenthalten, die neben ihrer Erfahrung als Rechtsanwalt auch über die Erfahrung verfügen, die sich aus der gelegentlichen Ausübung ihrer gerichtlichen Ämter ergibt.

B.13. Nummer 1 in Artikel 259bis-3 § 2 des Gerichtsgesetzbuches ist also für nichtig zu erklären.

B.14. Die beantragte Nichtigerklärung hätte unverhältnismäßige Auswirkungen, wenn sie es ermöglichen würde, die derzeitige Zusammensetzung des Hohen Justizrates und die Gesetzmäßigkeit seiner Handlungen in Frage zu stellen. Daher ist es angebracht, so wie es die Kläger im übrigen in ihrem Erwidierungsschriftsatz anregen, der Nichtigerklärung nur für die Zukunft eine Wirkung zu verleihen.

Aufgrund von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof ist die Wirkung der angefochtenen Bestimmung bis zu den nächsten durch den Senat vorzunehmenden Ernennungen aufrechtzuerhalten.

*Was Artikel 21 Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, abgeändert durch Artikel 89 des Gesetzes vom 22. Dezember 1998, betrifft*

B.15. Artikel 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten behandelt in seinen Absätzen 2, 3 und 4 die Bedingungen und die Modalitäten bezüglich der stellvertretenden Richter, die sich um eine Ernennung zum effektiven Magistrat bewerben. Absatz 2 besagt in der Fassung, die sich aus der mit dem angefochtenen Gesetz eingeführten Abänderung ergibt:

«Die stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden sind, und die stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden sind, denen aber wegen Unvereinbarkeit ein ehrenvoller Rücktritt bewilligt worden ist, gelten als Absolventen der in Artikel 259bis-9 desselben Gesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung.»

B.16. In dem vor der Schaffung des Hohen Justizrates bestehenden Ernennungssystem mußte der Justizminister, bevor er die Ernennungen vornahm, eine Stellungnahme des Ausschusses für den Amtsbereich, in dem die Ernennung erfolgen sollte, einholen (ehemaliger Artikel 259ter § 1 des Gerichtsgesetzbuches).

B.17. Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 hatte Absatz 2 dieses Artikels 21 ergänzt, der dann besagte:

«Beim Vorschlag zur Ernennung in die in den Artikeln 187, 188, 190 bis 194, 207 § 2, 208 und 209 des Gerichtsgesetzbuches genannten Ämter berücksichtigt der Justizminister hinsichtlich der oben genannten stellvertretenden Richter nur diejenigen, über die der Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben hat.»

In seinem Urteil Nr. 56/99 vom 26. Mai 1999 hat der Hof den Standpunkt vertreten, daß das Erfordernis der Einstimmigkeit weder sachdienlich sei noch im Verhältnis zur Zielsetzung stehe, und er hat das Wort «einstimmig» in der obenerwähnten Bestimmung für nichtig erklärt.

B.18. Das angefochtene Gesetz hat Artikel 259ter § 1 abgeändert, der nunmehr bestimmt, daß der Justizminister, bevor der König die Ernennung vornimmt, die Stellungnahme des Korpschefs der aufnehmenden Gerichtsbarkeit und der Herkunftsgerichtsbarkeit sowie eines Vertreters der Anwaltschaft einholt.

B.19. Dasselbe Gesetz hat in Artikel 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 einen Absatz 3 eingefügt, der besagt:

«Die Akte der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter wird der zuständigen Ernennungskommission nur zur Invorschlagbringung übermittelt, wenn alle einzelnen Stellungnahmen befürwortend sind.»

B.20. Da davon ausgegangen wird, daß die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter die in Artikel 259bis-9 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehene Prüfung der beruflichen Eignung bestanden haben, ist es nicht unvernünftig, ihre Ernennung von Beurteilungen durch qualifizierte Personen abhängig zu machen.

B.21. Indem der Gesetzgeber jedoch verlangt hat, daß alle Stellungnahmen befürwortend sind, damit die Akte eines dieser stellvertretenden Richter der Ernennungskommission unterbreitet wird, hat er eine Maßnahme ergriffen, die weder sachdienlich ist noch im Verhältnis zur Zielsetzung steht.

B.22. Im Gegensatz zum Erfordernis einer befürwortenden oder sehr befürwortenden Stellungnahme bietet das Erfordernis der Einstimmigkeit der abgegebenen Stellungnahmen hinsichtlich der beruflichen Qualitäten der ernannten Personen nämlich keine Garantie, die das Risiko rechtfertigt, das dadurch entsteht, daß jeder einzelnen Person, die eine Stellungnahme abgibt, ein Vetorecht gewährt wird.

B.23. Daraus ergibt sich, daß die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter auf diskriminierende Weise behandelt werden im Vergleich zu den anderen Bewerbern um ein gerichtliches Amt.

B.24. Absatz 3 des obenerwähnten Artikels 21 ist also für nichtig zu erklären.

*Hinsichtlich der Klage in der Rechtssache Nr. 1750*

*Was das Interesse betrifft*

B.25. Die ersten sechzehn Kläger sind Berufsmagistrate, die erklären, aufgrund ihrer Berufstätigkeit vor Gericht aufzutreten, die sie entweder beim Appellationshof Lüttich oder innerhalb von Rechtsprechungsorganen mit Sitz in Eupen, in Verviers und Eupen oder, was den sechzehnten Kläger betrifft, in Sankt Vith ausüben. Der siebzehnte Kläger handelt in seiner Eigenschaft als stellvertretender Richter beim Gericht erster Instanz Eupen. Die achtzehnte klagende Partei ist die Rechtsanwaltskammer Eupen, der neunzehnte Kläger ein Rechtsanwalt mit Wohnsitz in Eupen, der zwanzigste Kläger ein Doktor der Rechte mit Wohnsitz in Eupen.

Die ersten siebzehn Kläger erklären ferner, in ihrer Eigenschaft als Privatpersonen, die sich der deutschen Sprache bedienen, vor Gericht aufzutreten.

B.26. Die ersten siebzehn Kläger weisen in ihrer Eigenschaft als Magistrate und als stellvertretende Richter ein ausreichendes Interesse nach, Bestimmungen über ein Organ anzufechten, das eine bedeutende Rolle in der Laufbahn der Magistrate spielen soll, insofern sie anführen, daß dieses Organ in deutscher Sprache aufgestellte Akten, die sie betreffen könnten, nicht ordnungsgemäß behandeln könne.

B.27. Die Rechtsanwaltskammer Eupen, eine dem Spezialitätsprinzip unterworfenen Einrichtung, deren Aufgaben durch Gesetz festgelegt sind, kann das erforderliche Interesse nur nachweisen, wenn sie Bestimmungen anführt, die sich auf die ihr einschränkend durch die Artikel 455 bis 471 des Gerichtsgesetzbuches zugewiesenen Aufgaben beziehen.

Die angefochtenen Bestimmungen betreffen Rechtsanwälte, insofern sie sich auf die Organisation des gerichtlichen Standes, auf dessen Arbeitsweise und auf dessen Kontrolle beziehen. Sie regeln jedoch nicht die Ausübung des Berufes als Rechtsanwalt und betreffen keineswegs die Berufsethik und die Disziplin der Rechtsanwälte.

Die Rechtsanwaltskammer Eupen kann also lediglich ein indirektes Interesse geltend machen. Ihre Klage ist unzulässig.

B.28. Der neunzehnte und der zwanzigste Kläger könnten nur eventuell und indirekt von der Arbeitsweise des Hohen Justizrates betroffen sein. Die Zulässigkeit einer solchen Klage anzuerkennen, würde bedeuten, daß man die Popularklage zulassen würde, was der Verfassungsgeber nicht gewollt hat. Das gleiche gilt für die anderen Kläger, insofern sie erklären, als Privatpersonen vor Gericht aufzutreten, die sich der deutschen Sprache bedienen.

B.29. Die Klage ist nur insofern zulässig, als sie durch die ersten siebzehn Kläger eingereicht worden ist, und nur insofern, als diese ihre Eigenschaft als Magistrate geltend machen.

*Was die Zuständigkeit des Hofes betrifft*

B.30. Der Ministerrat führt an, daß der Verfassungsgeber dadurch, daß er in Artikel 151 § 2 Absatz 2 der Verfassung festgelegt habe, daß der Hohe Justizrat, ein Organ *sui generis*, sich aus einem französischsprachigen Kollegium und einem niederländischsprachigen Kollegium zusammensetze, selbst entschieden habe, daß Deutsch weder für die Zusammensetzung noch für die Arbeitsweise des Hohen Justizrates ein Kriterium darstelle.

Er fügt hinzu, daß Artikel 151 vom Verfassungsgeber angenommen worden sei, obwohl er den Gesetzesvorschlag, der die angefochtene Bestimmung enthalten habe, gekannt habe, daß in den Vorarbeiten hervorgehoben werde, daß der Vorschlag zur Revision von Artikel 151 im Zusammenhang mit diesem Gesetzesvorschlag habe gelesen werden müssen, und daß der Verfassungsgeber somit sein Einverständnis mit der Weise erteilt habe, auf die der Gesetzgeber beabsichtigt habe, Artikel 151 der Verfassung auszuführen.

B.31. Aus dem obenerwähnten Artikel 151 § 2 der Verfassung kann nicht abgeleitet werden, daß der Verfassungsgeber, weil er sich nicht selbst um die Interessen der deutschsprachigen Magistrate gekümmert habe, implizit dem Gesetzgeber aufgefordert hätte, sie nicht zu berücksichtigen.

Aus einem Stillschweigen des Verfassungsgebers oder seiner angeblich zuvor erteilten Zustimmung zu einem Gesetz vor dessen Annahme kann ebenfalls kein Argument abgeleitet werden mit der Schlußfolgerung, dieses Gesetz sei eine Norm von Verfassungswert, die sich der Zuständigkeit des Hofes entziehe.

Die von den Klägern beanstandeten Bestimmungen sind ausschließlich in Gesetzestexten enthalten. Es handelt sich also um Normen, deren Verfassungsmäßigkeit der Hof, wenn er damit befaßt wird, prüfen muß, da er sonst die Zuständigkeit mißachten würde, die ihm Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof verleiht.

B.32. Die Einrede der Unzuständigkeit wird abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

B.33. Wegen der Unzulässigkeit der Klage, insofern sie durch Personen eingereicht wurde, die sich auf ihre Eigenschaft als Privatperson oder als Rechtsanwalt berufen, werden die Klagegründe nur insofern geprüft, als darin Diskriminierungen zum Nachteil der deutschsprachigen Magistrate angeführt werden.

B.34. Der erste Beschwerdegrund der Kläger ist gegen Artikel 259bis-1 des Gerichtsgesetzbuches gerichtet. Sie bemängeln, daß dieser verlange, daß nur ein Mitglied des französischsprachigen Kollegiums die Kenntnis der deutschen Sprache nachweise, daß er nicht die gleiche Anforderung in bezug auf das niederländischsprachige Kollegium enthalte, daß er nicht vorsehe, wie der Nachweis der Sprachkenntnis zu erbringen sei, und daß er nicht beschreibe, welches Niveau diese Kenntnis haben müsse.

B.35. Die durch Artikel 151 § 2 der Verfassung dem Hohen Justizrat erteilten Aufgaben setzen nicht voraus, daß unter seinen Mitgliedern eine Vertretung aller Kategorien von Magistraten gewährleistet sein muß. Der Verfassungsgeber hat eine Parität zwischen Niederländischsprachigen und Französischsprachigen verlangt, und das angefochtene Gesetz gewährleistet, daß zur Gruppe der Magistrate in jedem Kollegium wenigstens ein Mitglied eines Hofes oder der Staatsanwaltschaft bei einem Gerichtshof, ein Mitglied des Sitzes, ein Mitglied der Staatsanwaltschaft und ein Mitglied je Amtsbereich des Appellationshofes gehört. Er hat somit jegliche andere geographische Beteiligung als diejenige, die durch das letztgenannte Erfordernis vorgesehen ist, ausgeschlossen und im übrigen auf die aus der Wahl hervorgehenden Gleichgewichte vertraut. Eine garantierte Vertretung der Magistrate, die ihr Amt im Gerichtsbezirk Eupen ausüben, hätte dieses Gleichgewicht aufgehoben und eine Diskriminierung zum Nachteil der Magistrate der anderen Bezirke mit sich gebracht.

B.36. Es trifft zu, daß ein objektiver Unterschied besteht zwischen einerseits den Magistraten, die ihr Amt im Gerichtsbezirk Verviers und Eupen oder im Appellationshof Lüttich ausüben, wenn Deutsch die Verfahrenssprache ist, und andererseits den Magistraten, die ihr Amt in anderen Bezirken ausüben; nur die ersteren müssen die Kenntnis der deutschen Sprache nachweisen.

Um zu beurteilen, in welchem Maße dieser Unterschied zu berücksichtigen ist, konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise den Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten Rechnung tragen.

B.37. Diesbezüglich stellt der Hof fest, daß im Gerichtsbezirk Eupen niemand zum Magistrat ernannt werden kann, «wenn er nicht die Kenntnis der deutschen Sprache nachweist und wenn er nicht außerdem durch sein Diplom nachweist, daß er die Prüfungen zur Lizenz der Rechte in französischer Sprache abgelegt hat oder wenn er nicht die Kenntnis der französischen Sprache nachweist» (Artikel 45bis § 1). Ebenso muß ein Bewerber, um in einer Gerichtsfunktion beim Appellationshof Lüttich ernannt zu werden, durch sein Diplom nachweisen, daß er die Prüfungen zum Doktorat oder zur Lizenz der Rechte in französischer Sprache abgelegt hat, wobei außerdem mindestens sechs Richter die Kenntnis der deutschen Sprache nachweisen müssen (Artikel 43bis § 1). Schließlich müssen, was die Rechtsprechungsorgane des Gerichtsbezirks Verviers betrifft, gewisse Magistrate die Kenntnisse der deutschen Sprache nachweisen (Artikel 45bis § 2), aber sie müssen alle die Prüfungen zum Doktorat oder zur Lizenz der Rechte in französischer Sprache abgelegt haben (Artikel 43 § 1 Absatz 1 in Verbindung mit Artikel 1).

B.38. Daraus ergibt sich, daß alle Magistrate der Kategorie, der die Kläger angehören, die französische Sprache beherrschen und daß nicht davon auszugehen ist, daß sie Schwierigkeiten bei der Kommunikation mit den französischsprachigen Mitgliedern des Hohen Justizrates hätten.

B.39. Eben unter Berücksichtigung der tatsächlichen Lage der deutschsprachigen Magistrate, so wie sie sich aus den obenerwähnten Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten ergibt, sind die Beschwerden der Kläger zu prüfen.

B.40. Artikel 255bis-1 sieht vor, daß der Hohe Justizrat ein niederländischsprachiges Kollegium und ein französischsprachiges Kollegium aus jeweils 22 Mitgliedern umfaßt, von denen eine Hälfte Magistrate und eine Hälfte Nichtmagistrate sind. Im letzten Absatz besagt er:

«Mindestens ein Mitglied des französischsprachigen Kollegiums muß die Kenntnis der deutschen Sprache nachweisen.»

B.41. Aus dieser Bestimmung kann nicht abgeleitet werden, daß die Magistrate, die ihr Amt ganz oder teilweise in deutscher Sprache ausüben haben, nicht von den Mitgliedern des Hohen Justizrates verstanden werden könnten oder daß die diese Magistrate betreffenden Akten nicht ordnungsgemäß von ihm behandelt werden könnten.

Die deutschsprachigen belgischen Magistrate haben ihr Diplom in französischer Sprache erhalten, so daß es nicht unvernünftig ist, von nur einem Mitglied des französischsprachigen Kollegiums die Kenntnis des Deutschen zu verlangen. Schließlich ist es selbstverständlich, daß der Hohe Justizrat die in Deutsch verfaßten Unterlagen wird zur Kenntnis nehmen müssen, indem er bei Bedarf auf Dolmetscher oder Übersetzer zurückgreift.

B.42. Der Hof stellt fest, daß Artikel 73 § 3 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat die ausreichende Kenntnis des Deutschen nur von einem Staatsrat, einem Kanzler und zwei Auditoren verlangt, daß Artikel 34 § 4 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Kenntnis des Deutschen nur von einem Mitglied des Hofes verlangt und daß in bezug auf den Kassationshof keine Auflage festgelegt ist. Diese Bestimmungen haben diese Rechtsprechungsorgane nie daran gehindert, Plädoyers auf Deutsch anzuhören, Schlußanträge oder Schriftsätze, die in dieser Sprache verfaßt sind, zur Kenntnis zu nehmen und jedesmal, wenn das Gesetz es ihnen vorschreibt, Entscheidungen in Deutsch zu verkünden.

B.43. Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise davon ausgehen, daß es angebracht ist, in bezug auf den Hohen Justizrat eine ähnliche Bestimmung zu beschließen wie diejenigen, die auf die drei höchsten Rechtsprechungsorgane, deren territoriale Zuständigkeit sich auf ganz Belgien erstreckt, Anwendung finden.

B.44. Das Gesetz legt zwar nicht das Niveau der erforderlichen Kenntnis und die Weise des Nachweises fest. Es obliegt den für die Ausführung des Gesetzes zuständigen Behörden, vorkommendenfalls dessen Anwendungsmodalitäten festzulegen, ohne daß zu vermuten wäre, daß sie dies auf diskriminierende Weise täten.

B.45. Die Kläger kritisieren ebenfalls Artikel 259bis-2. Diese Bestimmung beschreibt, wie die Magistrate gewählt werden und nach welchem Verfahren die Nichtmagistrate vom Senat ernannt werden. Sie bemängeln, daß diese Bestimmung nicht gewährleiste, daß Bewerber, die tatsächlich eine ausreichende Kenntnis des Deutschen besäßen, ausgewählt werden könnten.

B.46. Die Kläger üben Kritik an Artikel 259bis-4 § 4, der besagt:

«Jedes Mitglied des Hohen Rates tagt in einer der Kommissionen der Kollegien.

Jedes Kollegium bestimmt die Mitglieder seiner Kommissionen mit Zweidrittelmehrheit der Stimmen seiner Mitglieder.»

Sie betrachten diese Bestimmung als diskriminierend, insofern nicht vorgesehen sei, daß das einzige Mitglied, das die Kenntnis der deutschen Sprache nachweisen müsse, in mehreren Kommissionen tagen könne.



B.47. Die Kläger fechten Artikel 259bis-4 § 5 an, der besagt:

«Das niederländischsprachige Kollegium und seine Kommissionen verrichten ihre Tätigkeiten in Niederländisch. Das französischsprachige Kollegium und seine Kommissionen verrichten ihre Tätigkeiten in Französisch.

Die Generalversammlung und die vereinigten Kommissionen verrichten ihre Tätigkeiten in Niederländisch und Französisch. Die Mitglieder benutzen dabei die Sprache des Kollegiums, dem sie angehören.

Der Hohe Rat trifft die erforderlichen Maßnahmen für die Übersetzung.»

Sie sind der Auffassung, daß das Mitglied des Hohen Justizrates, das die Kenntnis der deutschen Sprache nachweise, sie nicht in den Arbeiten des Rates benutzen könne und daß man sich im übrigen fragen könne, welchen Sinn diese Anforderung habe.

B.48. Mit den unter B.45, B.46 und B.47 zusammengefaßten Beschwerden bemängeln die Kläger nicht die darin erwähnten Bestimmungen, sondern eine Unterlassung seitens des Gesetzgebers.

Diese Beschwerden wiederholen in einer anderen Darlegungsform die Beschwerden, die unter B.34 bis B.44 geprüft und abgewiesen wurden. Aus den gleichen Gründen, wie sie darin dargelegt sind, können diese Beschwerden nicht angenommen werden.

B.49. Die Kläger üben Kritik an Artikel 259bis-9 § 1 Absatz 2, der besagt:

«Die Prüfung der beruflichen Eignung und die Auswahlprüfung zur Zulassung zum Gerichtspraktikum dienen zur Beurteilung der notwendigen Reife und Fähigkeiten für die Ausübung des Amtes als Magistrat und werden in der Sprache des Diploms des Bewerbers als Doktor oder Lizentiat der Rechte durchgeführt.»

Sie vertreten den Standpunkt, daß diese Bestimmung diskriminierend sei, weil die deutschsprachigen Bewerber sich nicht ihrer Muttersprache bedienen könnten. Sie fügen hinzu, selbst wenn diese Bestimmung so ausgelegt werden können, daß sie die Durchführung der Prüfungen und Auswahlverfahren in deutscher Sprache erlaube, reiche die Anwesenheit eines einzigen Deutschsprachigen innerhalb des Hohen Justizrates nicht aus, um sie ordnungsgemäß zu organisieren.

B.50. Indem der Gesetzgeber vorgesehen hat, daß die Prüfung und das Auswahlverfahren in der Sprache des Diploms durchgeführt werden, hat er eine Maßnahme ergriffen, die mit den unter B.37 erwähnten Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten im Einklang steht.

Die siebzehn Kläger, die alle Berufsmagistrate sind, führen nicht an, inwiefern die Kategorie von Personen, zu der sie gehören, durch Bestimmungen über Prüfungen, die sie nicht abzulegen brauchen, diskriminiert würde. Ihr Verweis auf die Artikel 428bis und 428ter des Gerichtsgesetzbuches ist nicht sachdienlich, denn diese betreffen die Prüfungen, denen die Rechtsanwälte aus einem Mitgliedstaat der Europäischen Union unterliegen, die sich frei bewegen und in anderen Ländern der Union müssen niederlassen können. Dies ist nicht der Fall für die Magistrate, die nur Zugang zu ihren Ämtern haben können, wenn sie die belgische Staatsangehörigkeit besitzen.

B.51. Die Kläger üben Kritik an Artikel 259bis-11, der sich auf die Begutachtungs- und Untersuchungskommissionen bezieht. Sie bemängeln, daß er nicht vorsehe, daß ein Mitglied den Nachweis der Kenntnis der deutschen Sprache erbringen müsse, da das deutschsprachige Mitglied notwendigerweise der Ernennungskommission angehöre.

B.52. Die Kläger bemängeln, daß gemäß Artikel 259bis-15, der sich auf die Bearbeitung von Klagen bezieht, die in Deutsch verfaßten Klagen nicht in dieser Sprache behandelt werden könnten.

B.53. Die unter B.51 und B.52 zusammengefaßten Beschwerden stimmen mit denjenigen überein, die unter B.34 bis B.44 geprüft und abgewiesen wurden. Aus den dort dargelegten Gründen sind sie nicht annehmbar.

B.54. Folglich ist die Klage in der Rechtssache Nr. 1750 abzuweisen.

*Hinsichtlich der Klage in der Rechtssache Nr. 1751*

B.55. Die Kläger beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 102 §§ 1 und 2 des Gesetzes vom 22. Dezember 1998, der besagt:

«§ 1. Ab dem ersten Tag des vierten Monats nach der ersten Veröffentlichung des Amtsantritts der Mitglieder des Hohen Justizrates im *Belgischen Staatsblatt* wird bei den Korpschefs, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens von Artikel 259quater des Gerichtsgesetzbuches endgültig ernannt sind und die gegebenenfalls gemäß den Artikeln 327 und 327bis desselben Gesetzbuches entsandt wurden, davon ausgegangen, daß sie in das Amt als Korpschef bezeichnet wurden und gleichzeitig in das Amt als Magistrat in den Gerichtshöfen und Gerichten oder in den Parketten bei diesen Gerichtshöfen und Gerichten, wo sie Ämter ausüben, ernannt wurden.

Sie können:

1. innerhalb eines Monats nach der in Absatz 1 erwähnten Veröffentlichung ihr Amt als Korpschef zur Disposition stellen. In diesem Fall wird ein neuer Korpschef für die noch nicht abgelaufene Dauer des Mandats entsprechend dem in Artikel 259quater vorgesehenen Verfahren bezeichnet. Der neue Korpschef gehört derselben Sprachgruppe an, dies in Abweichung von den Artikeln 43 § 4 Absatz 2, 43bis § 4 Absatz 2, 43ter § 3 Absatz 3 und 43quater Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten. Die ausscheidenden Korpschef üben ihr Amt weiter aus, bis der neue Korpschef bezeichnet ist;

2. oder ihr Amt als Korpschef während einer Dauer von sieben Jahren weiter ausüben. Am Ende dieses Mandats können sie sich noch ein einziges Mal um dieses Amt bewerben gemäß Artikel 259quater desselben Gesetzbuches.

Nach der Zurdispositionstellung des Amtes als Korpschef im Sinne von Nr. 1 oder am Ende des Mandats im Sinne von Nr. 2 erhalten sie weiter persönlich das Gehalt und die diesbezüglichen Gehaltserhöhungen bis zum Tag ihrer Versetzung in den Ruhestand, ihres Rücktritts, ihrer Absetzung oder gegebenenfalls ihrer Ernennung oder Bezeichnung in ein anderes Amt.

§ 2. Für die Inhaber eines beigeordneten Mandats, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens von Artikel 259<sup>quinquies</sup> desselben Gesetzbuches in diesen Ämtern ernannt sind, beginnt die neunjährige Zeitspanne in dem Augenblick, wo sie diese Ämter angetreten haben, und es wird davon ausgegangen, daß sie zum Magistrat in den Gerichtshöfen und Gerichten, in denen sie Ämter ausüben, ernannt wurden.»

*In bezug auf die Zulässigkeit*

B.56. Der erste Kläger ist seit dem 31. August 1988 Präsident des Gerichts erster Instanz Eupen. Er kann unmittelbar und in ungünstigem Sinne von den angefochtenen Bestimmungen betroffen werden, da sie ihm höchstens die Möglichkeit lassen, sein Amt als Präsident während vierzehn Tagen ab dem 2. August 2000 zu behalten, während er, wenn der Gesetzgeber, wie der Kläger es anregt, die neuen Bestimmungen für nicht auf amtierende Magistrate anwendbar erklärt hätte, bis zum 23. September 2017, das heißt dem Datum, an dem er 67 Jahre alt wird, Präsident bleiben würde. Es ist unwesentlich, ob er derzeit Korpschef bleibt oder ob er später die mit diesem Amt verbundenen finanziellen Vorteile behält. Der bloße Umstand, daß der Kläger verpflichtet wird, sein Amt früher zu verlassen, als es in den vorherigen Bestimmungen vorgesehen war, rechtfertigt sein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung.

B.57. Das gleiche gilt für den zweiten Kläger. Er ist seit Januar 1988 Vizepräsident des Gerichts erster Instanz Eupen, und es war unter den vorherigen Bestimmungen vorgesehen, daß er es bis zum Pensionsalter bleiben sollte, außer wenn er selbst beschließen würde, darauf zu verzichten oder sich um ein anderes Amt in der Magistratur zu bewerben. Weder die Aufrechterhaltung finanzieller Vorteile, noch die Möglichkeit der Verlängerung seines beigeordneten Mandats als Vizepräsident im Falle des Erhalts des Vermerks «gut» kann sein Interesse an der Nichtigerklärung der Bestimmungen beeinträchtigen, die die Unwiderruflichkeit von Ämtern in Frage stellen, in denen er ohne Einschränkung durch einen königlichen Erlaß vom 22. Dezember 1997 ernannt wurde.

B.58. Die Einreden der Unzulässigkeit werden abgewiesen.

*In bezug auf die Zuständigkeit*

B.59. Der Hof ist nicht dafür zuständig, zu prüfen, ob eine Gesetzesbestimmung direkt gegen Artikel 152 der Verfassung oder gegen Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstößt.

B.60. In der Klageschrift wird jedoch der Verstoß gegen diese Bestimmungen angeführt, insofern sie mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verbunden sind. Insofern ist der Hof dafür zuständig, über die Klage zu befinden, und in gleichem Maße wird die vom Ministerrat vorgebrachte Einrede der Unzuständigkeit abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

B.61. Artikel 152 der Verfassung besagt:

«Die Richter werden auf Lebenszeit ernannt. Sie werden in dem durch Gesetz bestimmten Alter in den Ruhestand versetzt und beziehen die durch Gesetz vorgesehene Pension.

Ein Richter darf nur durch ein Urteil suspendiert oder seines Amtes enthoben werden.

Die Versetzung eines Richters darf nur durch eine neue Ernennung und mit seinem Einverständnis erfolgen.»

B.62. Der revidierte Artikel 151 der Verfassung trennt die Ernennung zum Richter, die weiterhin eine Ernennung auf Lebenszeit ist, und die Bezeichnung der Richter als Korpschef oder in anderen darin aufgezählten Funktionen, die für eine durch das Gesetz festgelegte Dauer erfolgt. Die Paragraphen 5 und 6 von Artikel 151 besagen:

«§ 5. Der erste Präsident des Kassationshofes, die ersten Präsidenten der Gerichtshöfe und die Präsidenten der Gerichte werden vom König unter den Bedingungen und in der Weise, die das Gesetz festlegt, für diese Ämter bestimmt.

Diese Bestimmung erfolgt auf einen mit Gründen versehenen Vorschlag der zuständigen Ernennungs- und Bestimmungskommission, mit einer Zweidrittelmehrheit gemäß den Modalitäten, die das Gesetz festlegt, und nach Beurteilung von Sachkunde und Eignung. Dieser Vorschlag kann nur in der vom Gesetz festgelegten Weise und mittels Begründung abgelehnt werden.

Bei einer Bestimmung für das Amt als erster Präsident des Kassationshofes oder als erster Präsident eines Gerichtshofes gibt die Generalversammlung des betreffenden Hofes vor dem im vorhergehenden Absatz erwähnten Vorschlag in der Weise, die das Gesetz festlegt, eine mit Gründen versehene Stellungnahme ab.

Der Präsident und die Abteilungspräsidenten des Kassationshofes, die Kammerpräsidenten der Gerichtshöfe und die Vizepräsidenten der Gerichte werden von den Höfen und den Gerichten aus deren Mitte unter den Bedingungen und in der Weise, die das Gesetz festlegt, für diese Ämter bestimmt.

Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 152 legt das Gesetz die Dauer der Bestimmungen für diese Ämter fest.

§ 6. In der vom Gesetz festgelegten Weise werden die Richter, die Inhaber der in § 5 Absatz 4 erwähnten Ämter und die Mitglieder der Staatsanwaltschaft einer Bewertung unterworfen.»

B.63. Das angefochtene Gesetz hat die obenerwähnten Bestimmungen von Artikel 151 der Verfassung ausgeführt, indem es einen Artikel 259<sup>quater</sup> ins Gerichtsgesetzbuch eingefügt hat.

Die angefochtenen Bestimmungen, die unter B.55 angeführt sind, enthalten Übergangsmaßnahmen, die auf die Magistrate, die an dem darin festgelegten Datum im Amt sind, Anwendung finden.

B.64. Die Kläger sind der Auffassung, daß die Übergangsbestimmungen nicht mit Artikel 152 der Verfassung vereinbar seien, zu dem ebenfalls der neue Artikel 151 im Widerspruch stehe, insofern diese Maßnahmen dazu führten, auf Lebenszeit rechtmäßig für diese Ämter ernannte Richter vorzeitig und ohne ihr Einverständnis abzusetzen, was eine eindeutige Diskriminierung dieser Magistrate im Vergleich zu denjenigen, deren Ernennung auf Lebenszeit nicht aufgehoben werde, darstelle.

B.65. Der erste Kläger ist der Auffassung, daß der Gesetzgeber das angestrebte Ziel durch Maßnahmen, die die Interessen der Betroffenen besser beachtet hätten, hätte erreichen können, indem er die neuen Bestimmungen nur auf künftige Situationen für anwendbar erklärt oder indem er sie von ihrer Zustimmung abhängig gemacht oder indem er eine Absetzung aus rechtmäßigen Gründen auferlegt hätte.

B.66. Der Hof ist nicht befugt, zu beurteilen, ob der neue Artikel 151 gegen Artikel 152 der Verfassung verstößt. Er kann also nicht prüfen, ob der in Artikel 151 verankerte Grundsatz der befristeten Mandate gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt, ungeachtet der Bestimmungen, mit denen diese verbunden sind. Er kann also lediglich prüfen, ob es diskriminierend ist, die Bestimmungen zur Anwendung dieses Grundsatzes auf die Magistrate zur Anwendung gebracht zu haben, die die in Artikel 151 § 5 erwähnten Ämter aufgrund einer vor dem Inkrafttreten der neuen Bestimmungen erfolgten Ernennung ausübten.

B.67. Es obliegt dem Gesetzgeber zu beurteilen, ob die Reformen, die der Verfassungsgeber im Justizwesen für notwendig erachtet hat, Gegenstand einer sofortigen Anwendung sein sollen oder ob sie schrittweise verwirklicht werden können. Er kann dieses Ziel jedoch nicht verwirklichen, indem er die Kategorie von Personen, die persönlich von den neuen Maßnahmen betroffen sind, auf diskriminierende Weise behandelt, oder indem er ihnen unverhältnismäßige Opfer abverlangt.

B.68. Indem der Gesetzgeber einerseits den Korpschefs, die im Amt sind, die weitere Ausübung ihres Amtes während einer Dauer von sieben Jahren und ihre Bewerbung um ein zweites Mandat von sieben Jahren erlaubt und indem er ihnen andererseits, wenn sie ihre Funktion als Korpschef «zur Disposition» gestellt haben oder wenn sie während sieben Jahren weiter ausgeübt haben, am Ende ihres Mandats das Gehalt und die diesbezüglichen Gehaltserhöhungen bis zum Tag ihrer Pensionierung garantiert, hat er Maßnahmen ergriffen, die geeignet sind, die Rechte der Betroffenen in einem mit der Verfolgung der gemeinnützigen Ziele, die seines Erachtens unverzüglich umzusetzen waren, zu vereinbarenden Maße zu wahren.

B.69. In bezug auf die beigeordneten Mandate hat der Gesetzgeber vorgesehen, daß die neunjährige Zeitspanne, für die diese Ämter fortan zugeteilt werden, an dem Tag beginnt, an dem die Betroffenen diese Ämter angetreten haben. Er hat nicht ausdrücklich vorgesehen, daß sie eine erneute Amtszeit erhalten könnten, doch aus Artikel 259*undecies* § 2 geht hervor, daß der Vermerk «gut» zur unverzüglichen Verlängerung dieser Mandate führen wird.

B.70. Folglich hat der Gesetzgeber gegenüber den Kategorien von Personen, denen die Kläger angehören, Maßnahmen ergriffen, die nicht eindeutig unverhältnismäßig zu der Zielsetzung sind, die er frühestmöglich zu verwirklichen wünschte.

B.71. Die Klagegründe sind unbegründet.

B.72. Die Kläger fechten ebenfalls Nr. 4 von Artikel 259*bis*-3 § 2 an, insofern diese Bestimmung die Zugehörigkeit zum Hohen Justizrat für unvereinbar mit der Ausübung eines Mandats als Korpschef erklärt.

B.73. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 151 der Verfassung geht hervor, daß der Gesetzgeber wollte, daß die Korpschefs während ihres siebenjährigen Mandats voll ihre Verantwortung tragen in bezug auf die Arbeitsweise des von ihnen geleiteten Rechtsprechungsorgans, daß sie dort moderne Verwaltungsmethoden einführen, um eine bessere Arbeitsweise zu gewährleisten, und daß sie den Führungsplan, den sie fortan ihrer Bewerbung beifügen müssen, verwirklichen können (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1675/1, SS. 2 und 12).

B.74. Es ist nicht unvernünftig, davon auszugehen, daß die Erfüllung einer solchen Aufgabe vom Korpschef verlangt, daß er sich voll seinem Amt widmet und daß er dessen Ausübung nicht gleichzeitig mit Leistungen auf sich nimmt, die eine Teilnahme am Hohen Justizrat verlangt.

B.75. Im übrigen bestehen die Aufgaben des Hohen Justizrates insbesondere darin, auf dem Gebiet der Ernennungen und Bezeichnungen Vorschläge auf der Grundlage einer Ernennungsakte zu unterbreiten, die die Stellungnahmen der betroffenen Korpschefs enthält (Artikel 259*ter* §§ 1 und 4). Die Begutachtungs- und Untersuchungskommission des Hohen Justizrates muß ebenfalls jährliche Berichte entgegennehmen, die im allgemeinen von den Korpschefs aufgestellt werden (Artikel 259*bis*-14 § 2); sie kann die Korpschefs anweisen, eine Untersuchung durchzuführen (Artikel 259*bis*-16 § 2); sie darf keinerlei Disziplinarbefugnis ausüben (Artikel 151 § 3 Nr. 8 der Verfassung), während die Korpschefs Disziplinarbehörden sind (Artikel 408*bis* des Gerichtsgesetzbuches). Folglich kann davon ausgegangen werden, daß Korpschefs, die dem Hohen Justizrat angehören würden, häufiger als die anderen darin tagenden Personen sich in einer Situation mit Interessenkonflikten oder der Unvereinbarkeit befinden können, so daß sie sich häufig aufgrund von Artikel 259*bis*-19 § 1 *in fine* für befangen erklären müßten, was der ordnungsgemäßen Arbeitsweise des Rates schaden würde.

B.76. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.77. Die Klage in der Rechtssache Nr. 1751 ist zurückzuweisen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Nr. 1 in Artikel 259*bis*-3 § 2 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 45 des Gesetzes vom 22. Dezember 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des zweiten Teils des Gerichtsgesetzbuches, betreffend den Hohen Justizrat, die Ernennung und Bezeichnung von Magistraten und die Einführung eines Beurteilungssystems, für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung, was die Zusammensetzung und die Handlungen des Hohen Justizrates betrifft, bis zu den nächsten, durch den Senat gemäß Artikel 259*bis*-2 § 2 des Gerichtsgesetzbuches vorzunehmenden Ernennungen aufrecht;

- erklärt Absatz 3 von Artikel 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten, eingefügt durch Artikel 89 des vorgenannten Gesetzes vom 22. Dezember 1998, für nichtig;

- weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 25. Januar 2001.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.